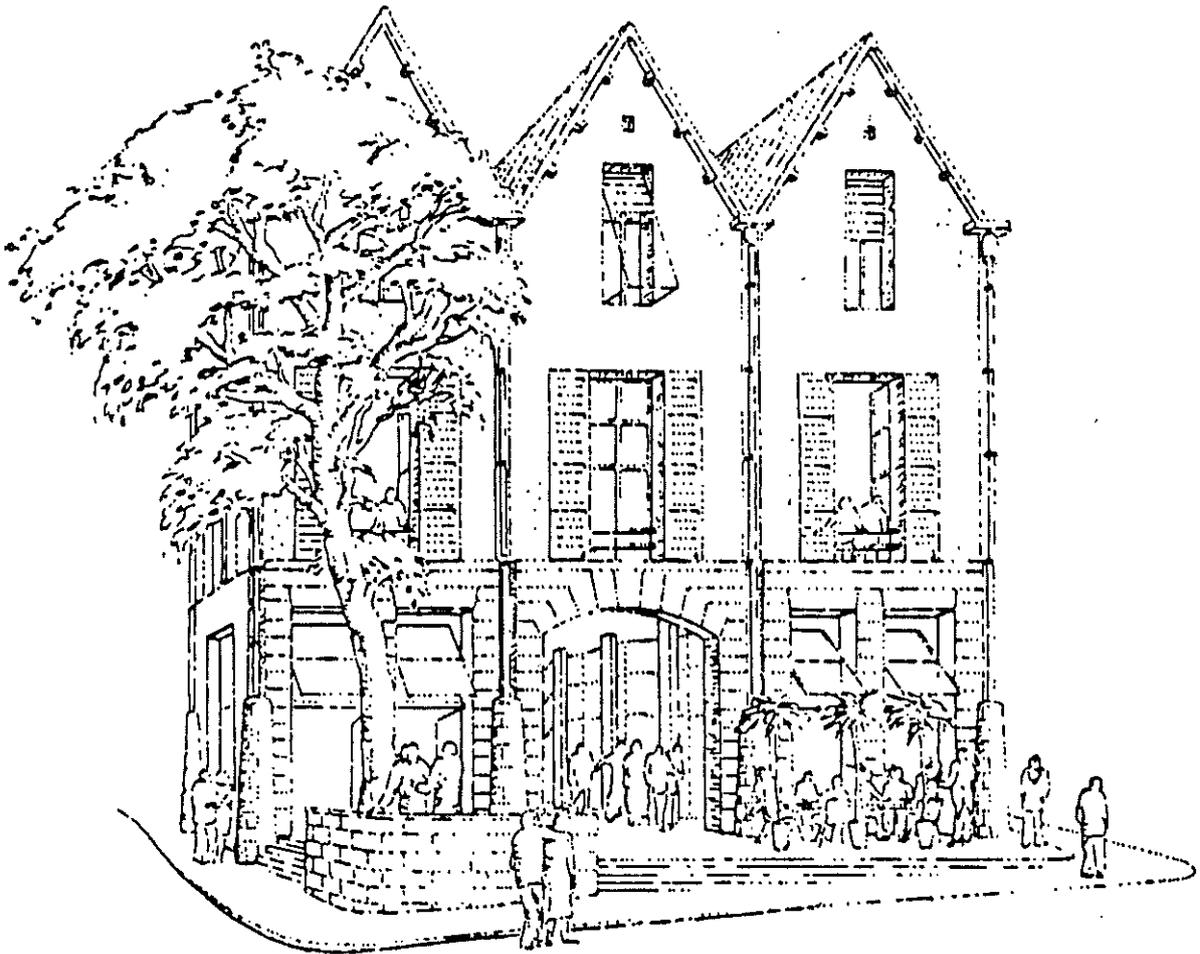


Editions des Archives d'Architecture Moderne



DECLARATION DE BRUXELLES

1 9 8 0

ANDRÉ BAREY
Propos sur la
RECONSTRUCTION DE LA VILLE EUROPÉENNE

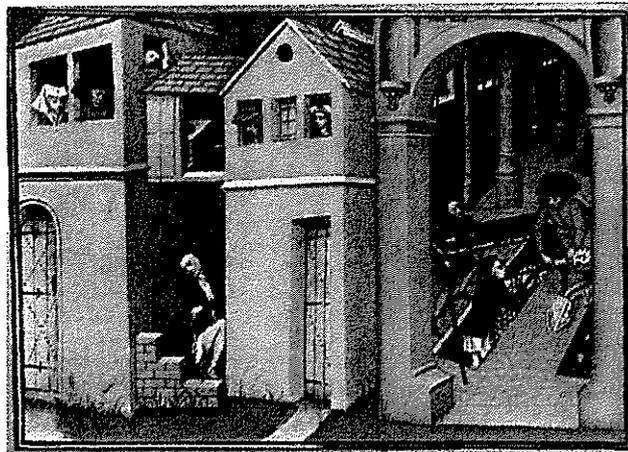
DECLARATION DE BRUXELLES

Introduction de
MAURICE CULOT et PHILIPPE LEFÈVRE

Ouvrage réalisé à partir des travaux du Colloque International « La Reconstruction de la Ville Européenne » qui s'est tenu à Bruxelles les 15, 16 et 17 novembre 1978, sous la présidence de M. Jean-Pierre POUPKO, président de la Commission Française de la Culture de l'Agglomération de Bruxelles et avec la participation de : André BAREY (Barcelone), Jean CASTEX (Versailles), Maurice CULOT (Bruxelles), Robert-Louis DELEVOY (Bruxelles), Antoine GRUMBACH (Paris), Bernard HUET (Paris), Léon KRIER (Londres), Pierre LACONTE (Bruxelles), Jacques LUCAN (Paris), François LOYER (Rennes), Fernando MONTES (Chili-Paris), Pierluigi NICOLIN (Milan-Palermo), Philippe PANERAI (Versailles), René SCHOONBRODT (Bruxelles), Jacques VAN DER BIEST (Bruxelles).

I

INTRODUCTION



Peinture du manuscrit des ducs de Bourgogne. Le rubis.

Le présent ouvrage est le fruit d'un travail sur la ville européenne présenté à l'initiative de Robert-Louis Delevoy et d'enseignants de l'École de La Cambre à Bruxelles. Au moment où nous écrivons ces lignes, R.-L. Delevoy a été remplacé à la direction de l'école et ces enseignants ont tous été exclus.

En quelques mois, d'août à octobre 1979, cinquante années d'histoire, dix années de travaux sur la ville, sont réduits à néant. Le nom même de La Cambre est rayé par décision administrative. Après avoir modifié radicalement le programme qui faisait l'originalité de l'école et chassé tous les enseignants impliqués dans les luttes urbaines, les préposés à l'éducation prennent la décision de fermer l'école d'architecture. Mesure radicale visant à éliminer un foyer de résistance à cette mainmise de la technocratie et de l'industrie sur l'enseignement.

Pourquoi une telle répression qui n'est pas sans rappeler les événements tragiques qui secouèrent le Bauhaus et entraînèrent sa fermeture en 1933 ? Ce qui était visé à cette époque, c'était le projet d'enseignants et d'étudiants de gauche qui proposaient de concilier les intérêts des masses avec la technologie industrielle. A La Cambre aujourd'hui ce qui est visé, c'est un discours anti-industriel sur la ville et l'architecture ; discours qu'il fallait, qu'il faut neutraliser, parce que sa crédibilité et son espace public mettent en danger la logique du profit et les forces de l'oubli.

Ce livre n'est pas consacré à la résistance anti-industrielle et à ses stratégies, mais bien aux prémices et aux inquiétudes qui précèdent les périodes de formulation. Dans les exposés des différents intervenants, le rapporteur, l'écrivain André Barey, a relevé les constantes d'un discours critique commun, mais aussi, la volonté de renouer avec une expression figurative de l'architecture; tout comme Claude Levy-Strauss prédisant en 1961 ce que pourrait être la peinture de demain, annonçait une peinture figurative qui au lieu d'échapper à notre monde objectif, *s'efforcera*, avec toute l'application technique de la peinture la plus traditionnelle, de reconstituer autour de moi un univers plus vivable¹.

Ce désir de figuration n'est pas seulement un besoin d'histoire, un besoin de rallier le monde objectif quotidien, c'est avant tout l'expression d'un refus, celui du mode de production et du système d'organisation de l'espace industriel. Mais si la peinture a pu renouer avec la figuration, il en va autrement de l'architecture, liée à l'industrie qui depuis la dernière guerre mondiale développe un processus de destruction totale de l'environnement physique et social. Un processus qui fait l'objet aujourd'hui d'analyses de plus en plus précises et radicales. Cependant rares sont celles qui dans leurs réflexions sur la ville avancent des propositions cohérentes susceptibles de participer au projet de société qu'elles cernent par la critique.

Cet ouvrage doit être situé parmi les tentatives pour détruire le mythe d'une fatalité urbaine entretenu par la culture sécrétée par une société industrielle aux abois.

*
* *

La thèse développée dans les lignes qui suivent, et qui s'est précisée dans l'action urbaine et le travail théorique sur la ville, peut se résumer en trois points :

1. *Le constat :*

La société industrielle avancée engendre inévitablement un processus de destruction physique et social *total* des villes et campagnes, de la même manière qu'il détruit l'histoire, donc la liberté.

2. *La résistance anti-industrielle :*

La résistance à ce processus destructeur ne peut en conséquence qu'être un acte de refus, qui ne sera pas vain s'il s'appuie sur un projet lié au projet de société et non à des réalisations isolées exemplaires à venir ou choisies dans l'histoire de l'architecture contemporaine.

3. *L'exercice d'architecture :*

L'exercice architectural ne vise pas à créer une alternative à la production contemporaine, mais il participe à la définition d'un projet plus vaste intégrant les inquiétudes de l'époque; c'est là seulement qu'il trouve sa signification historique et son lien avec la réalité.

Dans son essai *Architecture et idéologie*, Argan conclut qu'il ne faut pas répudier ce qu'il y a de plus authentique et de plus stimulant dans les impératifs moraux des architectes de la première moitié de ce siècle, mais surtout qu'il faut s'attacher — la liberté étant toujours un affranchissement *de* quelque chose — à mieux définir ce *de* que ces architectes ne l'avaient fait.

Il ne s'agirait donc pas de se débarrasser de Wright et de Gropius, mais bien d'évaluer leurs apports à la lueur d'une détermination historique inséparable d'un critère politique. Avec une lucidité, assez indécente dans ces années d'optimisme économique, Argan demande que toute réflexion sur le devenir de l'architecture moderne soit mise en rapport non plus avec le seul progrès technico-industriel, mais bien avec la situation historique dramatique contre laquelle elle avait souvent cherché à réagir.

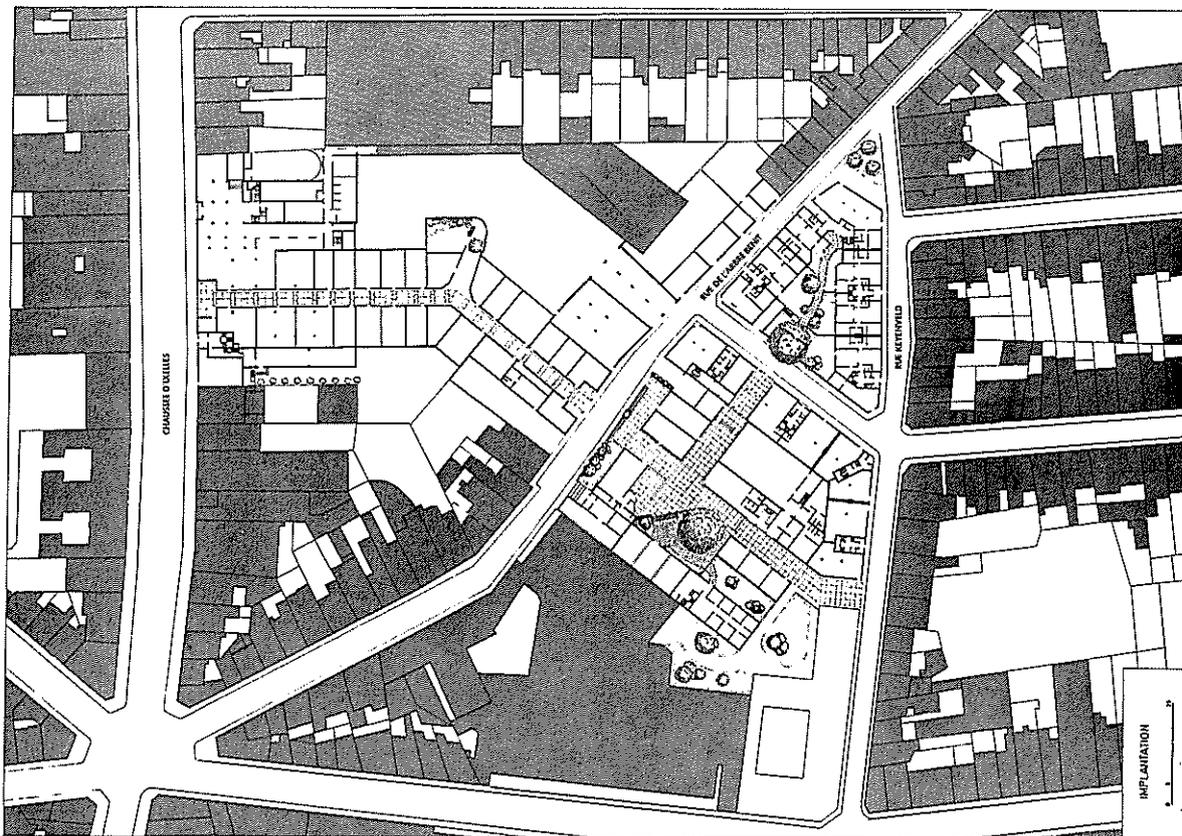
Depuis l'énoncé de cette thèse, quelque vingt années se sont écoulées et le constat le plus sommaire de la situation de l'architecture en Europe, montre combien l'optimisme du maire de Rome était démesuré. Non qu'en 1958, l'Italie et les autres pays européens ne connaissaient pas la dégradation des villes et le gaspillage du

La galerie, en son centre, articule le changement de direction sur une rue construite en trompe-l'œil et se termine sur un tilleul (bénit).



LA RUE DE L'ARBRE-BÉNIT À BRUXELLES.
ANTHONY SMITH ET MARIE-HÉLÈNE MAERTENS,
LA CAMBRE, 1979

La rue de l'Arbre-Bénit, Michel de Ghelderode y est né et il consacra une chronique entière à cette rue « qui n'a que pour elle son nom et son tracé de vieux pochard ». Elle tient son appellation d'un arbre, mort en 1850, à qui la population attribuait des vertus curatives.



Implantation de la situation projetée.



Vue actuelle de la rue de l'Arbre-Bénit.

Aujourd'hui la rue chère à de Ghelderode a un bien pauvre aspect : de part et d'autre des maisons ont fait place aux extensions bureaucratiques de deux firmes, et son tracé de pochard est en voie d'être rectifié, normalisé. L'exercice architectural réalisé par deux étudiants à La Cambre propose, comme alternative au projet actuel d'implantation de nouveaux blocs administratifs, de reconstruire la rue en terme d'habitat et d'équipement de quartier tout en maintenant les bureaux existants et leur accordant les extensions indispensables.

La configuration ancienne de la rue — un sentier de campagne — avait déterminé des îlots de grandes dimensions, faisant parfois obstacle à la traversée du quartier. Le projet permet, en diminuant la longueur des trajets pour les habitants, d'augmenter le confort de la trame urbaine : une nouvelle rue est créée ainsi qu'une galerie couverte implantée transversalement dans l'îlot, la création de ce passage n'entraînant que des modifications mineures aux rez-de-chaussée des immeubles existants.

La nouvelle rue du Président.



Le passage vers la rue de l'Arbre-Béni.



territoire, mais à ce moment, chacun pouvait encore espérer un changement, c'est-à-dire penser que les systèmes de production pourraient être infléchis vers des solutions spatiales plus ou moins heureuses. Et sans doute, Tokyo, Londres ou Pittsburgh souffrent moins de la pollution atmosphérique aujourd'hui qu'il y a 20 ou 50 ans. Mais par contre la détérioration physique et sociale des structures urbaines et rurales s'est à ce point accélérée et généralisée que l'homme européen tient en 1979 pour naturel de marcher avec des œillères d'âne et de ne voir que ce qu'il souhaite enregistrer positivement, à l'exemple de ces touristes japonais disciplinés.

L'environnement quotidien est aujourd'hui à ce point altéré que la nature irréversible du phénomène apparaît évidente à qui veut voir : pollution généralisée, campagnes loties, tissus urbains disloqués, priorités abusives données au transport des personnes, etc., et cela d'une manière définitive, sans retour. Les immeubles-tours des centres urbains sont souvent mal construits et leurs façades passeront de mode, mais ils sont là pour toujours. Pour tenter de masquer cette fatalité tragique, les architectes modernistes s'en vont répétant que l'architecture actuelle doit être éphémère et doit s'adapter au rythme changeant du progrès. Le concept de l'éphémère est répandu à dose massive : drogue dure des consommateurs avides.

Le concept de résistance exige que l'intelligence ne serve pas à fuir sans cesse les vraies réponses, mais bien à les affronter. C'est-à-dire en premier lieu à reconnaître que le processus de destruction total *est* inéluctable, irréversible; d'une part parce que les infrastructures construites mises en place sont gigantesques et elles exigent des mesures de sécurité excessives entraînant un renforcement de l'autorité policière et de la répression; parce que d'autre part, les sociétés industrielles se sont donné les moyens d'un véritable chantage au progrès dont le plus efficace est certainement celui de l'emploi industriel.

Dans cette dévastation à l'échelle du territoire, la proposition d'Argan apparaît comme un outil critique désormais dérisoire. De la même manière que ces dernières années l'axe de l'architecture s'est déplacé de l'agence vers l'école, il s'oriente maintenant de la table de l'historien vers les lieux de la résistance. De l'arrière vers le front. La mise en cause des liens traditionnels entre l'école et la profession comme telle, entre la formation des auteurs de projets et la production proprement dite est amorcée; de la même manière il faut questionner avec force les liens qui unissent l'histoire de l'architecture à l'architecture dite « moderne », c'est-à-dire à toute la production contemporaine et d'une manière plus précise avec la production d'après-guerre.

Le pessimisme est de rigueur, cela pour aller au-delà d'une réalité aujourd'hui totalement piégée par le cynisme et la confusion. Admettre la logique de la destruction totale, constater que le fil conducteur de l'histoire — la tradition — s'est brisé et perdu, ce n'est pas se préparer à désertier, mais bien se mettre en bonne position pour échapper aux pièges de la fragmentation et participer au projet qui englobe dès à présent tous les aspects philosophiques de l'existence.

Un projet qui intègre l'acquis des luttes légitimes des habitants, qui prend en ligne de compte la dimension utopique d'une ville où les fonctions ne seraient plus isolées les unes des autres, où les quartiers offriraient à la fois habitat, plaisir et travail, où l'accent serait mis sur la communication entre les personnes et non sur une vaine mobilité, où la division formelle du travail aurait disparu. Un projet qui refuse de mettre la Ford T au rebut après seulement vingt années de production, un projet qui refuse de considérer comme absurde le fait de battre les œufs en neige avec un fouet plutôt qu'avec un « mixer », un projet qui refuse aux grandes baies vitrées et aux châssis en aluminium le statut de fenêtre.

Mais aussi un projet qui refuse de prendre en charge le processus de transferts économiques qui va en s'accéléralant vertigineusement depuis les années 70, la stratégie de domination capitaliste étant de privilégier le capital au détriment du travail concret.

Illustrons les effets de cette stratégie par un exemple pris dans la vie quotidienne et nous verrons que nous sommes là au cœur même de la critique d'architecture.

LE TRAMWAY BRUXELLOIS

La politique des transports publics à Bruxelles consiste depuis plusieurs années à remplacer le système traditionnel des tramways de petits gabarits, par la construction d'une infrastructure souterraine et la mise en service de voitures de plus en plus longues. Cette politique est supposée améliorer les conditions de transport dans la capitale belge.

Qu'en est-il aujourd'hui? Pour les habitants l'opération se solde dès à présent par un échec. En effet si aux heures de pointe les grandes voitures de conception germanique assurent l'exode journalier entre la ville et les banlieues, en contrepartie la desserte des différents quartiers de la ville s'opère avec d'énormes difficultés : les fréquences sont faibles et les arrêts de plus en plus éloignés des lieux de la vie quotidienne. De plus, la mise en place des voitures longues et des tunnels ont exigé et exigent des travaux d'infrastructure gigantesques, disproportionnés par rapport à la morphologie de la ville existante. En fait des techniciens retranchés derrière des arguments spécialisés, ont réduit la complexité des déplacements quotidiens à une abstraction quantitative.

Les obsessions techniciennes ont trouvé un terrain favorable à leurs développements mégalomaniques dans la phase capitaliste du transfert économique exacerbé du travail vers le capital.

Le problème du transport bruxellois aurait pu trouver une solution heureuse s'il avait été conçu à l'intérieur d'une réflexion sur la ville. On se serait alors aperçu, de manière évidente, qu'il aurait fallu orienter les recherches, non vers un gigantisme à l'allemande, mais bien vers un système de transport basé sur un nombre *important* de *petites* voitures, *sympathiques*, à passages *fréquents* à toutes heures du *jour* et de la *nuit*. Car pour l'habitant, le bon usage d'un moyen de transport ne réside pas en ses performances de vitesse, mais bien dans la fréquence. En d'autres mots, beaucoup de petits trams tout le temps, et partout dans la ville.

Un tel choix aurait limité sinon permis d'éviter la dislocation du tissu urbain et la fuite des habitants, il aurait d'autre part donné une occasion unique de concevoir ce service public autrement que sous l'angle de l'emballage et de l'expédition. Plus encore, la fabrication de milliers de petits trams, qui aurait trouvé dans les modèles anciens des sujets privilégiés d'imitation créative, aurait permis la mise sur pied d'une industrie à main-d'œuvre locale hautement spécialisée qui aurait pu exprimer un savoir-faire inventif autrement plus stimulant que la futilité du « design » contemporain.

Ce qui importe c'est donc de résister. La résistance c'est bien plus qu'un émoi, autre chose qu'un élan, c'est avant tout un état de refus qui trouve immédiatement son espace d'expression dans un projet sur la ville, sur l'architecture.

Il n'y a aucune perspective de reconstruction en dehors de cet état de refus. L'analyse des conditions du domaine bâti démontre en effet son incapacité d'investissement historique, qu'il s'agisse des millions de maisonnettes « Phénix » ou du Gallaratese, et les réalisations exemplaires ne peuvent être que des faux, toute sympathie mise à part.

La signification politique du projet conçu dans la résistance n'est donc pas dans une éventuelle réalisation, ce n'est pas un personnage en quête d'un lieu et d'un promoteur. Il n'est pas davantage une alternative à la production actuelle ou la reproduction modernisée des utopies sociales du XIX^e siècle.

C'est au contraire dans l'affirmation de sa non-réalisation que réside sa réelle validité politique et qu'on ne s'y trompe pas, ce projet n'est pas abstrait, ni irréaliste, il prend racine dans le consensus de la tradition ou plus justement dans le souvenir de celle-ci.

La classification gauche/droite n'est plus opérante; l'architecte professionnel, celui du cabinet d'affaires mais aussi celui rallié aux idées progressistes, ont vis-à-vis de cette thèse de non-réalisation la même attitude : ils

refusent de la prendre en considération, même comme simple hypothèse de travail. Car accepter l'utopie comme présupposé philosophique reviendrait pour eux à admettre qu'ils ne sont que les outils d'une société auto-destructrice, et non les artistes créateurs qu'ils rêvent d'être. La question n'est donc plus de bâtir à gauche ou de bâtir à droite, mais bien de bâtir ou de s'en abstenir avec fougue et détermination. Et ce n'est pas la pratique du doute devant l'« apocalypse » à laquelle s'adonnent les plus émotifs qui risque d'ébranler les certitudes des praticiens cyniques. Le doute actuel n'est plus celui de Descartes, il n'induit plus une méthode mais est l'expression d'une peur collective « comme si nous vivions et luttons avec un univers protéen où n'importe quoi peut à tout moment se transformer en n'importe quoi »².

La résistance n'est pas un jeu et elle ne l'a jamais été : elle suppose la continuité et l'observance d'une règle, « un règlement de sécurité » conçu et appliqué dans un héroïsme du quotidien, celui de ceux qui s'attachent à développer une réflexion sur la ville dans ses fonctions de développement de la démocratie. Ainsi, lorsque nous opposons à la pratique du doute la dictature éducative c'est, comme le rappelle Michel Bosquet, pour désarçonner et provoquer l'interlocuteur, lui demander: « Etes-vous prêt à vous assumer comme sujet autonome de *votre* choix révolutionnaire »³; ainsi l'obéissance dans la résistance n'est pas un problème d'autorité, mais à la fois un problème d'autorité et de liberté. Un des objectifs principaux de la résistance est d'éviter à ceux qui mènent des combats quotidiens sur le terrain les pièges de la fragmentation, d'apporter un soutien logistique à ceux qui luttent pour la préservation de la ville et ses constituants historiques comme outil de développement, de participer à l'affrontement direct de la structure de production industrielle.

Dans une perspective révolutionnaire, l'avant-garde ne peut que regarder vers l'histoire, d'une part parce qu'en terme de mobilisation son projet se doit d'être familier, mais surtout parce que seul l'effort d'histoire préserve de la futilité. Tout comme l'homme normalement constitué a une tête, un corps, deux bras et deux jambes — et les tailleurs ne s'y trompent pas —, la ville n'existe que sous sa forme traditionnelle. Mais s'appuyer sur le fil ténu de la tradition pour s'opposer au système industriel, n'est-ce pas faire preuve de trop de naïveté, n'est-ce pas minimiser le poids des systèmes de production en place, les contradictions des revendications syndicales, l'attrait des stimuli à la consommation.

Sans doute, mais il n'y a pas d'autres voies.

Renouer avec l'histoire là où le capitalisme industriel et sa force d'oubli l'ont arrêtée pourrait constituer une proposition séduisante si l'on ne tenait pas compte du travail de destruction de la mémoire déjà accompli qui rend cette proposition peu opératoire. Et ajoutons, que de plus, nous n'avons ni le courage, ni le temps, ni le goût pour reconstruire un savoir perdu, nos faiblesses sont la nostalgie et le plaisir des choses qui durent.

Comme un enfant élève avec application un château en empilant pièce après pièce les blocs du jeu de construction, l'acquisition d'un savoir à nouveau transmissible ne peut aujourd'hui se forger que dans une pratique archaïque.

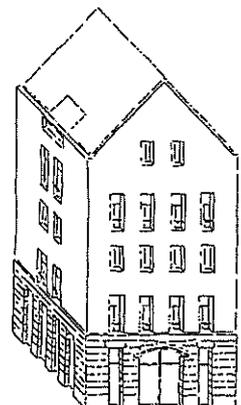
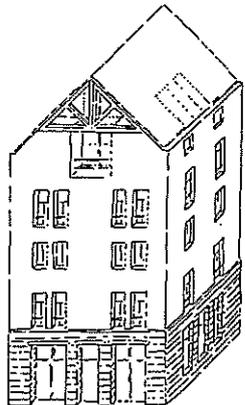
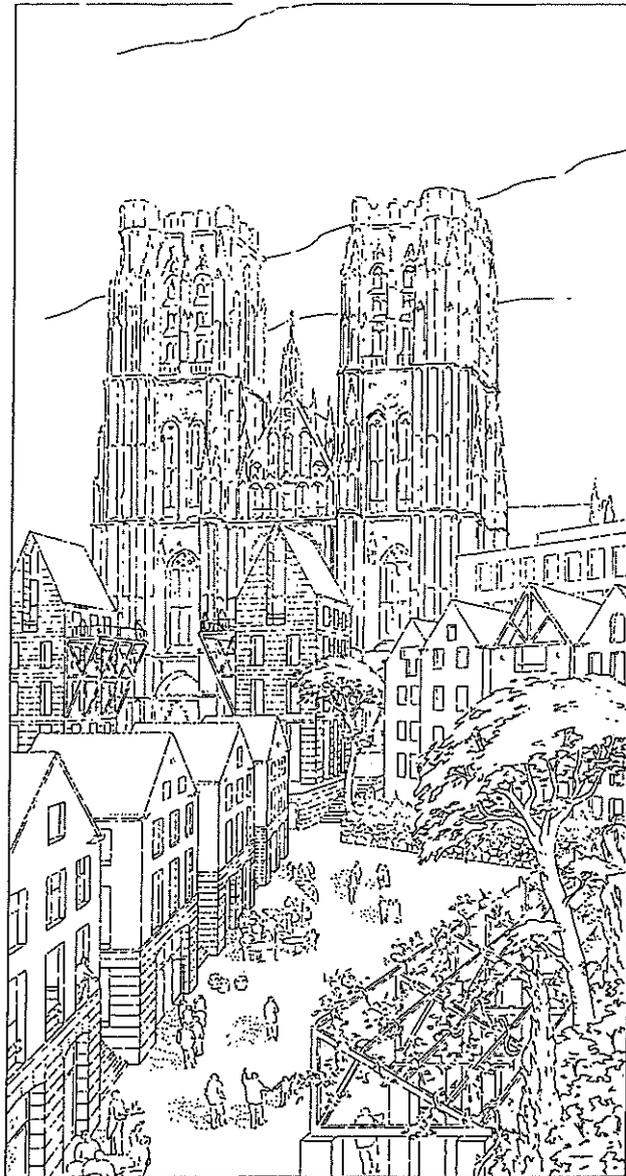
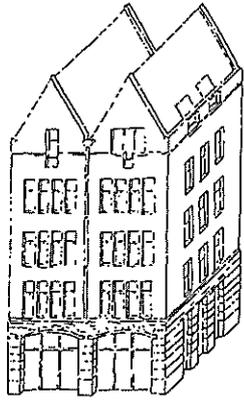
L'archaïsme comme processus élémentaire de construction et de connaissance des éléments constitutifs de l'architecture et de l'aménagement des villes. Un archaïsme qui procède bien entendu toujours de l'imitation, mais les modèles ne sont plus définis par un héritage quelconque; ils sont sélectionnés par le programme de la ville idéale tel qu'il se manifeste et se précise au travers des recherches et des luttes urbaines les plus exemplaires.

Il y a donc plus à apprendre du projet de société qui sous-tend les luttes des quartiers populaires de Bruxelles et de Barcelone, voire de l'expérience commerciale de Port-Grimaud que de la monographie complète des œuvres de Alvaar Aalto ou de Walter Gropius. Ceux-ci, et tous les pionniers de l'architecture moderne, de Wright à Le Corbusier, trouvent ainsi leur juste place, celle de sujets d'études historiographiques non susceptibles de modifier le cours de l'histoire.

La proposition d'Argan « la liberté est un affranchissement *de* quelque chose » prend alors une signification nouvelle, ce *de* ne relève plus du domaine idéologique ou métaphysique, il *est* le mode de production industriel et culturel dominant. Nous savons donc de quoi nous voulons nous affranchir, mais aussi, et là réside notre détermination, *comment*. Tout est donc une question de stratégie.

Maurice CULOT et Philippe LEFÈVRE,
1979.

1. Cité par Jean Clair, *Nouvelle Subjectivité*, éd. Lebeer, Bruxelles, 1979.
2. H. Arendt, *La Crise de la Culture*.
3. Cité par Michel Bosquet, *Nouvel Observateur*, 6 août 1979, « Herbert Marcuse, professeur de liberté ».



La place des Brasseurs au cœur de l'îlot d'habitations construit devant le parvis de la cathédrale Saint- Michel.

PROJET POUR LA RECONSTRUCTION ET L'EMBELLISSEMENT
DE LA PARTIE DE BRUXELLES ÉVENTRÉE PAR LA JONCTION
DES GARES DU NORD ET DU MIDI.

B. BIRKIYE, G. BUSIEAU, P. NEIRINCK,
LES ARCHIVES D'ARCHITECTURE MODERNE, 1978.

LA RECONSTRUCTION DE LA VILLE EUROPÉENNE :

DÉCLARATION DE BRUXELLES

Les participants du colloque international qui s'est tenu à Bruxelles les 15, 16 et 17 novembre sous l'égide de la Commission Française de la Culture de l'Agglomération de Bruxelles ont décidé, au terme de leurs travaux, de formuler la déclaration suivante :

- ils soulignent la valeur des actions engagées par l'ensemble des Comités d'habitants de Bruxelles pour la défense et la réparation de leur ville directement touchée par les transformations brutales et aberrantes de sa structure; ils condamnent spécialement la politique irresponsable de la C.E.E. dont l'action destructrice en matière d'implantation de ses propres bâtiments touche, tout aussi gravement, des villes comme Luxembourg, Strasbourg et Bruxelles; ils exigent la formation au sein des Institutions Européennes d'une Commission qui prendrait enfin en compte les objectifs de reconstruction de la Ville Européenne voulue par les habitants;
- ils demandent à toutes les écoles d'architecture d'orienter leur enseignement et leur recherche vers les tâches de la réparation des villes européennes;
- ils demandent que soit orientée dans ce sens la formation technique et professionnelle des métiers de la construction;
- ils entendent par réparation de la Ville Européenne, l'intégration de l'histoire dans la pratique urbaine : tout le patrimoine doit être sauvegardé et pas seulement quelques centres prétendument historiques.

Toute intervention sur la Ville Européenne doit obligatoirement réaliser ce qui toujours fut la ville, à savoir : des rues, des places, des avenues, des îlots, des jardins, ... soit des « quartiers ».

Toute intervention sur la Ville Européenne doit par contre bannir les routes et les autoroutes urbaines, les zones monofonctionnelles, les espaces verts résiduels.

Il ne peut y avoir ni zones « industrielles », ni zones « commerçantes », ni zones « piétonnières », ... mais seulement des quartiers incluant toutes les fonctions de la vie urbaine.

Il faut procéder à la réduction du périmètre construit des villes et définir avec précision les zones rurales afin d'établir clairement ce qu'est la ville et ce qu'est la campagne.

Ils dénoncent l'architecture et l'urbanisme fonctionnalistes parce qu'ils ont détruit la ville européenne en réponse aux exigences du développement des structures industrielles du capitalisme privé et public; ils dénoncent également la complaisance des architectes et de leurs organisations professionnelles à accepter les conditions de la production, cette attitude ayant grandement contribué à l'état de fait actuel; ils considèrent que le seul chemin possible en vue de la reconstruction de la ville européenne est celui du développement d'une main-d'œuvre aux qualités professionnelles élevées et du rejet des méthodes industrielles développées au seul profit de leurs promoteurs.

Les participants, réunis en colloque sur la Reconstruction de la Ville, proclament leur conviction que la Ville Européenne peut être réparée, qu'elle doit l'être, et que les moyens d'y parvenir sont à notre portée.

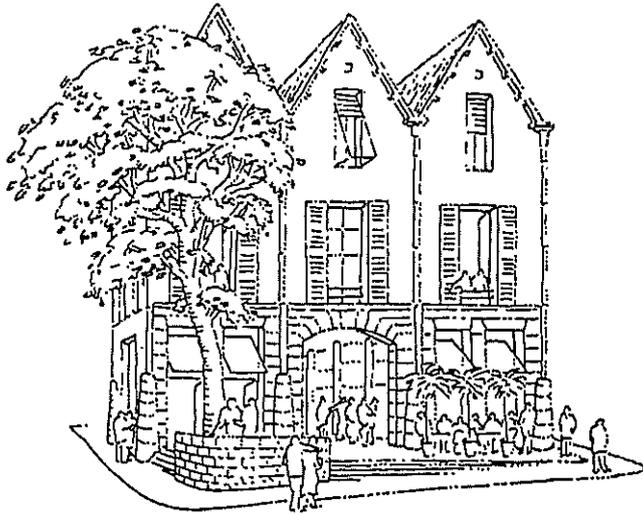
Ils décident en conséquence de poursuivre leurs travaux dans ce sens afin de pouvoir trouver l'accord général et le soutien politique de la population.

Les participants au colloque :

MM. Pierre Laconte (Bruxelles), Jacques Lucan (Paris), Jean Castex (Versailles), Antoine Grumbach (Paris), Léon Krier (Londres), François Loyer (Rennes), René Schoonbrodt (Bruxelles), Jacques Van der Biest (Bruxelles), Fernando Montes (Chili/Paris), Bernard Huet (Paris), R.-L. Delevoy (Bruxelles), André Barey (Barcelone), Maurice Culot (Bruxelles), Philippe Panerai (Versailles), Pierluigi Nicolini (Milan/Palermo).

II

PRÉAMBULE



A Jacques GUBLER

*Faire et défaire, d'après un dicton populaire, c'est toujours travailler.
Faire et défaire, c'est toujours faire du fric.*

A. B.

Les 15, 16 et 17 novembre 1978, s'est déroulé à Bruxelles le premier colloque international consacré à la reconstruction de la ville européenne auquel participèrent des architectes, des historiens d'art, des sociologues venus de différents pays d'Europe. Organisé par la Commission Française de la Culture de l'Agglomération de Bruxelles, mis en œuvre par les Archives d'Architecture Moderne avec l'appui de l'École Nationale Supérieure d'Architecture et des Arts Visuels de la Cambre, ce colloque fait suite aux rencontres de Palerme mises sur pied en avril 1978 par le Rédacteur en Chef de la revue milanaise *Lotus International*, Pierluigi Nicolin.

LA DÉCLARATION DE PALERME

AVRIL 1978

La ville ne peut plus être considérée comme un objet de consommation futile.

L'énorme travail qui attend notre génération pour réparer les dommages et destructions des dernières trente années doit être envisagé dans des perspectives de permanence matérielle.

Nous ne sommes cependant pas prêts à faire des sacrifices pour un quelconque but; nous devons reconnaître la valeur absolue des villes de pierre qui sont le résultat du travail des générations qui nous ont précédés; ne pas arrêter la destruction sauvage de ce labeur serait détruire notre futur et soumettre les générations à venir à l'esclavage de la production et de la consommation d'un environnement et d'objets de plus en plus futiles.

La séparation des fonctions a conduit à une extension absurde de la ville, des agglomérations.

L'esclavage de la mobilité qui en suit détruit nécessairement la cohésion sociale et physique de la ville européenne.

Nous savons maintenant qu'on ne peut pas détruire la ville, sans détruire la campagne.

La reconstruction de la ville européenne doit redéfinir la dialectique nécessaire entre ville et campagne.

Des villes dans la ville, mais aussi des villes dans la campagne.

RECONSTRUIRE LA VILLE EUROPÉENNE...

- doit être un projet global qui s'oppose à une destruction globale;
- la reconstruction de la ville en une multitude de quartiers complexes ne peut faire la différence fonctionnelle ou culturelle entre *Centre* et *Périphérie*;
- il faut réurbaniser la périphérie;
- la forme de la ville, la forme de *l'espace public* ne peut pas être matière d'expérimentations;
- l'espace public ne peut se construire que sous la forme de RUES et de PLACES;
- il faut rejeter les amusements typologiques;
- la forme de la trame urbaine et des espaces publics ne peut pas être considérée comme un système de distribution à deux dimensions, mais doit devenir le lieu même de la vie urbaine, basé sur l'homme debout ou en marche et non sur les moyens de transports mécaniques, publics ou privés;
- ces espaces doivent non seulement présenter un caractère familier, mais jusque dans leurs dimensions, se rattacher à la culture européenne des RUES et des PLACES.

ARCHITECTURE ET CONSTRUCTION

L'industrialisation de la construction doit être considérée comme une faillite totale et jusqu'à ce jour liée au seul accroissement du profit :

- elle n'a pas apporté d'améliorations techniques sérieuses;
- elle n'a pas réduit les coûts de la construction;
- elle a au contraire détruit une culture artisanale accomplie et millénaire;
- elle n'a pas raccourci le temps de production;
- elle a été incapable de répondre à la complexité typologique et sociale des centres historiques;
- si le bâtiment est contrôlé aujourd'hui encore entièrement par des formes de productions artisanales, l'artisanat même a été détruit par la division industrielle du travail et a perdu l'efficacité et la précision d'un métier hautement spécialisé;
- une culture architecturale doit nécessairement se baser sur une culture manuelle de la construction, hautement développée et professionnelle.

LES ÉCOLES...

- l'historiographie est la mise à mort de l'histoire;
- les écoles sont les seuls lieux où une réappropriation d'une culture artisanale pourrait s'opérer (libérée temporairement des contingences de la production matérielle et du marché du bâtiment);
- une nouvelle dignité sociale d'une culture artisanale hautement développée, pourrait s'opérer par la reconnaissance de diplômes universitaires de même niveau que la recherche scientifique, le projet architectural, le dessin, la sculpture tous autant basés sur le travail manuel.

Léon KRIER, Pierluigi NICOLIN,
Angelo VILLA, Maurice CULOT,
Antoine GRUMBACH.

A l'occasion de la réunion de presse de présentation du colloque, M. Jean-Pierre Poupko, Président de la Commission Française de la Culture de l'Agglomération de Bruxelles avait déjà précisé que si la notion de préservation d'ensemble et celle de l'insertion du patrimoine bâti dans la vie sociale de la cité s'étaient aujourd'hui imposées dans les esprits, le décalage entre cet objectif et les réalisations pratiques était resté important et avait permis de nouvelles destructions, de telle sorte que le principe même de la préservation intégrée — l'idée maîtresse en 1975 de l'Année européenne du Patrimoine architectural — était à présent lui-même dépassé et que le nouveau concept de reconstruction de la ville européenne devait désormais orienter la politique du patrimoine architectural urbain.

Lors de l'acte inaugural, M. Dehaybe, représentant de la Culture Française, éclairera d'emblée le propos essentiel de ces rencontres internationales en associant l'objet fondamental de ce colloque à la mission d'un ministère d'après-guerre. Ce qui peut signifier que la ville européenne — contrefaite par ce que Henri Lefebvre dénomme « l'illusion de l'urbanisme » — a subi en quelques années autant, sinon plus, de dommages qu'au cours du second conflit mondial, réduisant à la désolation des cités encore épargnées par les actes de belligérance. Nous disons la ville européenne, dans la mesure où tous les grands centres urbains du vieux continent — au-delà de leurs différences de culture, d'histoire, de développement et de besoins réels — ont cédé sous la poussée du phénomène progressiste. Longtemps épargnée par l'entreprise cynique ou désespérée de la modernité, la petite ville elle-même tend à se développer selon le principe de croissance absurde de la métropole.

Si toutes les villes n'ont pas encore été anéanties complètement, en raison notamment du contrepoids hypocrite et dérisoire de la politique de conservation artistique du patrimoine, il est indéniable que le capitalisme monopoliste a démantelé en profondeur leur structure sociale. Appuyé par l'idéologie officieuse de la Charte d'Athènes, ce système a renforcé la rupture ancienne entre ville et campagne, provoquant la disparition progressive de l'agriculture. L'effet cumulé du sur-développement industriel et urbanistique, sans autre objet que la consommation et la planification du chaos, ont conduit à la colonisation de l'espace urbain et au ravage d'une nature de plus en plus « fétichisée ».

Face au déclin de la ville européenne et à la perspective d'une dégradation fatale de notre cadre de vie, cette réunion internationale revêt une importance exceptionnelle. Faisant taire certaines divergences, les participants de ce colloque ont insisté sur le refus de se limiter à la sauvegarde d'un patrimoine figé et élitiste et sur l'urgente nécessité de reconstruire (et non de restaurer) la ville européenne.

Les différents responsables invités à inaugurer la manifestation témoigneront d'une préoccupation identique, faisant ressortir la gravité de la situation. Mettant l'accent sur le rôle négatif joué par le mouvement de l'architecture moderne et sur la nécessité d'un remodelage de l'espace urbain, M. Léon Defosset, Ministre des Affaires Bruxelloises, apportera sa caution à cette volonté de reconstruction. M. Cardon de Lichtbuer, Administrateur de la Banque Bruxelles Lambert, fera pour sa part le « mea-culpa » de la grandé entreprise, tandis que M. André Lagasse, Président de l'Agglomération de Bruxelles dira l'urgence de penser les nouvelles institutions politiques en même temps que la politique de la ville.

Afin de s'opposer de manière radicale à la mort inexorable de nos villes, aboutissant du même coup à la destruction globale du territoire, tous les intervenants ont insisté sur le besoin impérieux de suspendre la construction et de s'attaquer dès maintenant à la réparation du tissu urbain — gravement endommagé par la logique industrielle — selon le concept traditionnel de quartier. Du succès de cette entreprise dépend la survie de notre culture et des valeurs humaines de notre environnement.

Au-delà des différentes options en regard de la stratégie à mener, les théoriciens présents à ce colloque, dans leur majorité, ont rejoint dans leurs conclusions ceux qui œuvrent en liaison directe avec les revendications populaires. Ainsi est-il important de noter que les propos de Bernard Huet et de Fernando Montes, dénonçant le mythe de la créativité et de la modernité, s'accordent en profondeur à l'action menée par les habitants. De

même que le principe de resserrement du tissu urbain répond à l'image familière de la ville défendue par les comités de luttes urbaines. Ce n'est pas un hasard, comme le fait remarquer Maurice Culot, si les projets de Léon Krier constituent désormais un outil de réflexion au service de la résistance de quartier. Les travaux de Krier, préconisant la reconstruction de la cité sous l'angle d'une structuration en secteurs complexes (ne dépassant jamais les 35 ha) se recourent, comme on le verra, avec les objectifs poursuivis par Jacques Van Der Biest sur le terrain de la Marolle.

Plus complémentaires que contradictoires, les différentes prises de positions intervenues au cours de ce colloque, suivi par un large public, ont revalorisé des concepts qui, en dépit de l'évidence et du bon sens populaire, avaient été bannis par le mouvement de l'architecture moderne. Concepts qui, seuls, peuvent permettre la réparation de la ville, « reconnue à nouveau comme une création de l'intelligence ».

Notons enfin le choix judicieux de Bruxelles comme lieu de réflexion de ces rencontres internationales. Bruxelles qui comme Palerme, selon l'expression de Pierluigi Nicolini, peut être considérée déjà comme « ville sinistrée ». Choix judicieux encore pour l'exemplarité du mouvement de contestation de ses habitants, à la fois puissant et organisé, et celle des structures qui le soutiennent. Sans oublier le rôle de pionnier joué par l'École d'Architecture de la Cambre, en relation avec un enseignement pleinement ouvert aux problèmes de reconstruction de la ville européenne. Choix judicieux enfin, par la menace que représente les nouveaux projets d'extension de la C.E.E.

Ajoutons encore que ces rencontres ont donné lieu à une déclaration commune rédigée par les participants qui, au terme de leurs travaux, ont souligné :

— la valeur des actions engagées par l'ensemble des Comités d'habitants pour la défense et la réparation de leur ville directement touchée par les transformations brutales et aberrantes de sa structure.

D'autre part, les participants du colloque de Bruxelles :

— condamnent spécialement la politique irresponsable de la C.E.E., dont l'action destructrice en matière d'implantation de ses propres bâtiments touche tout aussi gravement des villes comme Luxembourg, Strasbourg et Bruxelles;

— exigent la formation au sein des Institutions européennes d'une commission qui prendrait enfin en compte les objectifs de reconstruction de la ville voulue par les habitants;

— demandent à toutes les écoles d'architecture d'orienter leur enseignement et leur recherche vers les tâches de réparation des villes européennes;

— demandent également que soit orientée dans ce sens la formation technique et professionnelle des métiers de la construction;

— entendent par réparation de la ville européenne :

- l'intégration de l'histoire dans la pratique urbaine : tout le patrimoine doit être sauvegardé et pas seulement quelques « centres historiques »;

- toute intervention sur la ville européenne doit obligatoirement réaliser ce qui toujours fut la ville, à savoir : des rues, des places, des avenues, des îlots, des jardins... Soit des quartiers;

- toute intervention sur la ville européenne doit par contre bannir les routes et les autoroutes urbaines, les zones mono-fonctionnelles, les espaces verts résiduels;

- il ne peut y avoir ni zones « industrielles », ni zones « commerciales », ni zones « piétonnières », mais seulement des quartiers incluant toutes les fonctions de la vie urbaine;

- il faut procéder à la réduction du périmètre construit des villes et définir avec précision les zones rurales afin d'établir clairement ce qu'est la ville et ce qu'est la campagne;

- dénoncent l'architecture et l'urbanisme fonctionnalistes qui ont détruit la ville européenne en réponse aux exigences du développement des structures industrielles du capitalisme privé et public;
- dénoncent également la complaisance des architectes et de leurs organisations professionnelles à accepter les conditions de la production, cette attitude ayant grandement contribué à l'état de fait actuel;
- considèrent que le seul chemin possible de la reconstruction de la ville européenne est celui du développement d'une main-d'œuvre aux qualités professionnelles élevées et du rejet des méthodes industrielles développées au seul profit de leurs promoteurs;
- proclament enfin leur conviction que la ville européenne peut être réparée, qu'elle doit l'être, et que les moyens d'y parvenir sont à notre portée, et décident en conséquence de poursuivre leurs travaux dans ce sens afin de pouvoir trouver l'accord général et le soutien politique de la population.

Les participants à ce colloque, par ordre d'intervention :

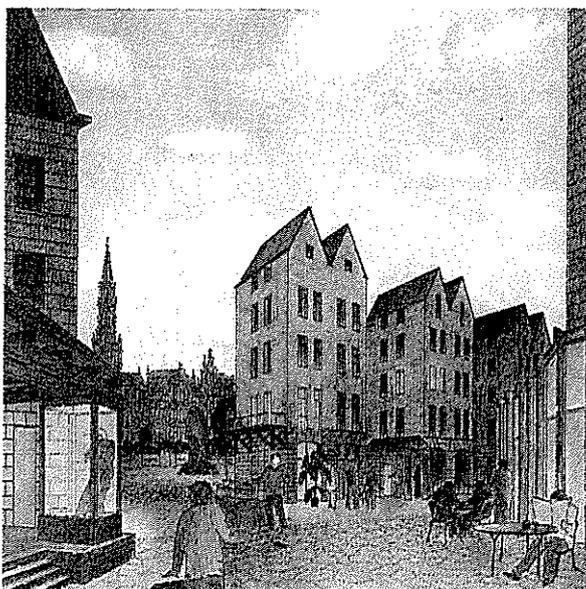
- R. L. DELEVOY, directeur à l'Ecole Nationale d'Architecture et des Arts Visuels (Bruxelles) : *La reconstruction de la Ville.*
- Serge MOUREAUX, sénateur, échevin de l'Urbanisme de l'Agglomération de Bruxelles : *Introduction.*
- Pierre LACONTE, directeur de l'Université de Louvain (Bruxelles), Administrateur de l'A.S.B.L. Quartier des Arts : *Le parc immobilier bruxellois et son avenir.*
- Jacques VAN DER BIEST, Comité Général d'Action des Marolles (Bruxelles) : *La reconstruction d'un quartier populaire.*
- René SCHOONBRODT, président de l'Atelier de Recherche et d'Action Urbaines (ARAU) (Bruxelles) : *Traditions architecturales et luttes urbaines.*
- Jacques LUCAN, co-rédacteur en chef de la revue « A.M.C. » (Paris) : *Le défilé de l'éclectisme.*
- Jean CASTEX, professeur à l'Unité Pédagogique n° 3 (Versailles) : *Versailles ou la résistance de la ville.*
- Antoine GRUMBACH, architecte, professeur à l'Unité Pédagogique n° 6 (Paris) : *La mémoire de la ville.*
- François LOYER, maître-assistant à l'Université des Hautes Etudes (Rennes) : *Le concept de quartier chez Haussmann.*
- Léon KRIER, architecte (Londres) : *Luxembourg - Centre historique-Périphérie. Projet de reconstruction d'une ville capitale en quartiers complexes.*
- Fernando MONTES, architecte, professeur à l'Ecole des Beaux-Arts (Chili-Paris) : *Modernité et inhibition.*
- Bernard HUET, professeur à l'Unité Pédagogique n° 8 (Paris) : *Le mythe et la créativité en architecture.*
- Pierluigi NICOLIN, rédacteur en chef de la revue « Lotus International » (Milan-Palermo) : *Palermo, ville sinistrée.*
- Maurice CULOT, directeur des Archives d'Architecture Moderne (Bruxelles) : *Séminaire sur Le concept de réparation.*

Table ronde dirigée par M. Luc LEGRAND, conseiller de la Commission Française de la Culture, avec la participation de MM. J. CASTEX, M. CULOT, B. HUET, A. GRUMBACH, F. MONTES, L. KRIER, P. NICOLIN, F. LOYER, J. LUCAN, P. PANERAI, R. SCHOONBRODT, R. L. DELEVOY.

Allocution de clôture par M. Jean-Pierre POUPKO, président de la Commission Française de la Culture de l'Agglomération de Bruxelles.

III

LE DÉSESPOIR DU VISIBLE



Les maisons devant la Gare Centrale, Bruxelles.
S. Birkiye, G. Busieau, P. Neirinck, La Cambre, 1978.

Là où la ville change de nom...

Francisco Candel.

Quand un homme ou une femme de quarante ans parlent aujourd'hui de leur jeunesse à un adolescent, l'effet de surprise est sans doute aussi grand que lorsqu'un vieillard, hier encore, s'adressait à un enfant. En trente ans, le paysage urbain s'est à ce point modifié que, d'une génération à l'autre, l'étonnement que provoquait le récit s'est changé en effarement. Les points de référence dont usait l'aîné pour conduire l'enfant sur les traces de son passé ont été engloutis. Sans qu'il ne lui soit possible de fournir une explication véritable. Sans qu'il n'ait d'autre recours que d'invoquer la fatalité du progrès.

Autrefois, le discours du vieillard inspirait de la déférence. Son savoir impressionnait. Puis, peu à peu, au nom du sacrifice qu'impose tout « dessein supérieur », l'idéal progressiste l'abandonna. Ses doutes étaient devenus insupportables. Dans le meilleur des cas, la déférence fit place à la compassion. Il fallait se rendre à l'évi-

dence : jamais cet homme, miraculé de deux guerres, ne vivrait cet âge d'or qui allait mettre fin à la misère, à la journée de douze heures, à la lenteur exaspérante et à la maladie incurable. Dès lors on le relégua. Impitoyablement marginé par une société obnubilée par la rentabilité, le vieillard pourtant commence à vivre sa revanche. Délaissant le père, la jeune génération se rapproche de l'aïeul et, à nouveau, requiert son témoignage.

Au contraire, lorsqu'un homme de quarante ans parle aujourd'hui à un adolescent, son discours n'inspire que désespoir et confusion. Violence ou indifférence. Ses attentes frustrées transpirent la trahison. Ses souvenirs sont sans corps et ce qu'il évoque, déjà, ne signifie plus rien. Il ne fait pas sourire : il irrite. Déraciné, jamais plus il ne partagera ce qu'il aimait à partager. Ses espérances pourrissent sous le fatras des illusions. Son rêve, décomposé, hante les labyrinthes de la mémoire et puis se recompose dans les usines de la nostalgie. Les miasmes du progressisme, auquel il crut, envahissent les sentes de l'espoir, et les adolescents — las de ces horizons de zoning — larguent les voiles. Cap au Sud. Vers les côtes indiennes ou les monts de Kabylie... Là où le cancer — engendré par l'industrialisation — n'existe pas encore ¹. Pendant que les enfants des villes, obstinément, projettent sur la feuille blanche des rêves en forme de maison au toit pentu, aux fenêtres à battants et aux volets de bois.

Encore que la gravité de tels propos n'incite guère à l'anecdote, j'aimerais débiter ce livre en évoquant quelques-uns de ces souvenirs rompus. Ceux de ma propre enfance, vécue aux portes de Paris, dans une de ces maisons de banlieue que la logique populaire baptisait « pavillon d'entre-deux-guerres ». Notre demeure s'appelait « la maisonnette », ou du moins, la surnommions-nous ainsi. La rue, depuis la grande guerre, portait le patronyme d'un maréchal illustre, mais tout le monde continuait à l'appeler la « rue du Canal ». Bien qu'elle fût apparemment éloignée de tout cours d'eau. Longue de près de trois cents mètres, elle ne comptait que vingt maisons. C'est dire si l'on y vivait à l'aise !

La vie, sans à-coups, se rythmait au fil des saisons. Au printemps, les parterres s'emplissaient de fleurs et la terre se chargeait d'espérance. D'un jardin à l'autre on s'interpellait, postulant déjà sur les récoltes prochaines. Et puis l'été arrivait. Rares encore étaient ceux qui partaient, mais les longues veillées étaient heureuses. A la tombée de la nuit, les voisins se réunissaient et commentaient les nouvelles. Le dimanche, on dressait la table sous la tonnelle et l'on goûtait les premiers fruits du verger. L'automne ramenait les enfants à l'école et la rue se changeait en marelle. On retrouvait le chemin du cinéma, du stade et de la salle des fêtes. L'hiver, on rangeait la maison. En attendant le printemps...

On allait à la pêche, aux champs ou à la chasse. On ramassait des escargots et des mousserons. Les enfants attendaient le retour du cirque et de la fête foraine. On faisait du canot, de la luge et de la bicyclette. On jouait au tarot, au trictrac, ou à la manille. On élevait des lapins pour améliorer l'ordinaire, et l'on vendait les peaux pour se faire de l'argent de poche. Certains poussaient l'audace, en terre urbaine, jusqu'à tuer le cochon... Les temps — dit-on — étaient durs, pourtant il n'eût venu à l'idée de personne de créer un Ministère de la Qualité de la Vie !

Ainsi l'on vivait, voici un quart de siècle, aux portes de Paris.

Comme autrefois, les classes sociales étaient mêlées. L'employé, le commerçant, l'artisan, l'ouvrier et le bourgeois se côtoyaient. Avec tout juste la note de cordialité et de mépris qu'il convenait. On s'affrontait sur le terrain des luttes, mais entre voisins on se supportait. Jeunes et vieux s'acceptaient, et les conflits de génération se réglaient sans que l'on pousse les anciens au tombeau. La population était stable et il n'était pas rare de mourir au lieu-dit de sa naissance. L'habitat témoignait de cet équilibre. Différentes, les maisons se ressemblaient. Les demeures bourgeoises étaient en pierre meulière et portaient leur nom gravé sur le marbre. Celles des pauvres étaient en crépi et se contentaient d'un surnom. Les unes se protégeaient d'un treillage ou d'une haie de troènes, les autres d'un simple grillage. Et c'est à quoi bien souvent que se dénotait l'aisance.

Il ne s'agit nullement de faire ici l'apologie du pavillon de banlieue, qui servit tant de démagogues, mais simplement de redonner sa véritable dimension à un espace dès lors anéanti. Aussi, cessons de faire pleurer Margot. La maison de mon enfance n'existe plus : elle est passée sous une autoroute. La rue du Canal a disparu et, avec elle, le plateau désert au bout duquel s'étendait Paris. Sur le plateau, il y avait une peupleraie, un sanatorium et un bistrot. Le bistrot s'appelait le « Bol d'air ». De cette vie là, il ne reste plus rien. Plus qu'un réseau d'échangeurs. Il n'y a plus de troène, ni de tonnelle, ni de partie de manille. Ces mots eux-mêmes se sont vidés de leur signification. Il n'y a plus rien. Plus qu'une odeur de mort. Parfois, au détour d'un bloc, surgit, insolite, un témoignage de l'ancien village épargné par la mauvaise conscience. Une église, un monument, toute une archéologie du sentiment, qui parlent d'un temps où la communauté avait encore un sens. Où les maisons ressemblaient à des maisons, les places à des places, les rues à des rues.

Nostalgie dira-t-on? Non. Simplement de la colère. Une colère froide, qui ignore sur quel visage cracher. Parce que les multinationales n'ont pas de visage. Dans le maquis du technocratisme, sous les décombres, se cherche désespérément un passé à portée de mémoire. Les humanistes d'hier parlent de progressisme et fustigent qui se retourne en arrière. La belle affaire! Tout compte fait, cet univers que l'on dit désuet (me) convenait bien. La « maisonnette », la peupleraie et le « Bol d'air ». Ces bases de la quotidienneté, nul que je sache ne les remettait en question. L'aventure, le progrès, la justice, se situaient à un autre niveau de conquête.

Par ce parcours de l'absurde, enfin je rejoins R. L. Delevoy dont l'intervention — capitale — inaugura le colloque. A ce carrefour désolé de ce qu'il nomme si justement : le non-lieu. Qu'il veuille bien m'excuser si, pour parvenir à ce point de rencontre, je me suis permis de substituer la maison de mon enfance à la place de la petite cabane rustique de Laugier. Nul n'est besoin de le convaincre que « là, s'illimitent toutes les rêveries de l'habiter ».

Notre rendez-vous se situe sur ce terrain désincarné où « l'on parle aujourd'hui pompeusement d'aménagement du territoire — donc : du droit de terrifier — sans même imaginer que le territoire commence dès que l'homme se place, se dé-place, marche, se défend et survit : où *l'homme sans communication*, noyé dans l'océan des signes, déserte la ville. Et s'en va. Ailleurs. Chercher le contact. Avec lui-même. Avec l'autre. Avec la nature... »².

Ceux de la rue du Canal, eux aussi, s'en sont allés. Ailleurs. A deux pas. En résidence surveillée. De la ville, dérobée sous leurs pieds, a surgi le *non-lieu*. Sous terre est leur terre, et par-dessus : « le désespoir du visible ». Là où on les emmagasine, comme force productive, dans des meubles à tiroir. Comme otages. Sans que cette fois il eût été nécessaire d'incendier Paris. Depuis, la journée de douze heures n'a cessé d'être réalité, et les services de cancérologie refusent du monde. La misère, prospère, s'habille désormais dans les « prêt-à-porter ». « La troisième continue de payer la première », et si l'espace perdu n'est point mesurable, les biens acquis eux le sont! Une boîte à propagande, une carcasse de ferraille et quelques chevaux-vapeurs, une semaine à la montagne et la mise sur ordinateur du citoyen : voilà à quoi se résument trente années de progrès! Voilà au nom de quelle Opulence Misérable se justifie le sacrifice du quotidien et la politique sociale du capital³!

Ceux de la rue du Canal, eux aussi, croyaient au progrès. La philosophie corbusianiste, revue par *France-Soir* et « Europe I », finit par les convaincre du bien-fondé de l'entreprise. *La Charte*, bientôt, fut de toutes les campagnes électorales : « Notre progrès lave plus blanc! » le massacre institutionnalisé, rien dès lors ne s'opposait plus à la bonne marche de l'opération de ratissage. A la puissante logique du mur-rideau, de l'autoroute, de l'eurovision et du gadget anti-terroriste.

Pour R. L. Delevoy, le capital — allié au mépris du passé — a rompu la ville. Et l'urbanisme (qu'il qualifie de discipline à prétention scientifique), allié au capital, a fait le reste! La détruisant biologiquement. Tout cela au

nom de l'idéal progressiste. « Un idéal qu'il faut vider de l'énorme poids du non-sens qu'il véhicule. » Même s'il est généralement admis que « le développement des forces productives, les débuts de la révolution scientifique et technique paraissent offrir des moyens d'une ampleur sans précédent historique pour résoudre les problèmes techniques posés par la production du cadre de vie ». C'est là une légende dorée. « Il est temps de verrouiller un schéma aussi périlleux. Même s'il n'offre, à fleur de peau, aucun symptôme inquiétant. Il est temps. Car il est fondé sur une notion — celle du *développement*, envisagé *stricto sensu* comme phénomène de croissance et non de transformation sociale — dont on hésite encore eu égard à la masse d'intérêts socio-économiques et politico-sociaux qu'elle recouvre, à imaginer qu'elle conduit inéluctablement à l'auto-destruction. »

Après avoir fait un procès en règle de la Charte d'Athènes, Delevoy engage à s'opposer à l'appropriation capitaliste de l'espace, sous quelque forme que ce soit. En finir avec la planification maniaque du désordre. Arrêter le processus de désintégration : parce que c'est une question de vie ou de mort ! Une affaire morale, ajoutera Léon Krier. « Il faut récupérer le langage de la culture urbaine traditionnelle et reconstruire la *cité perdue*, selon les types fondamentaux de l'habitat : la rue, l'arcade, la place, la cour, le quartier ; la colonnade, l'avenue, le boulevard ; le centre, le noyau, la couronne, le rayon, le nœud (...). Pour que la ville puisse, à nouveau, être *marchée*. Redevienne un texte. Clair. Lisible. Découpe sur le visible... » En osant penser, oui, que c'est cela « l'avenir à reculons ».

Dans cet itinéraire, qu'il appelle « l'architecture à rebours », le directeur de la Cambre insiste sur la nécessité de redécouvrir les techniques artisanales (« celles que l'on voit intimement liées au sol, au terrain, au fleuve, à la forêt, au ruisseau, au vent, au feu, à la chaleur, au soleil et à l'outil directement manipulé ou commandé par l'homme) et des sèmes que celles-ci impliquent, projettent, dessinent, façonnent, parachèvent : la charpente, la corniche, le toit accessible à nouveau à mon regard-de-sol, à la contre-plongée de ma visée... » Dans ce passé perdu, s'annonce le futur. « La résistance en site maudit, pour récupérer l'outil urbain. Comme moyen de recouvrer la liberté, ou, plutôt, les libertés anéanties, par des rapports sociaux aliénants. Alors seulement (l'homme) pourra entrer en communication avec son voisin : à portée de voix, à portée de la main. Alors seulement. »

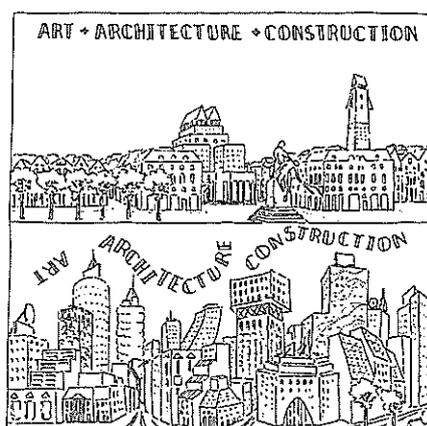
« Car comment la ville pourrait-elle vivre sans amour ? » Là est la question. La question essentielle. La seule question. Question cependant irrecevable et qu'il importe d'occulter pour son impertinence. Tant il paraît déplacé, dans le concert progressiste, de s'exprimer en terme de sentiment. Pour cette raison, il me semble extrêmement important qu'une telle intervention — courageuse et sans équivoque — soit le fait d'un directeur d'école d'architecture. A l'heure, précisément, où — comme le fait remarquer Maurice Culot — les élèves-architectes n'aspirent guère à la réparation du tissu urbain.

Les problèmes fondamentaux liés à la reconstruction de la ville européenne sont donc posés. Et, en même temps, l'ambiguïté que laisse supposer cet « avenir à reculons ». L'avenir à reculons ? N'est-ce pas là, simplement, un mot d'esprit ? Pour sourire un peu, comme je l'écrivais en mai dernier à Léon Krier ⁴, je dirai que notre résistance s'apparente à celle des Dalton (même s'ils n'avaient pas la réputation d'être très futés !) qui, pour donner le change afin de pouvoir s'évader de prison, avançaient le talon en avant. Ainsi, faisant semblant de reculer, nous avançons et œuvrons à ce seul futur qui encore importe : celui de la survie.

L'avenir, l'avenir tout court, c'est peut-être un projet de Krier. C'est peut-être la lutte, prétendue dérisoire, d'hommes anonymes en défense de leur unique bien : la maison au toit pentu, aux fenêtres à battants et aux volets de bois. C'est peut-être le dessin retrouvé, le refus de construire, « l'architecture à rebours ». Peut-être la lutte contre l'avenir Made in U.S., contre le kitsch élevé au rang de philosophie. L'avenir, c'est aussi — à n'en pas douter — la lutte contre les ennemis de toujours, dont les défroques modernistes ne sauraient abuser.

Ceux qui dénoncent la nostalgie et bâtissent l'avenir sur une illusion mort-née. Ceux qui décapitent et qui accusent l'Islam de couper les mains. Ceux qui décapitent les villes et qui accusent ceux qui veulent vivre de n'être que simplement vivants.

1. Le cancer est inconnu dans certaines parties de la Kabylie, là où le terrain n'a jamais subi de privation de magnésium.
2. « Vers une architecture », « Architecture Rationnelle », *A.A.M.*, Bruxelles, 1978.
3. Dans le domaine du progrès social au profit des classes laborieuses à noter, à titre d'exemple, qu'en France le taux de remboursement de la sécurité sociale est passé de 80 à 70 % au cours de ces récentes années.
4. « Léon Krier à Barcelone », *A.A.M.*, n° 14.



IV

BRUXELLES, DÉSASTRE EXEMPLAIRE



Bruxelles, après le bombardement de 1695.

La construction n'est pas plus l'architecture que la cuisinière n'est le potage...

Fernando Montes.

La première journée du colloque, consacrée à Bruxelles, constitue un double témoignage : celui du désastre et de la résistance. Après R. L. Delevoy, prendront successivement la parole : MM. Serge Moureaux, sénateur et échevin de l'urbanisme de l'Agglomération de Bruxelles, Pierre Laconte, directeur à l'Université de Louvain, Jacques Van Der Biest, responsable du Comité d'Action des Marolles et René Schoonbrodt, sociologue et président de l'A.R.A.U. Les deux premiers pour exposer les causes de la destruction sauvage — pourquoi on détruit ? Qui détruit ? — à laquelle est soumise Bruxelles depuis vingt ans ; les deux suivants, pour rendre compte de l'action que mène la population depuis une dizaine d'années contre l'agression du capital. Pour que cette ville, hier allègre, demeure habitée et habitable ¹.

Parlons d'abord du désastre.

En démocratie libérale, et de surcroît avancée, il n'est de répression sans caution. Alors, qui cautionne la destruction de la ville? Et au nom de quoi? Un élément de réponse, déjà, a été fourni : l'idéal progressiste. Or ce mythe de la modernité peut être appuyé aujourd'hui par les bastions les plus inexpugnables de la conservation. Ainsi, les guides de voyage. Marchands de pierres en tout genre, grands prêtres du saccage touristique, commissaires-priseurs de l'architecture, les guides sont à la culture ce que les jeux olympiques sont au sport. Fossoyeurs des minorités opprimées, boursiers et falsificateurs de l'histoire (arrêtée à l'horloge du XVIII^e siècle), ils ne dédaignent pas cependant cautionner l'idéologie du bulldozer. Conservation aseptique et destruction (non moins aseptique), comme nous savons, font généralement excellent ménage! Aussi, n'y a-t-il pas de contradiction à louer de concert la « pittoresque maison à encorbellement » et le « nouveau boulevard aéré, aux proportions harmonieuses, orné de gracieux bacs à fleurs rectangulaires » pour la réalisation duquel fut sacrifiée ladite maison.

Découvrir une ville, avec en main cet ouvrage de science-affliction qu'est le guide *Michelin*, suppose une imagination peu commune. Qui s'est avisé un jour à *reconstituer* une cité à partir d'une muraille d'enceinte, figurée par un pan de mur éboulé ou une pierre-témoin, en sait quelque chose! De plus, le drame du guide est de ne pouvoir se renouveler au même rythme que les bétonneuses. Ce qui sous-entend bien des désillusions. Quel crédit, en effet, peut-on accorder en 1979 à un ouvrage touristique datant de 1975?

L'un des charmes traditionnels du voyage était de pouvoir aller et revenir, d'approfondir sans cesse, de découvrir ce détail qui peut-être remettrait en question notre vision fugitive. Comme on interrompt une partie d'échecs, nous laissons la ville en suspens pour mieux l'appréhender de nouveau. Le temps de l'absence importait peu. Nous étions sûrs, le moment venu, de retrouver à sa place la table de Duchamp à Cadaques ou celle d'Apollinaire au Café de Madrid. Nous avions, face aux cités de pierre, un sentiment d'éternité.

Aujourd'hui, au contraire, l'un des slogans touristiques les plus efficaces pourrait bien être la recommandation d'urgence : « Visitez les dernières maisons de Victor Horta pendant qu'il en est encore temps », ou bien : « Dépêchez-vous de découvrir le *barrio chino* de Barcelone avant qu'on ne le mette à bas. » Le retour, de plus en plus, se charge d'incertitude. Qu'est devenue cette place où... Face au vide, la mémoire se trouble. Le souvenir, encore vivace, se bute à la réalité : la place n'existe plus. Comme la rue Vercingétorix, à Montparnasse. Un jour, une lettre libellée à cette adresse me revint avec la mention « inconnu ». La rue avait disparu. Certes, la cathédrale d'Amiens, la tour de Pise et l'abbaye de Tournus sont toujours en place. De même que Saint-Rémy de Reims, bordée — avec le bonheur qu'on imagine — de chalets savoyards à quatre étages! Privé de son environnement naturel, objetisé, folklorisé, le monument-tirelire — classé au hit-parade de l'architecture — est jalousement préservé. Il n'est de meilleur alibi à la mise à sac de la cité. Paris, « c'est la Tour Eiffel » dit la chanson, et qu'importe qu'on détruise le front de Seine! Paris sera toujours Paris. Se souvient-on de la fontaine du square Saint-Innocent, soigneusement empaquetée, en équilibre au-dessus du trou des Halles? Imagine-t-on Bruxelles transformé en un vaste Manhattan-Center (ce qui n'est pas loin) avec au beau milieu, juché sur un fût à bière, le petit Julien heureux, pissant à la gloire du Capital!

Mais voyons ce que dit le *Michelin* de cette bonne ville de Bruxelles : Capitale de Belgique, résidence royale, siège des communautés européennes et de l'O.T.A.N. (*time is money*), Bruxelles est une cité avenante dont les boulevards très animés présentent un curieux contraste avec les rues aux maisons à pignon. (Curieux contraste, en effet! Et aimable façon de dire que l'on s'y promène entre ruines et buildings.) Après avoir rappelé l'évolution de la cité millénaire, le guide en arrive enfin au chapitre essentiel : « Bruxelles : une grande capitale moderne. L'un des centres les plus actifs et les plus importants d'Europe... Des quartiers très modernes d'un développement exceptionnel se sont élevés sur tout l'ensemble de l'agglomération bruxelloise. L'ordonnance harmonieuse de certains d'entre eux, la profusion de verdure qui les entoure, les importants édifices publics qui ont été construits, tels que l'Université, les Grands Palais du Centenaire, l'Atomium, le centre administratif européen, au complexe Berlaymont, ajoutent encore au caractère de grande capitale de la ville. » Comme on le voit, seuls quelques esprits fâcheux pourront continuer à reprocher aux guides de n'être

point sensibles aux réalisations prestigieuses du mouvement moderne. Nul doute que la prochaine édition inclura à cette nomenclature des œuvres aussi significatives que les tours SAIFI et ITT. Qu'on imagine alors ce qu'il aurait pu advenir de cette ville si une bande d'irresponsables n'avait décidé de faire obstacle au rayonnement d'un urbanisme à visage humain. D'une cité au service de l'homme où il fait bon circuler. Nul doute alors que Bruxelles aurait pu devenir l'équivalent new-yorkais du vieux continent : une grande capitale, à la hauteur de son rôle européen et atlantique!

Empire de béton et d'acier sur fond de ruines, voici donc le décor planté. Celui de la ville nouvelle, habitée de formes nouvelles, mise en scène par une génération d'hommes nouveaux. Un monde tout de netteté, propre et inodore, où la transparence n'est que miroir. Un monde nickelé, chromé, poli, où le défaut lui-même a fait l'objet d'une programmation attentive. Un monde rompu, que les valets des multinationales contemplant, satisfaits, derrière un écran de verre fumé. Un monde sans écho, où le passant — en éternel transit — en oublie jusqu'au bruit de son pas.

Une capitale à la mesure du capital.

Certes, ce phénomène n'est pas propre à Bruxelles et concerne l'ensemble des grandes villes européennes, mais la capitale belge a le triste privilège d'être à la fois le siège de la C.E.E. et de l'O.T.A.N. Avec tout ce que cette élection peut supposer de mégalomanie et de folie destructrice. Et c'est en cela que Bruxelles constitue un exemple, ou — mieux encore — un champ d'investigation pour l'entreprise de transformation de la ville européenne.

« Bruxelles est un désastre exemplaire. » C'est par cette déclaration sans équivoque que Pierre Laconte débutera son exposé sur le « Parc Immobilier Bruxellois ». Après avoir établi une pertinente comparaison entre l'évolution de la Belgique et les Etats-Unis, Laconte évoque en chiffres l'évolution de Bruxelles. Des chiffres éloquentes qui ne laissent aucun doute sur l'enjeu mis ici par le pouvoir des milieux d'affaires. Capitale de l'Europe, Bruxelles est aussi la capitale d'un petit état mis en coupe réglée par les multinationales. La capitale d'un territoire en voie d'urbanisation intégrale où, déjà, ne subsistent plus que quelques « poches rurales ». Un centre d'affaires où les activités de production sont de plus en plus réduites² et dont le développement demeure inférieur à celui de l'ensemble de la Belgique. Une ville ruinée moralement et intellectuellement, dont l'unique gloire est d'avoir connu depuis 1960 la meilleure croissance mondiale de bureaux. Une ville dont l'appauvrissement a été de pair avec la délirante extension de la C.E.E.

Ville profondément vivante jusqu'à la fin du XIX^e, en dépit des grandes transformations intervenues tout au long du siècle passé, Bruxelles commença à perdre de son intégrité avec les rêves de grandeur de Léopold II. Les travaux d'expropriation et de démolition en vue de l'aménagement du Mont des Arts étaient déjà exécutés, lorsque la population — déjà! — s'opposa violemment aux projets de l'architecte Maquet. L'autre grande opération qui devait modifier la physionomie de la capitale belge fut, comme on le sait, la fameuse liaison Nord-Midi. Commencés en 1903, les travaux — en raison de deux guerres mondiales et de diatribes sans fin — allaient durer près d'un demi-siècle. Tout ceci n'était rien cependant à côté des ravages dont sera victime Bruxelles à partir des années cinquante avec, notamment, l'édification de la Banque Nationale, la Gare Centrale, la Sabena, le Mont des Arts et, le point d'orgue, la Cité administrative de l'Etat.

Cette époque va être marquée par la percée triomphale de l'Architecture moderne en Belgique, *justifiée* par le projet d'implantation des communautés européennes et l'Exposition Internationale de 1958. La politique de zonage fonctionnaliste, inspirée des quatre commandements de la Charte d'Athènes — habiter, travailler, se recréer et circuler — allait devenir le credo unique de l'Etat et des pouvoirs publics en matière d'aménagement. Bruxelles, déjà, était livrée aux appétits des groupes socio-économiques dominants. Epargnée par la guerre, la ville, peu à peu, succomba sous la triple emprise du capital, de la foi moderniste et de la bêtise. Le



Le carrefour de l'Europe : à 200 mètres de la Grand-Place, au cœur de Bruxelles, des parkings occupent depuis 1919 les terrains résiduels de la construction de la Jonction.

LA JONCTION NORD-MIDI À BRUXELLES.

La volonté de réaliser une liaison ferroviaire à travers Bruxelles entre les réseaux Nord et Sud du pays est contemporaine de l'apparition du chemin de fer. Commencés en 1903, mais interrompus en raison des deux guerres mondiales et des incessantes discussions qu'ils provoquèrent, les travaux durèrent plus d'un demi-siècle.

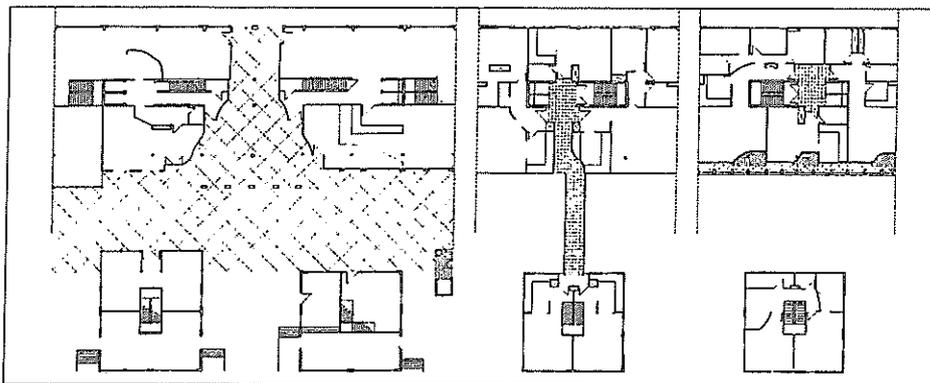
Cette ultime liaison Nord-Midi détruisit tous les quartiers populaires sur son chemin. Ainsi pendant des dizaines d'années, l'espace compris entre le jardin botanique et l'église de la Chapelle offrit le spectacle désolant d'une région touchée par une catastrophe naturelle, aspect qui fut à peine modifié lorsque dans les années cinquante on combla les fossés. Tout au long des boulevards qui recouvrent la liaison ferroviaire et autour de la cathédrale Saint-Michel « dénudée » s'érigèrent un à un les organes représentatifs de l'Etat centralisateur : la Banque Nationale, la Gare Centrale, la Sabena, le Mont des Arts, la Régie des Téléphones et dernièrement la Cité Administrative de l'Etat.



Vue actuelle de la saignée occasionnée par la
Jonction dans le tissu urbain.



Concours pour la reconstruction de la rue d'Or,
détruite lors du tracé de la jonction Nord-Midi,
1937. Projet de A. et Y. Blomme.



La discussion sur la terrasse : pas de doute, le centre ravagé de Bruxelles a été reconstruit selon les principes mêmes des rues, des édifices de pierre, des toitures, des fenêtres verticales et démocratiques.

Dessin pour la reconstruction du carrefour de l'Europe. S. Birkiye, G. Busieau, *Les Archives d'Architecture Moderne*, 1978.

tout couronné par la complicité ou le silence des architectes et de leurs organisations professionnelles. La suite, on la connaît : la perspective de transformer Bruxelles en « cité radieuse » n'équivalant — comme le dit Francis Strauven — qu'à réaliser l'eschatologie architecturale de l'époque. Ainsi peut-on dire que « la structure actuelle de l'agglomération de Bruxelles n'est pas née d'un projet de vivre ensemble, mais en fonction de rouler tous ensemble ». Le rêve de la petite Belgique — l'idéologie du bien-être à l'américaine — était en voie de réalisation.

La logique et tragique conséquence de cette politique aura été, bien entendu, le dépeuplement spectaculaire de la cité. Bruxelles se vide. La contagion désordonnée du tertiaire — outre les expropriations qui en résultent — devait provoquer un sentiment de répulsion et déclencher chez le citoyen un réflexe de panique. Après l'exode rural, tout naturellement, survient l'exode urbain. Ce phénomène n'est pas nouveau. « Depuis 1890, la population du centre avait constamment et linéairement diminué. Alors qu'en 1900 le nombre des habitants du Pentagone³ — *nom à n'en pas douter prédestiné* — atteignait encore 154 732 unités, celui-ci était retombé à 64 535 en 1962 et se situe aujourd'hui (1975) aux alentours de 40 000. Déjà à cette époque, plus de la moitié des habitants avaient fui devant la marche de la *city* (...) pour s'établir dans la périphérie⁴. » Les Autorités, qui misaient alors sur la venue de 35 000 habitants nouveaux, n'avaient, semble-t-il, pas compté sur le caractère répulsif d'une telle opération. Bien au contraire. Pour elles, la déconcentration urbaine n'était pas imputable à l'entreprise d'*assainissement* mais bien plutôt à un manque d'hygiène de l'ancien patrimoine immobilier. D'où l'obsession d'en finir au plus vite avec tout ce qui pouvait — de près ou de loin — rappeler l'empreinte de la vie *d'autrefois*. A l'exception de l'*îlot sacré* (sacralisé conviendrait mieux) — l'éternel alibi du Mouvement moderne — tout le grand centre de Bruxelles, aux prises avec la fièvre de l'or des années soixante, bascula dans le néant. Ainsi, certaines zones de la ville atteignent aujourd'hui la cote critique de 66 habitants à l'hectare, alors que de nombreux immeubles populaires — habités majoritairement par des émigrés⁵ — connaissent le surpeuplement.

Ville agressée, Bruxelles offre à qui la découvre le double visage de la prétention américaniste et du sous-développement. D'un côté, le « rayonnement d'une capitale moderne », les empires de verre et d'acier, l'univers d'ouate des multinationales; de l'autre, le sous-équipement, la honte, la misère. Contraste tragique d'une cité riche de ses seules apparences où — à l'image des Etats-Unis — la pauvreté se vit avec l'intensité la plus dramatique. Où la course aux artifices impose comme condition majeure le renoncement à la dignité.

Divisé administrativement en 19 communes autonomes, Bruxelles (1 100 000 habitants) apparaît dans la pratique urbaine comme une ville fortement centralisée. Dortoirs de luxe pour cadres supérieurs et fonctionnaires européens, ou réduits de la marginalité, la plupart des quartiers ne semblent disposer d'aucune autonomie réelle à l'exception de l'appareil policier⁶. Riches de vie hier encore, les foyers populaires (hormis celui de la Marolle dont nous reparlerons), peu à peu, s'éteignent et prennent l'allure de villages désertés. Boutiques en instance de liquidation, immeubles laissés à l'abandon, rideaux de fer tirés, des rues entières offrent le spectacle de la désolation. Dépouillées de leurs centres névralgiques, les communes dépérissent, tandis que le cœur de la ville se convertit en musée et en shopping-center. Ce qui est une forme subtile de « désertification ». Sur l'emplacement d'une ville aujourd'hui défaits, s'édifie peu à peu l'empire désertique de la bureaucratie : une capitale-fantôme qui — selon l'expression de Pierre Laconte — se prend à ressembler à la ville apocalyptique de saint Jean. Une cité-machine dont la fonction essentielle est d'organiser le malheur.

Eventrée, dépeuplée, désincarnée, Bruxelles est de surcroît une ville profondément sous-équipée. Où rien ne se développe mieux que le sous-développement et où les services publics sont d'une indigence sans guère d'équivalence en Europe. Absurde situation d'une cité, hier prospère, où la déficience des équipements collectifs renforce le service privé qui, en retour, sert à justifier le sous-équipement. Ce qui est une conséquence logique de la politique capitaliste.

La médiocrité affligeante du cadre de vie a eu pour effet de développer — mieux qu'en tout autre lieu — un marché du voyage. Comme en témoigne le succès croissant des mercantis du charter et de l'exotisme. Partir est devenu l'obsession du bruxellois. Fuir n'importe où, mais fuir. Pour un ailleurs à la portée de toutes les bourses. D'abord estival, l'exode est devenu trimestriel, puis mensuel, avant de se convertir en une hantise hebdomadaire. Le marché à Londres ou le week-end culturel à Florence ont remplacé la promenade dominicale. Et qu'importent dès lors les froidures du Nord — tant nocives au troisième âge — si l'hiver mallorquin, en plus d'un dépaysement, est devenu une source d'économie...

A l'heure où j'écris ces lignes, en dépit de la lutte passionnée des Comités de quartier, le massacre de la capitale belge se poursuit. Retrouvant la ville à l'occasion de ce colloque après dix mois d'absence, j'eus la mauvaise surprise de découvrir l'ampleur des nouveaux actes de sabotage. Place Stéphanie, l'un des deux immeubles d'angle — dont l'opinion publique avait demandé la préservation — a été mis à bas, défigurant l'un des lieux symboliques de Bruxelles. En (re)lisant la « Tour Ferrée »⁷, j'apprends que deux propositions avaient été élaborées par des étudiants de la Cambre en 1976 afin de sauvegarder les façades de ces bâtiments et de préserver le caractère d'entrée monumentale de l'avenue Louise... Comme le dira Serge Moureaux lors de son introduction : « Visitez Bruxelles, et vous comprendrez le sens de la reconstruction européenne! »

1. Les interventions de René Schoonbrodt et de Jacques Van Der Biest sont reprises dans les chapitres VII et VIII. A noter que ce livre ne suit pas l'ordre de déroulement du colloque.

2. Sur le marché de l'emploi bruxellois.

La lecture attentive des petites annonces, que publie abondamment le journal *Le Soir*, permet de se faire une idée de la situation catastrophique du marché de l'emploi à Bruxelles.

Le 3 février 1979 — par exemple — on relève un total de 317 « offres d'emploi » réparties comme suit :

- 146 répertoriées dans la rubrique « Emplois - Offres », regroupant les demandes de cadres, employés de bureaux, etc.;
- 144 répertoriées dans la rubrique « Ouvriers »;
- 27 répertoriées dans la rubrique « Gens de Maison ».

Sur les 146 offres de la première catégorie, on relève un total de 48 annonces concernant des représentants, vendeurs et délégués commerciaux, et 8 émanant de sociétés intérimaires.

Sur les 144 annonces parues dans la seconde catégorie, 70 s'adressaient à des femmes. Or, sur ces 70 « offres », 47 concernaient des serveuses de bar dont une bonne moitié des « hôtesses de nuit ». Pour le reste : 13 coiffeuses, 4 femmes de ménage, 3 employées de restauration, 1 représentante et... 2 ouvrières pour le secteur industriel.

A noter qu'en ce qui concerne les « gens de maisons », le nombre de demandes d'emploi était égal à celui des offres (27).

3. Le centre-ville, compris entre les anciens remparts qui formaient un pentagone.

4. Francis Strauven, « Transformations urbanistiques du centre-ville bruxellois depuis la fin du XVIII^e », revue *Wonen-TA/BK*, n° 15/16, août 1975.

5. Environ 33 % des habitants de Bruxelles sont d'origine étrangère.

6. « Parler de Bruxelles comme d'une réalité unique ne correspond pas aux structures administratives et politiques réelles. Pour le moins, l'agglomération de Bruxelles comprend 19 communes — dont Bruxelles-Ville — égales en droit et relativement autonomes l'une par rapport à l'autre. Des organes de contacts existent bien (la conférence des Bourgmestres) de même que de nouvelles structures politiques (Conseil d'Agglomération, Conseil régional, Société du Développement régional), mais elles n'ont pas encore modifié concrètement l'organisation politique de Bruxelles. » René Schoonbrodt, « L'A.R.A.U. : Bilan et perspectives après cinq ans de luttes urbaines », revue *Wonen-TA/BK*, *op. cit.*

7. « La Tour Ferrée » (Projets dans la ville), *A.A.M.*, Bruxelles, 1978.

V

LA CHANSON DU MAÇON



*Y avait une ville
Et y a plus rien...*

Claude Nougaro.

Le jeudi 16 novembre, les participants du colloque furent conviés à une fête organisée dans le quartier de la Marolle par les Archives d'Architecture moderne et l'Ecole de la Cambre.

Mais de quelle fête au juste s'agissait-il? En réalité, le secret avait été bien gardé et, à l'exception de quelques amis des A.A.M., nul n'était au courant de l'événement. Tout ce qui avait pu transpirer jusque là de ce projet grandiose provenait de l'état d'effervescence, chaque jour plus visible, d'un petit groupe d'étudiants partagés entre la planche à dessin et l'apprentissage forcené de la comédie musicale. L'acharnement dont Maurice Culot faisait preuve inquiétait, de même que ses absences répétées aux Archives. Certaines rumeurs alarmistes commençaient à courir : allait-on assister à une conversion spectaculaire ou, pour le moins, à un changement de stratégie? Il faut dire que les milieux de l'architecture ne nous ont guère habitués à l'imprévisible!

Aussi ce ne fut pas sans inquiétude que nous pénétrâmes ce jeudi soir dans la petite salle de spectacle de la rue Haute. D'autant plus que si les chanteurs ne se sont guère introduits jusqu'ici dans les chasses gardées de

l'architecture, les architectes, eux, n'ont jamais craint de s'aventurer sur tous les terrains : de la promotion aux arts plastiques, en passant par la littérature ! Il est en effet peu courant de préconiser — comme le fait Fernando Montes — que l'architecture soit divulguée et pratiquée sur une grande échelle, au même titre que la musique et la cuisine !

L'architecture moderne n'inspira que très rarement les faiseurs de couplets, si l'on excepte quelques anciens vers sublimes déjà cités tels que :

*Paris mais c'est la Tour Eiffel
Avec sa tour qui monte au ciel*

On voit mal en effet comment Léo Ferré pourrait évoquer *Le temps du Tango* dans le cadre des villes nouvelles ou Yves Simon célébrer la modernité à la vue des élucubrations beaubouriennes ! Tout juste l'excellent Renaud s'est-il avisé, dans une savoureuse chanson anti-écologique, à vanter — par pure provocation sans doute — les charmes de la Tour Montparnasse !

Par contre, la chanson populaire fourmille de petits chefs-d'œuvre emplis de l'esprit des rues, des places, des jardins, des quartiers familiers. Alors que les villes commencent à s'emplier du bruit des marteaux-piqueurs, la chanson de l'après-guerre traîne ses refrains dans un labyrinthe de rues étroites déjà promises au bulldozer. C'est l'époque où Montand flâne inlassablement sur les *Grands Boulevards* où

*Y a tant de choses
Tant de choses à voir*

tandis que Mouloudji balade son enfance sur les rives du canal Saint-Martin. Cora Vaucaire évoque joliment *Les jardins de Paris* et Sartre lui-même chante *La rue des Blancs Manteaux*. Loin de la *Place Pigalle*, Georges Ulmer raconte l'histoire des *Rues de Copenhague*, alors que Jean-Claude Pascal retrouve sa muse dans l'île Saint-Louis. Charles Aznavour, plus ambitieux, dédiera à la même époque une chanson à *La Ville*. La chanson, obsédante, parcourt les espaces de la mémoire et Trenet, déjà, regrette ce *Coin de Rue*

aujourd'hui disparu

La chanson nous rappelle que sous un stupide Palais des Congrès reposent les décombres du joyeux *Lunapark* et que les rêves de bord de Seine de Francis Lemarque sont passés sous une voie-express. Dernièrement, la chanson, nostalgique — abordant le thème urbain — s'est faite gentiment revendicatrice : Nino Ferrer regrette *La Maison près de la Fontaine* et Dutronc dénonce le sale promoteur qui a mis à bas *Le petit jardin de la Chaussée d'Antin*

qui sentait bon le métropolitain

C'est dans un semblable esprit, avec cette même veine populaire, qu'il convient de situer la tentative plaisante des Archives d'Architecture Moderne d'étendre en chanson le terrain de la contestation urbaine. Dans la présentation du spectacle, Maurice Culot feindra de s'étonner que des gens aussi sérieux que nous puissent se lancer dans la chanson... En fait, on pourrait surtout s'étonner que des gens en apparence sérieux — entêtés à promettre le bonheur à leurs contemporains — se soient lancés aussi légèrement dans la construction !

Les ritournelles anti-industrielles du groupe de la Cambre rejoignent la tradition de la chanson. La chanson de toujours : « celle qui suivit le soldat d'étape en étape, le compagnon sur les routes de France et de Navarre, le pèlerin sur les chemins consacrés, le colporteur, le mercelot jusqu'au village le plus éloigné, le mendiant payant avec elle l'hospitalité d'une nuit. Née de père et de mère inconnus, dans un pays inconnu, la chanson a été transportée au cours des innombrables migrations saisonnières des travailleurs : rémouleurs auvergnats, peigneurs de chanvre de la Manche, ramoneurs, savoyards... »¹. Pendant fort longtemps, la chanson rythmera les événements de la vie quotidienne. A chaque activité correspond un type de chanson : chanson pour le travail, pour le repos, pour le voyage, pour la marche...

L'absence de moyens de communication et d'information explique le succès que durant plusieurs siècles connaîtront les chansons d'actualité et de contestation. Au cours du XIX^e siècle, grâce aux grandes concentrations urbaines qui lui assurent une diffusion nouvelle, la chanson atteint une popularité immense. Interviennent alors les premières méthodes de commercialisation telles que l'édition-papier. Chaque événement politique, chaque crime crapuleux donnent prétexte à la rengaine et lorsque l'actualité se fait pauvre, les chanteurs de rue relatent des exploits imaginaires.

Avec l'avènement de la T.S.F. et du cinéma parlant, la chanson va connaître un rapide bouleversement. Un interprète lance une chansonnette au micro d'une station populaire, à l'instant même elle est reçue, écoutée à Paris comme dans le village le plus reculé. Puis viendront la promotion des radios commerciales, la télévision, la presse spécialisée, la reproduction discographique de masse... De simple ritournelle, la chanson se fait « tube », « saucisson », avant de donner matière à une industrie de grande envergure et d'être convertie du même coup en machine à abrutir, voire en outil de propagande. Ainsi, progressivement, la chanson de travail disparaît en même temps que la plupart des petits métiers. Si certaines chansons évoquent encore une profession — *Les routiers* de Francis Lemarque, ou *Le poinçonneur des Lilas* de Gainsbourg — on ne peut pas dire qu'elles constituent pour autant un renouveau du phénomène corporatif². Il en va de même pour la chanson de repos (remplacée par l'éloge du « farniente ») ou de festivité et il en résulte que l'homme d'aujourd'hui ne chante plus guère.

L'artisan qui chantait en travaillant, tel *Le Maçon* de Maurice Chevalier, se fait rare. Tout juste reste-t-il quelques émigrés pour perpétuer la tradition, comme ces ouvriers algériens d'une entreprise textile lyonnaise qui, il y a quelques années, avaient composé des chansons relatant leurs conditions de travail et leurs démêlés avec la direction.

Le sort de la chanson d'actualité n'est guère plus brillant. La rengaine s'inscrit dans un climat créé par la publicité et n'est au mieux, comme le dit Guy Béart, qu'une pilule d'art qu'on avale tous les matins. Certaines sources d'inspiration que l'on croyait inépuisables semblent elles aussi s'être taries. Est-ce parce qu'elle a perdu de son véritable attrait que l'on a cessé (ou presque) de célébrer la ville? Le temps est loin où l'on flânait à Montparnasse *de quartier en quartier!* Où sur *Les bords de la Riviera* murmurait une *brise embaumée!* Un bon sens populaire fait que l'on ne s'extasie guère à la vue des Tours de la Défense et c'est pourquoi les cités n'inspirent plus aujourd'hui que le regret, que la tragédie :

*Y avait une ville
Et y a plus rien*

Ainsi lorsque Ferré chante la « ville-lumière », c'est pour dire :

Paris, je ne t'aime plus

et lorsqu'il évoque la sinistre Rotterdam, la chanson se termine par cette cynique constatation :

*Ah! si seulement ça pouvait ressembler
à l'Italie...*

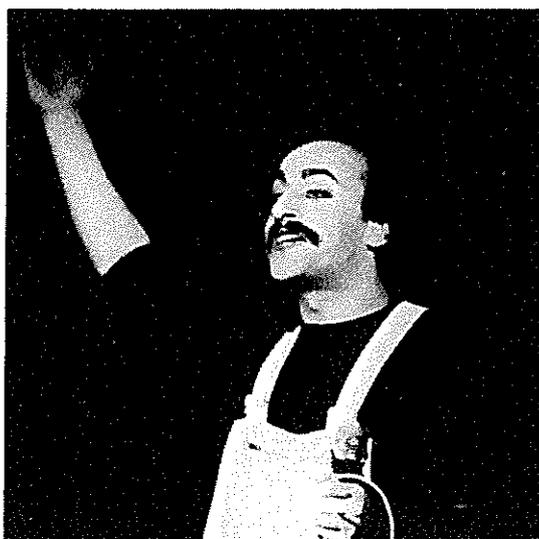
Pourtant la chanson n'est pas morte. Que l'on dénonce l'industrialisation de l'Architecture, que l'on revendique une culture manuelle de la construction et, tout naturellement, resurgit la complainte de *Léon, le tailleur de pierre* qui, demain peut-être, se transformera en un chant d'espoir :

*C'est Léon le tailleur de pierre
Qui doit quitter sa carrière
Pour travailler à la chaîne*

Le tango des styles

Dis moi pour-quoi pour-quoi tu pleures sous l'pé-ri-
ky-le / Dis moi pour-quoi pourquoi tu n' dantes
plus le tango / Dis moi pour-quoi pour-quoi tu pleures
la mort des styles et lors qu'ils sont bien vivants
a-lors qu'ils dan-sent gai-ment / Les styles de
l'ar-chi-tec-ture moderne.

The image shows a handwritten musical score for a piece titled "Le tango des styles". The score is written on seven staves of music, each with a treble clef and a key signature of one flat (B-flat). The lyrics are written in French and are placed below the corresponding musical notes. The handwriting is in a cursive style. The lyrics are: "Dis moi pour-quoi pour-quoi tu pleures sous l'pé-ri-ky-le / Dis moi pour-quoi pourquoi tu n' dantes plus le tango / Dis moi pour-quoi pour-quoi tu pleures la mort des styles et lors qu'ils sont bien vivants a-lors qu'ils dan-sent gai-ment / Les styles de l'ar-chi-tec-ture moderne." There are some typos in the original image, such as "pé-ri-ky-le" instead of "péri-ky-le" and "dantes" instead of "dantes".



Refrain

Dis-moi pourquoi,
Pourquoi tu pleures sous l'péristyle?
Dis-moi pourquoi,
Pourquoi tu n'chantes plus le tango?
Dis-moi pourquoi,
Pourquoi tu pleures la mort des styles,
Alors qu'ils sont bien vivants,
Alors qu'ils dansent gaiement
Les styles de l'architecture
Mo-derne.

Il y a le style alvéole,
Suffit d'un peu de colle,
De quelques hexagones,
Pour bâtir des écoles,
Des crèches où l'on rigole,
Ça libèère les mômes.

Il y a le style pâtissier,
Pour cela vous mettez
Une tranche sur une autre,
Une de verre fumé,

Une de béton armé,
Puis vous recommencez.

Refrain

Le style démocratique,
Qui nous vient d'Amérique,
Fait des Kroll à Bruxelles.
Bois, inox ou plastic,
L'art c'est d'êtr' chaotique,
Que la confusion est bêêêlle.

Le cache-radiateur,
Pour banquiers, assureurs,
C'est le style d'la finance.
Plus besoin de sculpteurs,
Le module accrocheur
S'empile avec élégance.

Refrain

Y a le style colonel
Brillant et fonctionnel,
Derrière ses lunettes sombres,
Que ce soit à Bruxelles,

A Milan ou Marseille,
Il frappe plus vite que son ombre.

Puis il y a le style plombier,
C'est le genre qui sied
Aux palais d'la culture.
Vous le reconnaîtrez
A ses tripes étalées
Qui sèchent sur l'ossature.

Refrain

Il y a le style sexy,
Des seins et des zizis,
Tout est dans la courbure.
Ici tout est permis,
« Libérez vos envies,
Respirez la nature. »

Enfin le style tango,
C'est de loin le plus beau,
C'est le plus beau du monde.
Tout est dans le mouvement,
Dans le petit décalement,
C'est le déhanchement qui compte.

En abordant la chanson, le groupe de la Cambre parle le même langage que sur la table à dessin, exprimant son refus de voir disparaître une culture urbaine millénaire, et redonne à la romance son sens collectif le plus authentique. Comme nous sommes loin des hymnes à la fatalité ! La plupart des chansons, dans leur simplicité émouvante, disent la révolte des habitants et demeurent fidèles à la vieille tradition des mazarinades :

*Un vent de fronde
S'est levé ce matin
Je crois qu'il gronde
Contre le Mazarin*

Elles sont dans la lignée de ce que fut toujours la chanson de contestation, porteuse de la colère de milliers de voix anonymes et de la ferveur populaire. De cette chanson qui, soudain, retrouva son sens et sa vigueur dans le Paris de Mai 68. A la fois riche de la tradition et chargée d'une moquerie puisée aux sources du ridicule d'une époque :

*Détruisons tout
Les maisons, les rues, les quartiers
Les jardins, les places, la Cité
Du passé faisons table rase
Et tant pis pour la tradition
Et tant pis pour la prochaine génération
Soyons modernes, modernes, modernes, chi-chi*

Certaines de ces chansons, confectionnées en commun, ont — sous des aspects de vers de mirliton — la puissance ironique de certaines compositions de Boris Vian, comme la virulente *Complainte des Arts Ménagers*. Ainsi, *L'équipe pluridisciplinaire* qui, avec un humour cinglant, fustige tour à tour l'architecte, le sociologue, le géographe, le psychologue, l'urbaniste, l'économiste, le géologue, l'ingénieur :

*Tout le monde se d'mande à quoi ça sert
Pour la plupart, c'est un mystère
L'équipe pluridisciplinaire*

Formé d'un orchestre (un *orchestina*, dirait-on en Espagne), de solistes et d'un chœur, le groupe « anti-industriel », avec cette veine irrésistible qui fait songer aux collégiens de Ray Ventura :

*Tout va très bien
Madame la Marquise*

est à la mesure de ce foyer d'imagination et de refus qu'est devenue l'Ecole de la Cambre. A l'heure où l'on remet les fanfares à l'honneur et où l'on vous sert, refroidis, *Les oignons* de Béchet, les « brigades anti-industrielles » réinventent *Les Canuts* que, demain peut-être, reprendront en chœur les comités en lutte. C'est de meilleure augure pour l'avènement d'une *autre* architecture !

Si un tel événement n'eût guère étonné dans le climat euphorique de la Lisbonne de 1974 ou de la Barcelone rouge et noir de 1977, on ne peut que s'émerveiller de le voir se dérouler aujourd'hui à Bruxelles, dans le cadre d'une démocratie aussi morne qu'étriquée.

1. Paul Delerue.

2. La situation est d'ailleurs la même en littérature : l'écrivain Georges Arnaud, très attaché à ce qu'il appelle la littérature de camionneur, n'étant guère lu spécialement dans le milieu des chauffeurs-routiers.

VI

PALERME, VILLE SINISTRÉE



Curiosité du jardin botanique à Palerme.

Nous les Méditerranéens, sales, superstitieux, anti-hygiéniques, irrationnels, représentons une certaine unité. Mais c'est lorsque nous commençons à nous laisser halluciner par les formes de vie nordiques et anglo-saxonnes qu'apparaissent la rupture, le traumatisme, à l'intérieur de notre communauté.

Albert Boadella.

L'exigence sans cesse renouvelée des structures industrielles du capital privé et public a conduit à la destruction systématique de la ville, au mépris de tout ce qui risquait d'entraver ou de freiner son développement. Or, il est évident que cette désarticulation ne saurait se limiter aux zones fortement industrialisées. Il est aujourd'hui clairement entendu que cette entreprise de destruction ne peut s'entendre que globalement et que le démantèlement de la cité conduit irrémédiablement au sacrifice de la campagne, rendant ainsi illusoire toute tentative de fuite. Toute possibilité de choix. Une telle politique ne pouvait donc, à fortiori, épargner les contrées tenues jusqu'ici à l'écart du « miracle industriel ».

Le projet de reconstruction de la ville européenne se pose donc incontestablement à l'échelle du vieux continent. Les ravages qui ont été dénoncés au cours de ce colloque touchent, selon un processus identique, Athènes aussi bien que Stuttgart. Seule la propagande à finalité touristique, basée sur la sublimation des centres historiques, tend à infirmer cette logique implacable que tout — si nous n'y prenons garde — sera détruit à plus ou moins brève échéance. Le mythe progressiste, impitoyablement, a dérégulé les boussoles. Ce qui pourrait signifier que, du Nord au Sud, nous nous trouvons aujourd'hui confrontés à une situation identique. En réalité, la complexité du problème nous oblige à l'aborder avec prudence. Semblable dans ses apparences, la destruction peut avoir des répercussions très différentes, empêchant ainsi de répondre à la logique par la logique. C'est du moins la leçon que l'on peut tirer de l'intervention de Pierluigi Nicolin qui, depuis quelques années, partage ses activités entre Milan et Palerme.

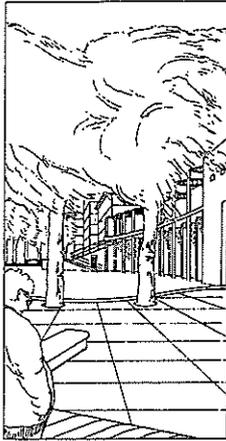
A juste titre, Palerme comme Bruxelles peuvent être considérées comme villes sinistrées. Pour ce qui ressort du témoignage de Nicolin, il n'est pas aventureux de dire que — du canal de Charleroi aux rives de la Méditerranée — c'est le même principe de déstabilisation qui, à l'infini, se reproduit. Qu'il s'agisse de la destruction ou, à un iota folklorique près, de la reconstruction. De même que les raisons profondes qui conduisent aujourd'hui au bouleversement économique de la Sicile et au massacre de Palerme sont les mêmes que celles qui permirent de dénaturer progressivement l'ensemble des contrées du nord européen.

L'exode rural est un phénomène qui a été suffisamment analysé pour ne pas avoir à y revenir en détail. Pour Karl Marx, la révolution industrielle s'est accompagnée de l'expropriation de la population campagnarde et de sa déportation outre-mer vers les industries nouvellement créées.

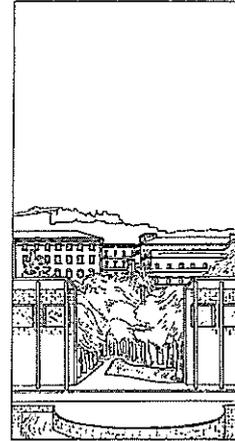
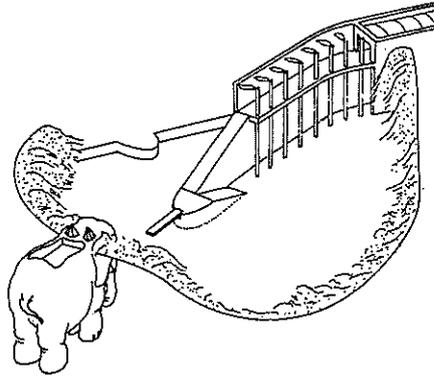
Lents au départ ¹, les mouvements de population seront digérés dès la fin du XIX^e siècle grâce au triomphe de l'industrialisation et à son corollaire, l'urbanisation. Ces mouvements migratoires iront en s'accroissant *naturellement* jusqu'aux lendemains de la seconde guerre mondiale, date à laquelle ils se verront organisés, sinon planifiés, par le capital ². La fuite des Méditerranéens vers le Nord se poursuivra jusqu'au moment où les villes du Sud, à leur tour en voie d'industrialisation, prendront le relais et absorberont leurs propres campagnes. Ce développement sauvage aura pour conséquence de fortifier les maux endémiques des grandes cités méridionales, dont le surpeuplement conduira à un phénomène d'habitat improvisé, considéré parfois comme un véritable « urbanisme du bidonville ». Avec une brutalité sans précédent, la ville méditerranéenne subit aujourd'hui une double agression : celle que connut la cité du Nord au siècle dernier, entraînant la mort lente des structures artisanales, et, d'autre part, un éclatement du tissu urbain marqué par les premières tentatives de tertiairisation. Au-delà de l'illusion que peuvent susciter la persistance de certaines traditions ou les cas de survivance (rarissimes) d'une interpénétration ville-campagne, toutes les villes du Sud, progressivement, connaissent le sort des grands centres urbains septentrionaux. Après Barcelone, Rome et Gênes, vint le tour de Valence, Palma de Majorque, puis celui de Séville, Naples, Palerme, Salonique, Athènes, avant que cette explosion ne vise à l'éclatement d'une capitale comme Istanbul.

Toutefois, si causes et effets de l'industrialisation sont partout identiques, les répercussions — donc les stratégies de résistance — ne le sont pas. Le rapprochement entre Nord et Sud ainsi a ses limites. L'hégémonie nordique et anglo-saxonne (et la colonisation qui en résulte) ainsi que le sous-développement, s'exercent encore trop violemment pour qu'il soit permis de taire des différences criantes. Cette conscience européenne que sous-entend le thème même du colloque est encore très mal perçue par les nations du Sud. Le Portugal, qui en 1975 utilisait toujours la charrue à bœuf, la Grèce, l'Italie du Sud et même l'Espagne n'ont encore qu'une vague conviction d'appartenir à l'Europe et il est dramatique que seule l'entrée dans la C.E.E. puisse, aux yeux de ces pays, ratifier cette appartenance.

Les villes méditerranéennes ont généralement en commun une économie dominée par le sous-emploi. Comme le fait remarquer Robert Ferras dans son analyse de Barcelone ³, « la révolution industrielle a favorisé dans ces villes la collecte et la distribution de marchandises manufacturées sans que l'industrie s'y implante elle-



Le lac.



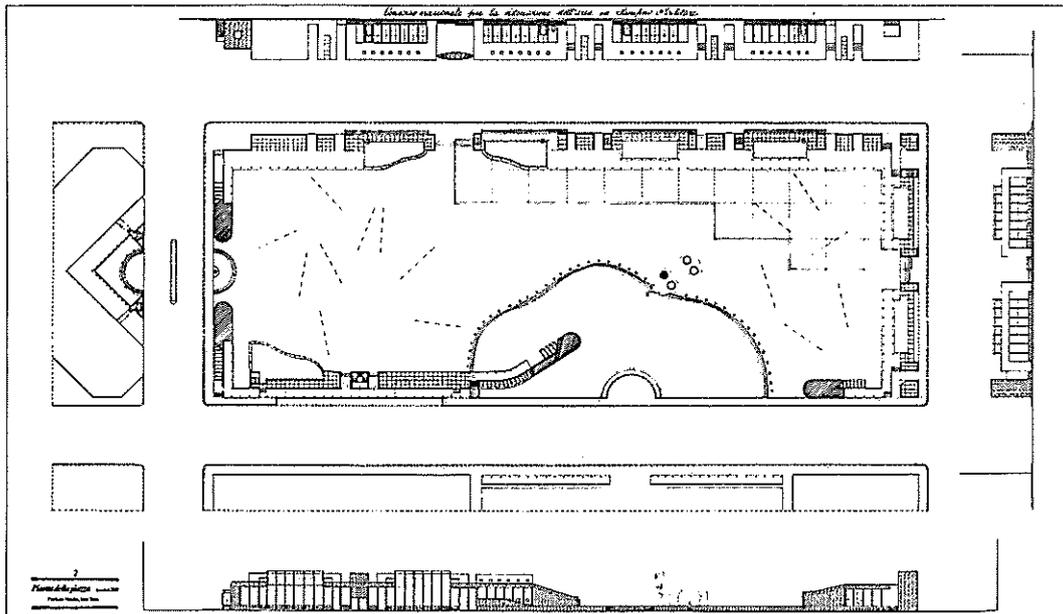
Le jardin.

PROJET POUR LA PIAZZA STAMIRA À ANCÔNE.
PIERLUIGI NICOLIN ET ITALO ROTA, 1978.

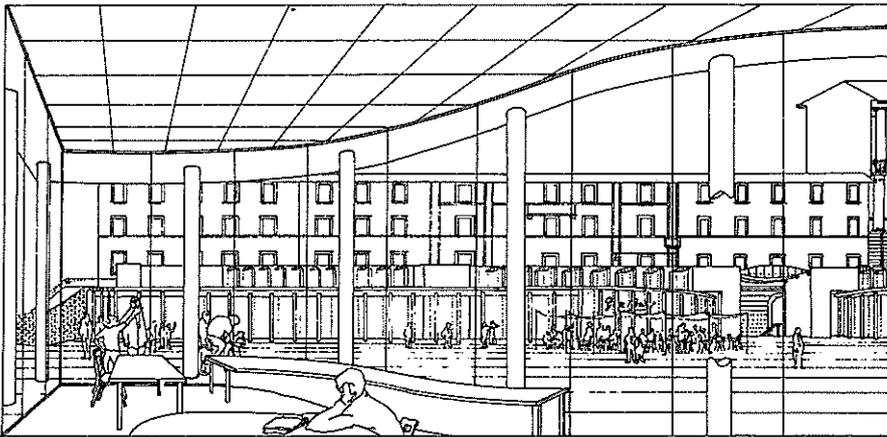
Ce projet a été réalisé pour le concours organisé par la Ville d'Ancône en vue de l'aménagement d'un îlot détruit situé à côté de la place Stamira et qui, jadis, était occupé par la Boulangerie Militaire. Se basant sur les bâtiments existants datant du XIX^e siècle et sans négliger les coupures introduites par les constructions de l'après-guerre, le projet se propose de compléter et de réarticuler cette partie du tissu urbain de la Ville d'Ancône. L'îlot de l'ancienne Boulangerie est conçu comme une vaste place clôturée par une structure durable qui s'ouvre, face aux jardins de

la piazza Stamira sur le bassin où boit l'éléphant, monument à la bataille de Metauro gagnée par les Romains sur le Carthaginois Hasdrubal.

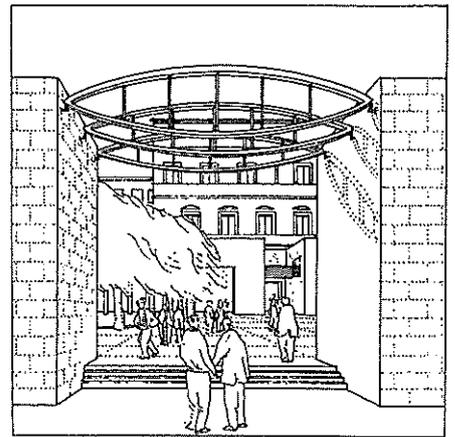
La structure construite périmétriquement par une alternance de petites tours et de portails qui assurent la perméabilité nécessaire, est longée par une galerie en bois, structure souple qui s'adapte aux différentes activités développées autour de la place : une bibliothèque, un petit marché, une église, des commerces...



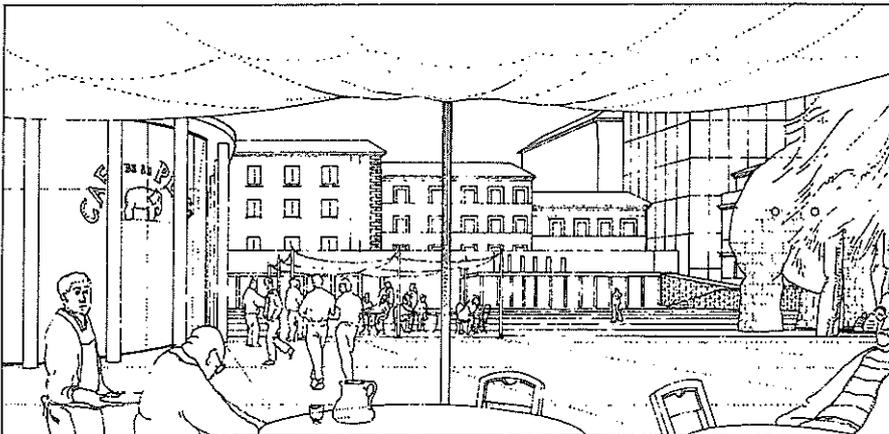
Plan de la place.



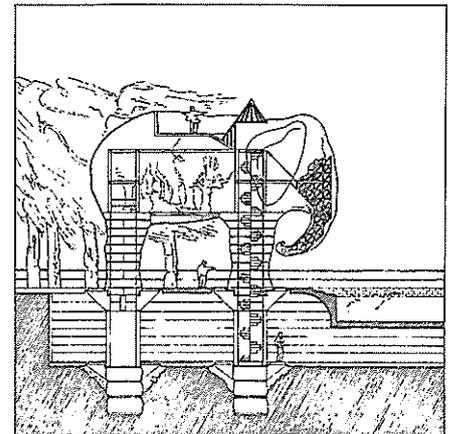
La bibliothèque.



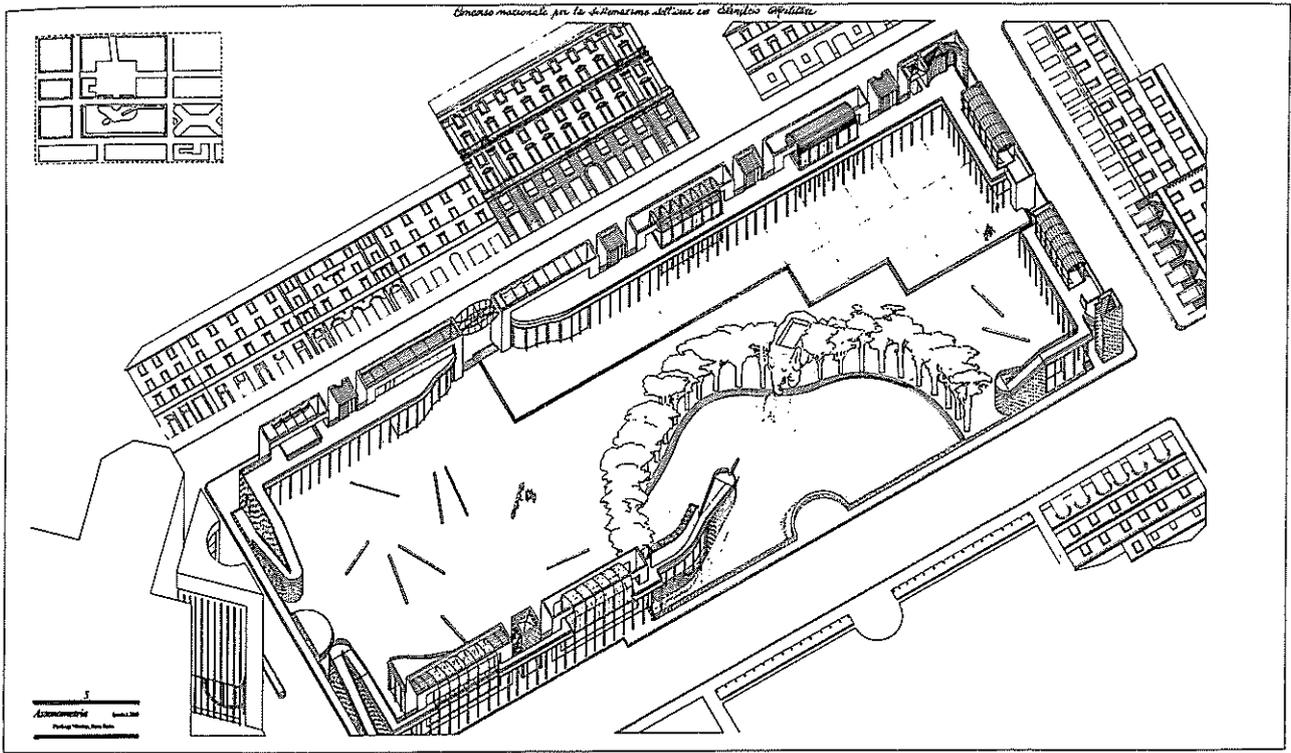
Entrée de la via Palestro.



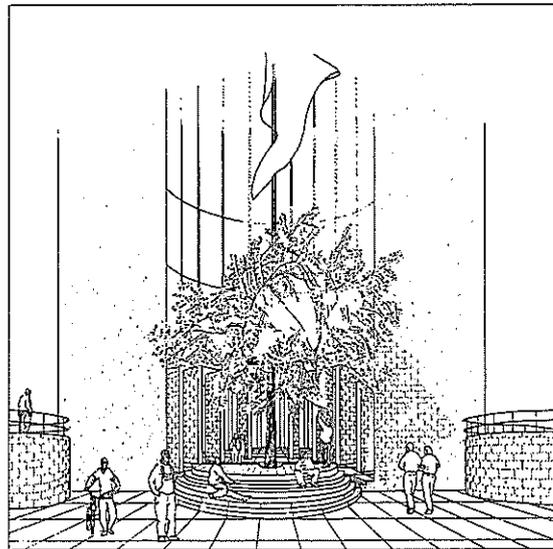
Le café.



L'éléphant.



Vue axonométrique de la place.



L'arbre de la Liberté.

même, concurrençant l'artisanat traditionnel par la diffusion de produits venus des régions du Nord de l'Europe. Il en est résulté un déséquilibre accru par une augmentation rapide de la population. Cela a donné des organismes urbains hypertrophiés tels que Naples où une masse énorme de population alimente chômage et petits métiers à la limite de la misère, de la délinquance et du parasitisme des intermédiaires dans les services publics. Cela entretient également des tensions sociales nées de contrastes marqués, des quartiers aux bidonvilles ou aux taudis des vieux centres. » Notons enfin que les capitales du Sud, dans leur immense majorité, ne disposent d'aucun pouvoir réel de décision. Vivant sous l'entière domination des Etats-Unis et de l'Europe industrielle, elles sont également colonisées par les grands pôles nationaux et dépendent du bon vouloir de l'administration centrale. Défigurées au profit d'un développement illusoire, atteintes de gigantisme, elles sont en réalité victimes d'un processus dont les rouages nationaux et multinationaux leur échappe, et leur influence ne dépasse guère généralement leur étendue administrative. Ceci est vrai pour Barcelone et plus encore pour les villes précitées, y compris Istanbul vivant sous la dépendance d'Ankara.

A cette double oppression, s'ajoute la question touristique. Poule aux œufs d'or du capital, le tourisme a provoqué le massacre des zones côtières, entraînant ainsi la création d'une seconde zone suburbaine. Incontrôlé, ce phénomène perturbe l'économie, accentue les inégalités sociales, détruit les valeurs culturelles traditionnelles et tend à renforcer, contrairement aux idées reçues, certaines formes d'obscurantisme, provoquant un déséquilibre généralisé. D'autant plus que ce secteur d'activité, de plus en plus contrôlé par les multinationales, échappe — dans son organisation comme dans son profit — aux régions intéressées.

A partir de là, il est permis déjà de mesurer l'impact que peut avoir l'idéal progressiste sur ces contrées encore en proie au sous-développement. C'est ce que Pierluigi Nicolin a su mettre en évidence par rapport à Palerme. Comment en effet, lorsque la réalité quotidienne est d'une aussi profonde injustice, ne pas croire aux mythes véhiculés avec autant de complaisance? Comment ne pas s'y raccrocher comme à une bouée de sauvetage? Comment rejeter ce qui, présenté avec tous les artifices de la séduction, vous est encore inconnu?

L'évolution récente de Palerme démontre exemplairement le désastre dont sont victimes les cités méditerranéennes. Fondée par les Grecs, conquise par les Romains, longtemps occupée par les Sarrasins et les Normands, cette ville hier luxuriante a pu être entièrement défigurée en l'espace d'un quart de siècle. Riche d'un passé architectural d'une exceptionnelle diversité, marquée magnifiquement par la présence islamique et espagnole, la capitale sicilienne n'est plus qu'un musée cerné d'horreur et menacé de mort.

La situation de Palerme illustre bien cette colonisation à laquelle sont soumises les villes du Sud. Violamment agressée par l'industrialisation empirique de la Sicile, cette cité, comme tant d'autres, n'a pu résister à un accroissement de population dû au démembrement des zones rurales. Le temps est loin où, selon l'expression de Marx, la marginalité pouvait être assimilée à l'armée de réserve industrielle! Isolée en raison de sa position insulaire, abandonnée par le gouvernement central, Palerme est l'exemple même de cité dont l'importance démographique ne s'accompagne d'aucun pouvoir réel de décision, en dépit de l'existence d'un Parlement. Sans l'importance portuaire de Marseille, sans le rayonnement d'un centre intellectuel comme Barcelone, sans le rôle politique et administratif d'une capitale comme Athènes, la grande ville sicilienne n'avait face à l'entreprise de déstructuration aucune force vitale à opposer. Ce qui peut expliquer qu'elle soit aussi aisément manipulée par les *mafiosi* et déchirée dans la manière d'entendre les institutions.

Revenant à l'idéal progressiste, on peut admettre que l'illusion a joué ici avec davantage d'acuité encore que dans les pays du Nord. Le caractère aigu du sous-développement ne pouvant évidemment qu'entraver la prise de conscience capable de mesurer les risques d'un développement totalement incontrôlé. La folklorisation des valeurs populaires, aidée par la rigidité de certaines traditions, ne pouvait que précipiter la jeune génération et de nombreux intellectuels vers l'idéalisation du « libéralisme nordique ». Sans oublier le rôle important joué, dans certaines contrées méridionales, par la bourgeoisie moderniste naissante tentant d'impulser une

politique mâtinée de progressisme afin d'offrir au *caciquisme* un visage nouveau et d'accentuer la rupture avec la culture populaire. Ainsi serait-il périlleux d'appliquer ici un raisonnement qui, seulement, commence à se faire jour au Nord de l'Europe. Comme le dit Pierluigi Nicolin, on peut comprendre pourquoi les gens de Palerme ont une exigence de modernité!

Il est certain, dans le cas de la Sicile, que le peuple — privé de la mémoire — ne pouvait exercer qu'une très faible résistance à l'entreprise du capital. Sans la tradition anarchiste de l'Andalousie ou de la Catalogne, sans l'apport des luttes historiques, sans la conscience politisée d'un particularisme, sans la présence d'un mouvement architectural moderne hérité du passé, Palerme devait être une proie facile. Profondément démunie, la population doit aujourd'hui supporter l'envers et l'endroit d'une politique qui, déjà, projette de faire de la capitale sicilienne une *métropole* de deux millions d'habitants. Interrogé sur l'hypothèse d'une résistance, Nicolin se montra pessimiste et réservé. Pour lui, l'un des espoirs de déblocage d'une situation, qu'il qualifie de *tiermondiste*, pourrait venir de l'évolution sexuelle. Un tel changement dans les mœurs serait alors à même de créer un bouleversement au sein de la *Grande Famille* sur laquelle repose encore l'institution sicilienne.

Pour ces multiples raisons, l'entreprise de reconstruction de la ville européenne n'est pas sans poser de graves questions restées le plus souvent hors des interrogations de ce colloque. A la colonisation dont sont victimes les pays du Sud, s'ajoute l'hégémonie intellectuelle anglo-saxonne. Hégémonie d'autant plus dangereuse qu'elle entraîne un réflexe de mimétisme culturel. Léon Krier et Maurice Culot ne manquèrent pas de dénoncer, au retour de leurs interventions en Espagne, cette auréole mystique dont continuent de jouir les maîtres de l'architecture contemporaine. En opposition à l'indifférence manifestée par les écoles en regard des traditions populaires.

S'il ne fait aucun doute que la ville européenne doit être reconstruite, au sud comme au nord, selon le concept traditionnel de quartiers, il faut cependant insister sur la différence des stratégies à mener. Si toute intervention dans ce sens doit obligatoirement intégrer l'histoire, elle doit également prendre en compte, dans toute sa complexité, la situation sociale et politique. Plus que jamais, il importe de répéter que cette reconstruction implique impérativement un projet de société. Si le procès idéologique intenté à Léon Krier, quant à la reproduction d'un modèle type, respire la mauvaise foi, il n'empêche que le risque de s'enfermer dans un nouveau fétichisme existe. Ainsi, il convient — selon l'expression de Jacques Lucan — « de refuser toute certitude liée à un milieu restreint ». Sans cette inquiétude, les meilleures intentions pourraient ne rien avoir à envier au mouvement moderne et retomber dans ce mythe de la reproduction — dénoncé précisément par Jacques Lucan — dont le propre est « la négation de toute histoire ». N'oublions pas ce que les pays du Sud eurent à souffrir de la tranquille assurance des maîtres et technocrates d'une architecture « passe-partout ». N'oublions pas non plus que les modèles les plus contestés en Europe continuent, selon les règles de la vieille démagogie impérialiste, d'être exportés, contribuant ainsi largement à la destruction de la ville méditerranéenne, africaine ou moyen-orientale.

Dans ce tissu de complexité, existe également le problème de l'identité. Encore que ce phénomène ne regarde pas que les contrées du Sud, il est indéniable qu'il se pose ou tendra de se poser ici avec une meilleure acuité. Par identité nous entendons la réalité intrinsèque d'une communauté, soit le partage d'une histoire, d'une culture, d'une langue parfois, avec entre parenthèses la question nationaliste. Depuis l'explosion des nationalismes européens au début du XIX^e siècle, les peuples se répartissent en deux sortes : « les uns comblés, complets ou en voie d'accomplir leur destin normal de peuple ; les autres frustrés, certains à un degré presque total, en conséquence incomplets et inaccomplis ». Sans doute est-ce dans cette dernière catégorie qu'il convient aujourd'hui de ranger la Sicile dont la population égale celle de nations comme la Suisse, le Danemark ou l'Autriche. Or, c'est dans le degré d'oppression, précisément, que se pose le problème de l'identité : savoir si la communauté est détruite et éteinte ou non. Nombreux sont les peuples à mi-chemin — les nations virtuelles — qui, aujourd'hui, tentent d'affirmer leur singularité et œuvrent à la renaissance de leur culture. Selon le degré d'avancement de ce réveil, le nationalisme en puissance peut jouer un rôle important

dans la question qui nous occupe ici. Soit dans la résistance opposée aux projets « d'aménagement » imposés par l'Etat central (exemple de la Galice); soit dans la *reconnaissance* d'un patrimoine culturel. Ces deux phénomènes, dans le meilleur des cas, pouvant s'unir. C'est là un point important, car si l'on est d'accord sur la nécessité et le principe d'une reconstruction de la ville européenne, encore une fois demeure la question stratégique. Or, quelles sont les forces sur lesquelles peuvent s'appuyer les peuples démunis et frustrés? Lucan rappellera dans son intervention, « le défilé de l'éclectisme », cette pensée de C. Daly selon laquelle « une société ne peut avoir un style propre d'architecture qu'à la condition que ses membres accordent spontanément et sous la seule impulsion d'un sentiment commun, une même signification aux mêmes formes architecturales ». La prise de conscience de diverses minorités opprimées, reposant largement sur l'affirmation d'une culture jusque-là soumise, peut donc poser une grave question. Surtout dans les cas où le patrimoine national coexiste, de manière dominée, avec une culture imposée par la force. Un tel problème se profile aujourd'hui au Pays basque où certains courants nationalistes refusent catégoriquement l'héritage espagnol...

Lors de la réunion de clôture, les participants de ce colloque insistèrent sur la nécessité d'élargir leur groupe, l'un des invités français déplorant notamment l'absence d'un représentant allemand. Je crois en réalité qu'il est de la plus grande importance d'ouvrir les futures séances de travaux à des interlocuteurs des nations (institué ou virtuelles) du sud-européen. Nations qui, avec l'amplification de la communauté européenne, le développement inconsidéré du tourisme ⁴, etc., vont devoir affronter des problèmes d'une extrême gravité. Il y a là, outre la survivance d'une culture populaire de plus en plus menacée, une prise de conscience naissante dont il convient de tirer un enseignement. Une matière à réflexion qui, approfondie, dédramatisée, pourrait déboucher sur une confrontation inédite. A la condition, bien entendu, que cet apport ne soit pas à sens unique. Les conférences de Léon Krier et de Maurice Culot à Palerme, au Pays basque, en Castille, peuvent être le prélude d'une véritable ouverture vers le Sud. La présentation dans la revue *A.A.M.* des travaux d'architectes catalans et basques, les projets de publication concernant l'Andalousie, le Portugal, l'Algérie, la Turquie, constituent un témoignage de cette préoccupation. En ce sens, la présence de Pierluigi Nicolin aux rencontres internationales de Bruxelles revêt une importance certaine. Car si les positions du Rédacteur en Chef de *Lotus* ne diffèrent guère de celles de ces amis européens, il ressort de son discours — imprégné de son contact avec la réalité sicilienne — une inquiétude toute en nuance indispensable à la réflexion d'une entreprise aussi complexe que celle de la reconstruction de la ville européenne.

1. « Tout au long du XIX^e siècle, ce mouvement de diminution *absolue* a été fort lent, même s'il a été réel en termes relatifs, c'est-à-dire par rapport à la population industrielle. Ce n'est qu'à partir de 1850 que le mouvement s'accélère. De 1851 à 1911, la population rurale en France diminue de 17 %, de 7 % dans le Royaume-Uni. De 1871 à 1911, elle ne baisse que de 1 % en Allemagne. » Claude Auroi. « Mécanisation agricole : le modèle européen et l'Amérique Latine », Presses Universitaires de France, Paris, 1977.

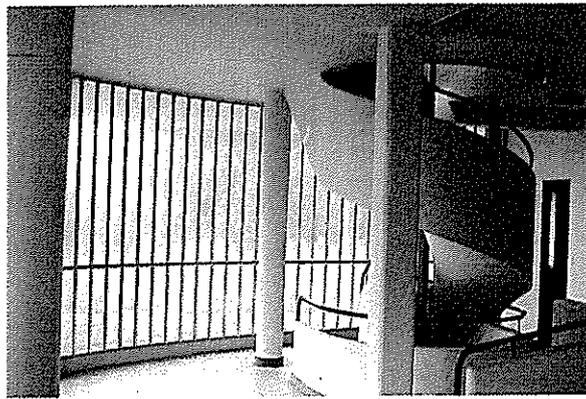
2. Le 18 juillet 1955, le ministre de l'Agriculture espagnole déclarera : « il faut arriver à convaincre la population qui vit mal à la campagne qu'elle ne pourra pas sortir de la misère si nombre de ceux qui se trouvent dans cette situation ne l'abandonnent pas ».

3. *Barcelone, croissance d'une métropole*, éditions Anthropos, Paris, 1977.

4. Dans cinq ou dix ans au maximum, la politique et les modes du tourisme ayant évolué, de nombreuses villes artificielles des côtes de la Méditerranée européenne — dont certaines voient en « saison » leur population multipliée par vingt — seront à l'état d'abandon. Qu'en fera-t-on ?

VII

MODERNITÉ ET INHIBITION



La villa Savoye, 1929.

Aujourd'hui, la seule forme qui nous reste d'être moderne est d'appliquer à l'architecture moderne les mêmes remèdes qu'elle appliqua à l'académisme.

Fernando Montes.

Il est parfois difficile de suivre lucidement un colloque de bout en bout, surtout lorsque celui-ci reproduit les cadences industrielles. Surtout lorsque la réflexion s'efface un moment pour laisser place à la fête, l'émouvante fête à laquelle nous convièrent les Archives la nuit du 16 novembre ¹. Est-ce pour cela que l'entretien de Fernando Montes, donné de bon matin, me sembla emprunter un chemin de brume? Non pas un de ces brouillards opaques qui masquent l'horizon, non. Mais un voile de brume, laissant apparaître à chaque pas des visions *enchaînées*. Pour cela sans doute, cette conférence fut l'une des plus brillantes à laquelle il me fut donné d'assister depuis bien longtemps. Peut-être parce qu'elle n'était pas vraiment une conférence mais comme une sorte de conte. Une histoire, qui — à cause probablement de l'écran de brume — me fit penser, par certains aspects, à un roman policier ².

L'histoire se passe à la villa Savoye, où Montes revint pour les besoins d'un film. Le parcours emprunté par l'architecte pour parvenir jusqu'à la maison s'apparentait, précisément, à ce chemin de brume : une forêt presque nordique, humide, aux couleurs ocre, qui n'avait rien d'une plantation de figuiers, d'oliviers ou d'orangers. Nous n'étions pas dans une île grecque, ni sur un *camino* d'Espagne châtié par les excès du ciel,

mais — simplement — sur une route de l'Île-de-France. Là, comme on va le voir, réside la première énigme du récit.

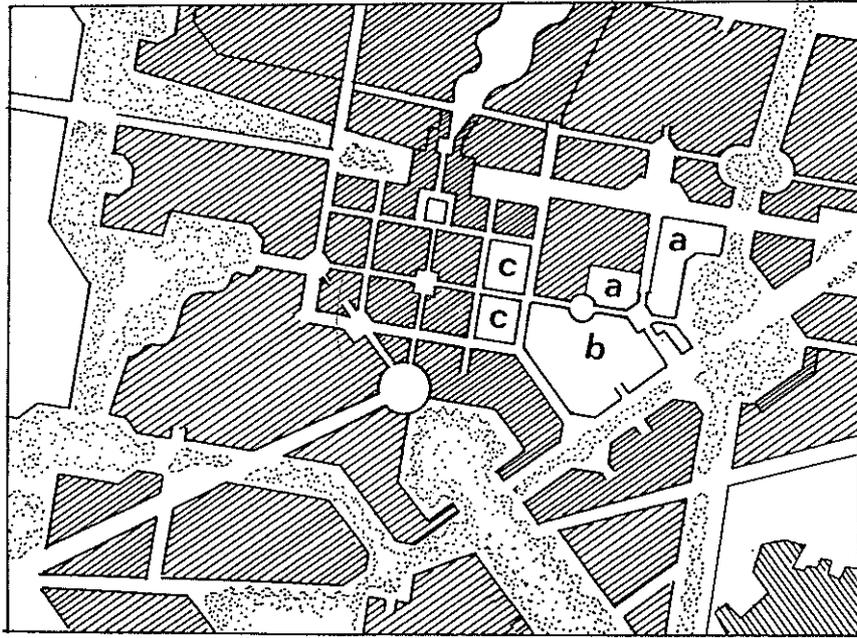
Arrivé devant la villa, « oubliée, négligée, comme une épave dans une mer de béton, cernée presque », Montes se laisse aller au plaisir de la redécouverte. Les formes de cette maison, il les connaît par cœur. Il lui reste en mémoire, la certitude de ce plaisir, mais — semble-t-il — aucun des contours de celui-ci. La première réaction en rentrant dans la propriété, après avoir franchi le long mur seigneurial de meulières, est de vouloir redresser les poteaux qui soutiennent l'étage. Ils lui semblent soudain se dévier de la verticale et à peine parallèles. Un court instant, l'idée lui vient de se trouver, non pas en face d'une bâtisse, mais d'une maquette... Cette sensation, peu juste en somme, est tout de suite remplacée par une autre : les murs qui protègent le solarium sur le toit de la terrasse ont, telles les cheminées d'un paquebot, une force expressive disproportionnée avec leur simple raison d'être. Ils sont pur art, pure satisfaction accordée à l'œil. Après tant de visites, Montes, enfin, semble approcher du vif du sujet.

Une fois à l'intérieur, à peine après avoir emprunté la rampe d'accès, un bain de lumière envahit la maison. Tout est envahi de lumière : les pièces principales, les attentes, jusqu'aux moindres recoins. Or, la scène se déroule un après-midi d'automne, par un temps couvert. La lumière s'infiltré par la fenêtre horizontale, par le patio, par les lanterneaux (nombreux), par la baie. De plus, murs et plafonds sont blancs, ainsi que le sol de la terrasse. Montes s'interroge : « Pourquoi alors ce paroxysme lumineux, dans la chambre d'une maison si peu andalouse, à mille kilomètres de la Méditerranée ? » La réponse ne tarde pas à surgir comme une lapalissade. Parce que, pour l'homme de principe qu'était Le Corbusier, l'architecture n'est rien d'autre que le jeu correct et magnifique des volumes sous la lumière. Ce jour-là, pour la première fois, Montes viendra à bout de la première énigme.

Cette formule si ronde et si chantante enfin lui disait quelque chose. Sous ses yeux, apparaissait Le Corbusier lui-même, dès sa première œuvre mûre et personnelle, illustrant son propos en faisant de la lumière le préalable et la condition de son jeu des formes. Montes alors se souvint du fameux croquis que Le Corbusier rapporta de son voyage aux pays du Sud : « La leçon de Rome. » De cette première période de son œuvre où « le couple copulant, qui tient et organise son architecture, est composé par les formes géométriques pures disposées sur un fond de lumière exacerbée ». Mais l'Île-de-France n'est pas le Latium, et — comme chacun sait — l'abondance de lumière n'y est pas une donnée naturelle. C'est pourquoi Le Corbusier tentera d'apporter cette source lumineuse par tous les moyens. La faisant jaillir de partout, pareille à l'eau dans une grotte. Pour lui, la lumière devient une obsession. Passant outre les lois naturelles, il va en faire la condition *sine qua non* de son architecture. Alors que l'homme du Sud joue subtilement entre l'ombre et la lumière et se protège soigneusement du soleil, l'homme du Nord s'apprête à renverser les barrières d'un savoir élémentaire et fondamental et à imposer son ordre.

Est-ce là seulement l'obsession de cet hygiénisme salvateur, défiant le spectre de la tuberculose, qui hante chacune des pages de *la Charte*? Cette lumière-santé — nouveau et impératif devoir de l'architecte — qui rendra un peu moins pénible la sinistre existence des prolétaires de Manchester ou de Roubaix... Il y a de quoi en douter. Montes, au retour de sa visite à la Villa Savoye, relira la lettre que Le Corbusier adressa à sa riche cliente, M^{me} Meyer, en octobre 1925. Dans cette missive au parfum du XVIII^e siècle, où le moderne de l'architecture « lisse et unie comme un coffre de belle proportion » se confronte au romantisme d'un boudoir ouvert sur le feuillage, combien de fois est-il question de lumière? Opposé à cette « mode des maisons heurtées et compliquées », le maître, comme par magie, fait entrer le soleil par tous les pores de la demeure. Le vestibule, le salon, jusqu'au vestiaire, sont inondés de lumière. Les chambres des domestiques elles-mêmes sont éclairées *a giorno* et Le Corbusier n'omet point d'y voir là la possibilité d'une rentabilité accrue. Comme on le voit, nous sommes loin de ces décors à la Dickens où de pauvres diables, enserrés dans leur taudis, s'étiolent faute de recevoir les rayons bénéfiques du soleil! Ainsi, pour Montes la leçon est claire : la lumière est ici la matière première d'un spectacle. Ce que Le Corbusier appelle ses idées, ses thèmes architecturaux, ne sont pas des qualités adjectives de l'architecture mais bien son architecture elle-même.

CONCOURS POUR LES IMMEUBLES DE VILLE À CERGY-PONTOISE.
PROJET DE FERNANDO MONTES, 1978.

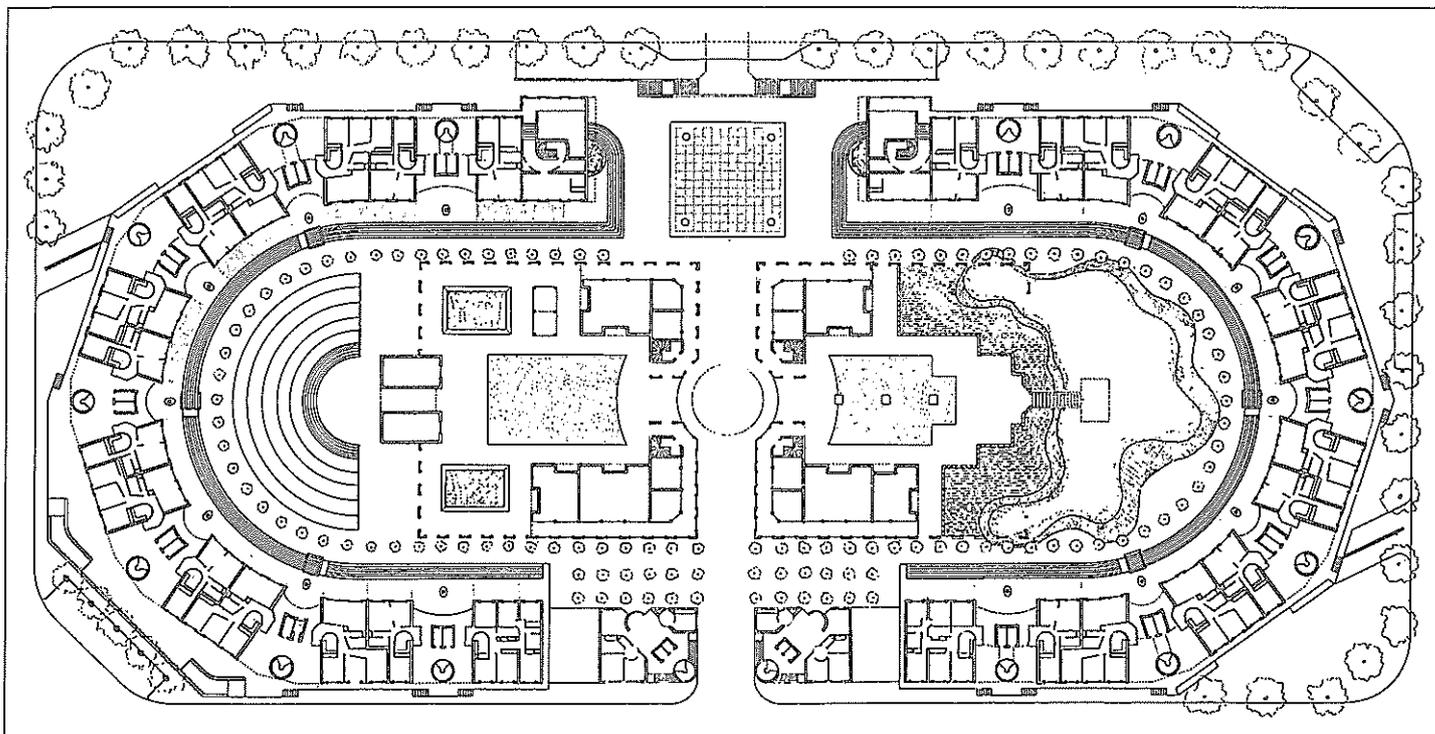


Le concours d'architecture pour la construction « d'Immeubles de ville » pour la ville nouvelle de Cergy-Pontoise constitue certes une tentative méritoire de renouer le fil de l'histoire à la tradition. Toutefois dès l'origine, l'opération ne pouvait avoir qu'un caractère très formel puisque les données constitutives de base de la ville nouvelle n'étaient en rien modifiées.

Les projets demandés étaient dans le contexte d'une ville dortoir et non dans celui d'une organisation en quartiers complexes. L'objet pratique de l'exercice se ramenait dès lors à un resserrement de la zone bâtie de manière à atténuer quelque peu la tristesse d'un lotissement géant où le gaspillage du sol le dispute au relâchement de la trame bâtie et aux voiries omniprésentes.

Conscient des limites de ce jeu formel, le jury a opté pour les projets les plus plaisants, les projets qui pourraient faire oublier le plus élégamment possible aux futurs habitants qu'ici ils vont user leur liberté dans l'état de la société industrielle. Dès lors s'imposait le choix du décor le plus familier, le plus sympathique, le plus proche du consensus général plutôt qu'un désir d'architecture déplacé.

Le projet de Fernando Montes n'avait dans ce contexte que peu de chance d'être sélectionné, malgré et à cause de sa clarté démonstrative. Montes limite *a priori* le champ du discours esthétique, avec même une certaine brutalité pour marquer les distances. Il présente un projet-manifeste, sans fioriture, qui parle de la ville, d'un îlot et de ses proportions intérieures (les seules que l'architecte peut contrôler avec précision



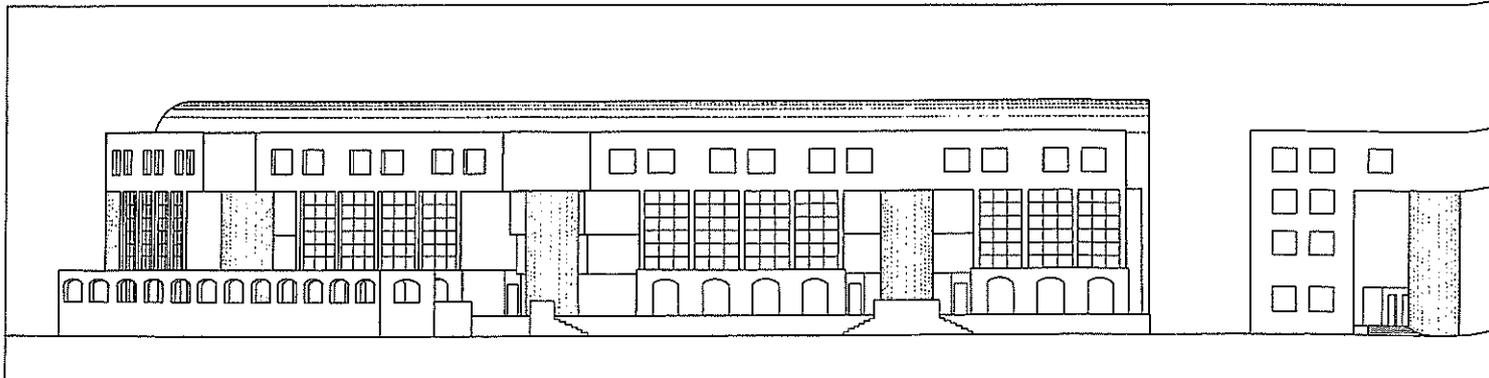
Plan du rez-de-chaussée.

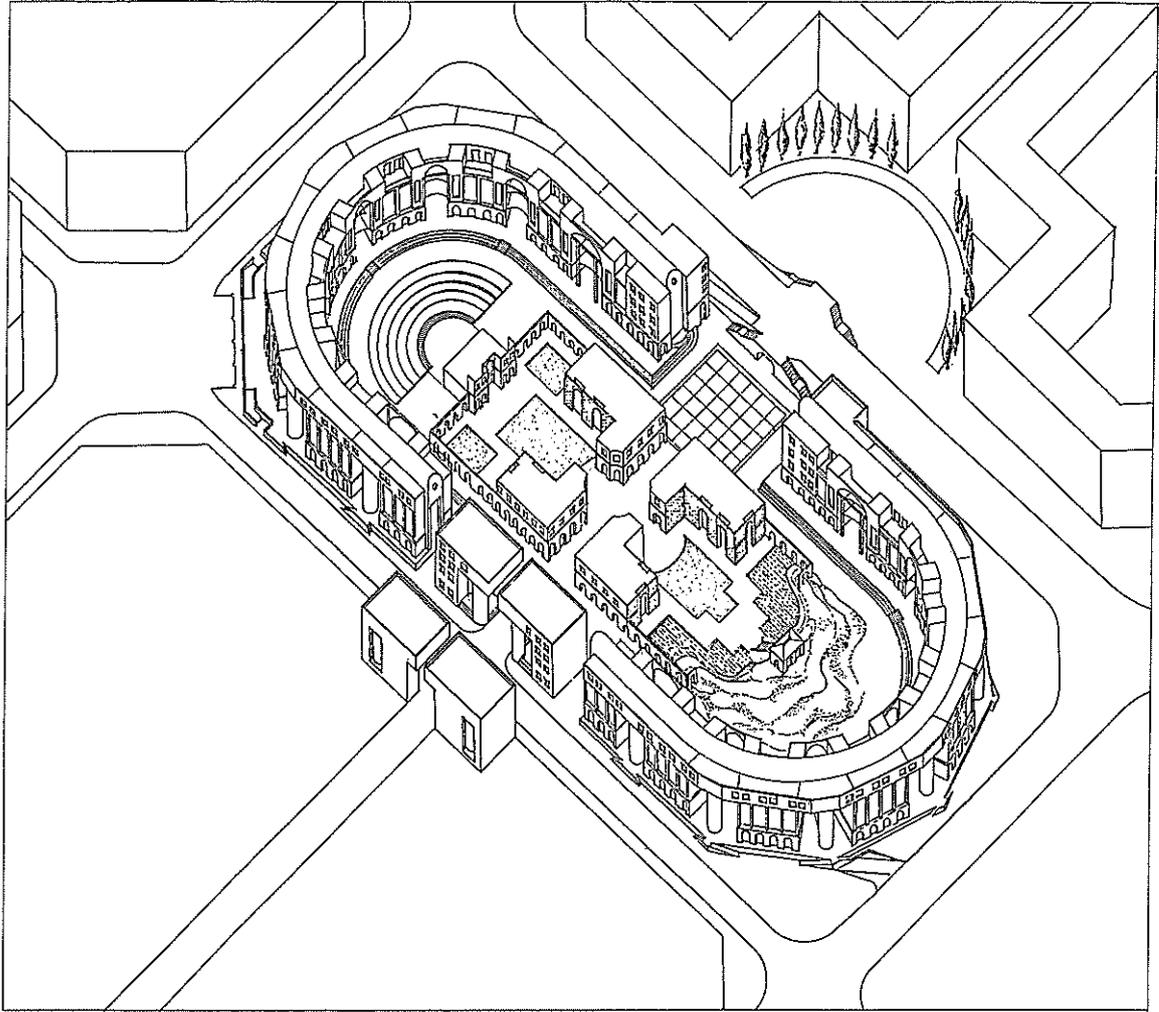
puisque les rues résultent de la juxtaposition des projets), les espaces publics et privés intérieurs à l'îlot sont hiérarchisés et il n'y a pas ici d'espaces verts-tampons où l'on fait ce que l'on veut.

Le projet de Montes constituait une leçon d'urbanisme d'autant plus évidente qu'il se situait au milieu d'un effort de gymnastique gesticulaire — peu importe qu'elle se réclame du kitsch ou de la néo-standardisation — à laquelle se sont livrés des dizaines de concurrents.

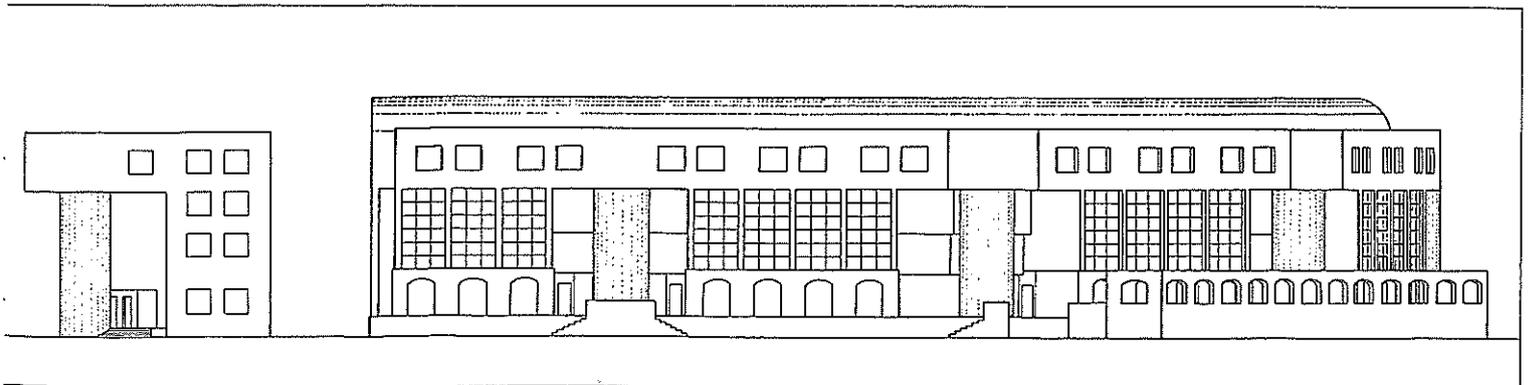
Dans la débauche d'énergie intellectuelle dépensée pour proposer l'architecture de trois îlots urbains, le projet de Montes rappelle que c'est moins à la créativité tout azimut qu'il faut faire appel et davantage à l'analyse des concepts historiques.

Élévation.





Vue axométrique.



Après avoir évoqué les liens étroits qui unissent l'architecture de Le Corbusier et la peinture de Jeanneret, Montes en arrive à la corrélation forme-lumière (la lumière qui, dans les années 20, sera le facteur central de l'élaboration d'une esthétique) et, dès lors, va s'attaquer à résoudre la véritable énigme. Celle de la fenêtre. La fenêtre (horizontale) si chère au maître de La Chaux-de-Fonds, par laquelle la lumière, insolente, se répand à profusion. Cette ouverture qui peut être « alternativement vide et plein, mur transparent ou translucide et même absence de mur », et qui va marquer définitivement la crise de la fenêtre.

La fenêtre horizontale, remarque Montes, est la plus étroite version d'une baie : ni un mur, ni une fenêtre, mais le remplacement de l'un et de l'autre. A partir de l'acceptation de la fenêtre horizontale comme solution architecturale, tout peut être considéré comme fenêtre. Ce qui revient à dire également que rien n'est fenêtre. Ainsi, déjà, s'ouvre la voie qui, cinquante ans plus tard, verra triompher l'architecture-robinet de M. Roger Taillibert³. Or, le problème de la fenêtre peut être étendu, dans le mouvement moderne, à d'autres éléments organisateurs de l'espace, et ceci tant à l'échelle du bâtiment qu'à celle de la ville. La rue par exemple, qui — à force de n'être considérée que comme voie classifiable de 1 à 7, et d'être privée de sa condition d'espace public — a perdu toute consistance et tend à disparaître. C'est là l'un des drames majeurs de la vie moderne : derrière la non-rue ou la non-fenêtre de Le Corbusier, émerge une maison-idéale, une ville-idéale, une utopie démoniaquement habile, au point de contreposer insensiblement raison et bon sens. Pour se remettre de cette astuce, il aura fallu un demi-siècle ! Le phénomène de la modernité tout entier, traversé qu'il est par ce mouvement pervers et purificateur, enlève sans cesse aux choses les significations péniblement attachées par les grands moments de l'histoire. Une fois l'insensibilisation obtenue, il ne sera pas difficile d'intégrer les valeurs devenues abstraites dans un autre univers, qui se veut d'abord rédempteur et ensuite complètement logique. Ainsi, dans le mouvement moderne, la fenêtre se travestira en surface vitrée, la rue en voie de communication, le mur en membrane, etc. Naturellement, pour qu'il n'y ait pas d'accroc entre la mémoire perceptive que chacun garde en soi et ce que l'on découvre du nouveau monde, il convient d'accroître le poids de l'idéologie. Faire valoir la justesse du changement, même au mépris de l'évidence. Si nous apercevons des horreurs, ce sont nos yeux qui sont à revoir.

Si le Mouvement Moderne fut à l'occasion un rempart efficace contre la vacuité dans laquelle généralement était tombée l'architecture, s'il est le lieu de convergence de toute une série d'expériences éparses initiées dès le XIX^e siècle et s'il sut apporter sous forme de principes, de rigueur — de pensée en somme — le souffle nécessaire à une période que rien ne prédisposait à une grande créativité, il n'en reste pas moins qu'il nous a entraînés dans une des situations les plus inextricables qui se puisse imaginer. Triomphante depuis l'après-guerre, devenue universellement langage et raison officiels, transformée en convenance des ennemis de l'architecture et des spéculateurs de tout acabit, l'architecture moderne est un fardeau bien lourd à porter.

Qu'on regarde autour de soi pour s'en convaincre ! Pourtant, refuser la modernité n'a pas plus de sens que de l'ignorer. Nous y sommes nés et même si nous prenons soin de faire un tri soigneux, nous y puisons une partie de notre inspiration. Nous utilisons certains de ses procédés. La modernité a une signification trop vaste pour qu'on l'écarte d'un revers de main. Notre devoir est en fait de l'exorciser de ses démons, et pour cela, il faut comprendre ses mécanismes, détecter le lieu et la genèse des déviations qui en ont figé l'élan.

Après plus de cinquante ans de modernisme (en architecture), nous voudrions enfin discerner les tenants réels et les conséquences pratiques d'une mise en question qui fut aussi radicale qu'une réforme. A lire *Vers une architecture*, ou n'importe quel texte-manifeste de l'époque, on éprouve le sentiment d'une très grande virginité, pour ne pas dire de candeur ou de naïveté. Avec l'âge, le message lyrique s'est visiblement émoussé. Personne ou presque, ne se dressera aujourd'hui à l'appel d'un nouvel ordre rationnel. Au nom de la machine et du progrès. La modernité baigne dans un parfum d'archéologie...

Désenchantement? Fin d'une période parentale? Plutôt que d'accuser l'architecture de ne pas avoir tenu ses promesses, sans doute est-il préférable de dire que son pari se situe ailleurs que là où on a toujours voulu le placer. L'architecture moderne (...) est victime du triomphe trop absolu d'une de ses versions, d'un de ses versants : le fonctionnalisme.

Il faudra bien dire un jour que l'architecture moderne n'est pas seulement ce que l'on pense mais, aussi, un miroir à facettes. Un miroir qui, par principe, peut et doit avoir autant de facettes que l'on souhaite : le plus étrange polyèdre que l'histoire aura connu. La légitimité n'existe pas en architecture moderne. Et celui qui la réclame, ou s'en réclame, est un usurpateur!

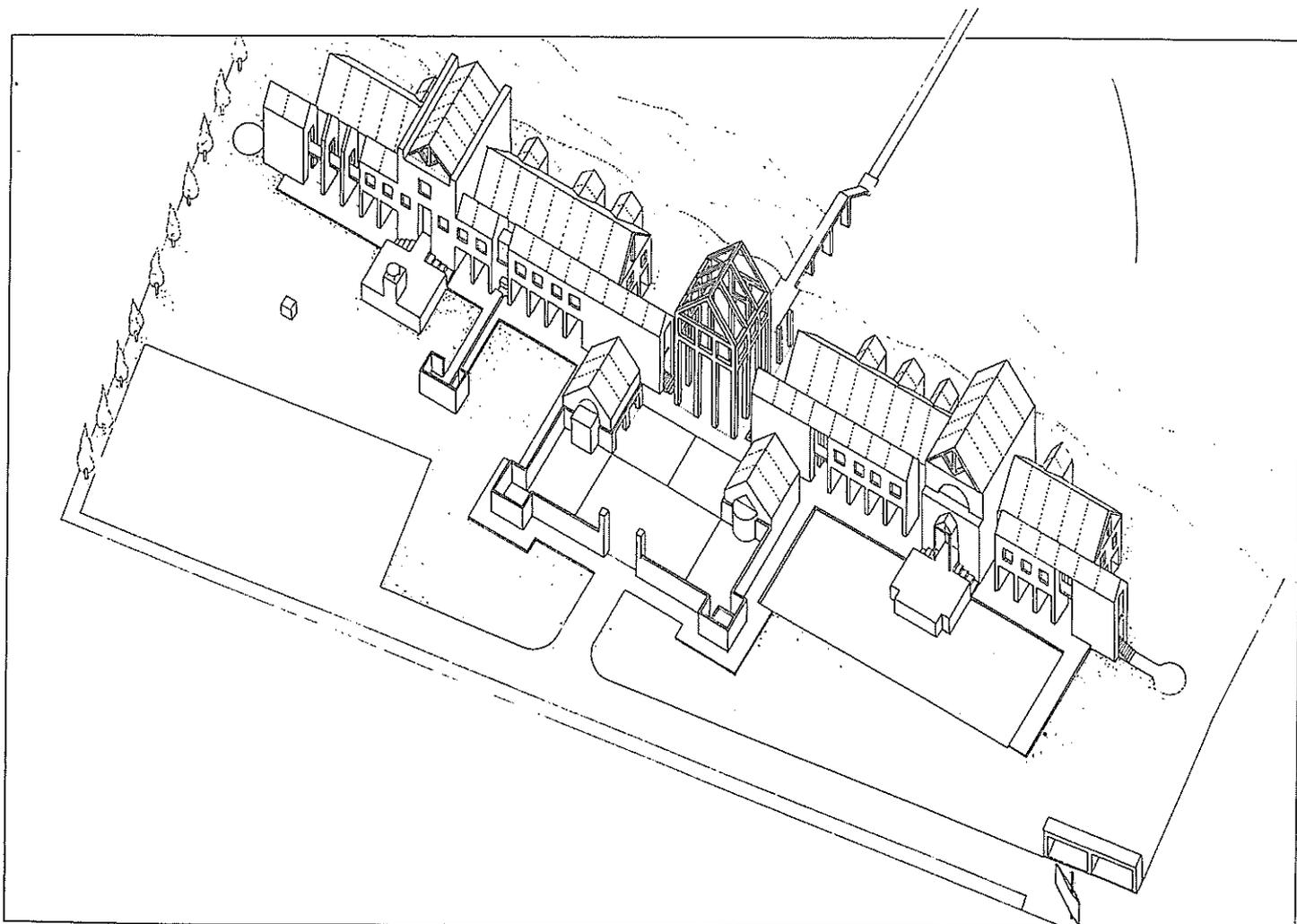
L'importance historique de l'architecture moderne est d'avoir été fondée sur une transgression et sur une licence critique et d'avoir ainsi disposé d'un fondement dialectique profond. Mais si la règle violée cesse d'être en vue, si la convention à enfreindre n'existe plus, alors ce qui fut critique devient valeur de remplacement et tout est à recommencer. Ainsi en va-t-il de toute licence et de toute transgression. L'antithèse est devenue thèse, et c'est exactement le cas de ce qu'est devenue l'architecture moderne. Aujourd'hui, la seule forme qui nous reste d'être moderne, c'est d'appliquer à l'architecture moderne les mêmes remèdes qu'elle appliqua à l'académisme.

Le XIX^e siècle marqua l'apothéose des ensembles multiformes et polysémiques : le roman en littérature, la symphonie en musique, la ville-métropole en architecture. Notre siècle, par comparaison, apparaît comme celui de la fragmentation. Après le passage du Mouvement Moderne, le roman cède la place au texte, la symphonie à la « matière-sonore », et la ville à l'urbanisation du territoire. Texte, matière sonore et urbanisation procèdent d'une pulsion commune : le dépassement d'un cadre formel ou d'un genre que l'on jugeait — à tort ou à raison — figé, contraignant et peu important. Il fallait casser le moule si l'on voulait desserrer l'étau de l'expression. Une fois réglés ces problèmes de la forme, on en vint à la mise en cause de la matière première. La première conséquence de cette double démarcation (rupture des cadres formels et révision du langage) fut la valorisation d'autres instances du processus créatif, parfois même de leur autonomisation, et l'apparition d'un nouveau type de rapport entre l'œuvre d'art et le créateur, dont Duchamp constitue le meilleur exemple.

Après avoir rappelé l'attitude de renonciation de l'auteur du « Grand Verre », insistant sur sa valeur de rédemption artistique, Montes retourne à l'architecture pour s'interroger si les motifs de l'abandon de Duchamp avancés par Octavio Paz⁴ n'y sont pas aussi des traits de la modernité architecturale.

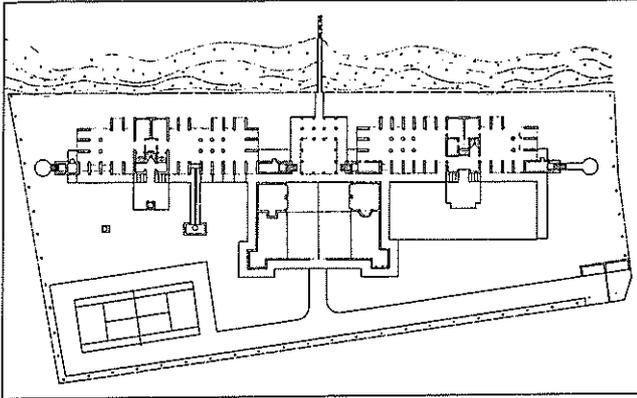
Il est exclu qu'en architecture, vu son mode de production particulier, nous puissions trouver couramment des maisons et des édifices qui soient le fruit des passions de leurs habitants, encore que les menuisiers de Californie pourraient affirmer le contraire. Mais l'auto-construction inspirée est une vague trop récente, a-urbaine et assez marginale, pour être considérée comme un effet de modernité.

Par contre, dans un registre différent et bien ancré, comment ne pas percevoir, en nous promenant dans une quelconque ville ou banlieue, que le moindre édifice moderne est un cas d'espèce qui aspire à être un cas de figure, sans pour autant donner l'impression d'être un original. Ce qui revient à dire que l'architecture part à chaque fois d'un degré proche de zéro pour tout ou rien inventer et, plus grave encore, que les normes de *convivance* entre les bâtiments — facteur indispensable à toute urbanité — ont été gommées. Jamais on n'aura été aussi exhibitionniste avec l'architecture que durant ce dernier demi-siècle! D'autre part, et l'enseignement est là pour nous le montrer, l'architecture — depuis les débuts du mouvement moderne — doute de son identité et oublie sa capacité à exister comme catégorie spécifique dans la production sociale. D'abord, l'architecte — vu le prestige de l'industrie — préférera se voir en ingénieur et accorder ainsi en conséquence son langage et ses buts. Plus tard, avec le retour du politique, il se verra en sociologue ou en assistant social. Rien n'est plus éloquent à ce propos que de suivre le destin du dessin (...) qui, de mode de représentation traditionnelle très élaboré, devint en quelques années simple instrument technique avant de pratiquement disparaître.

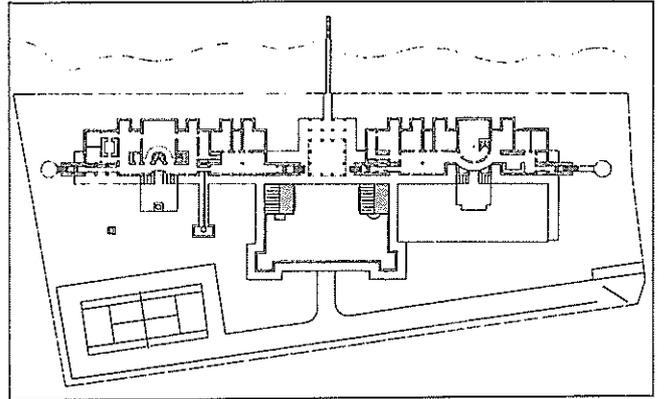


FERNANDO MONTES, 1979.
PROJET DE MAISONS JUMELÉES À SAINT-LOUIS (HAUT-RHIN),
FACE AU RHIN, POUR UN GÉOGRAPHE (LE GLOBE)
ET POUR UN MARCHAND DE MATÉRIAUX (LA PIERRE).

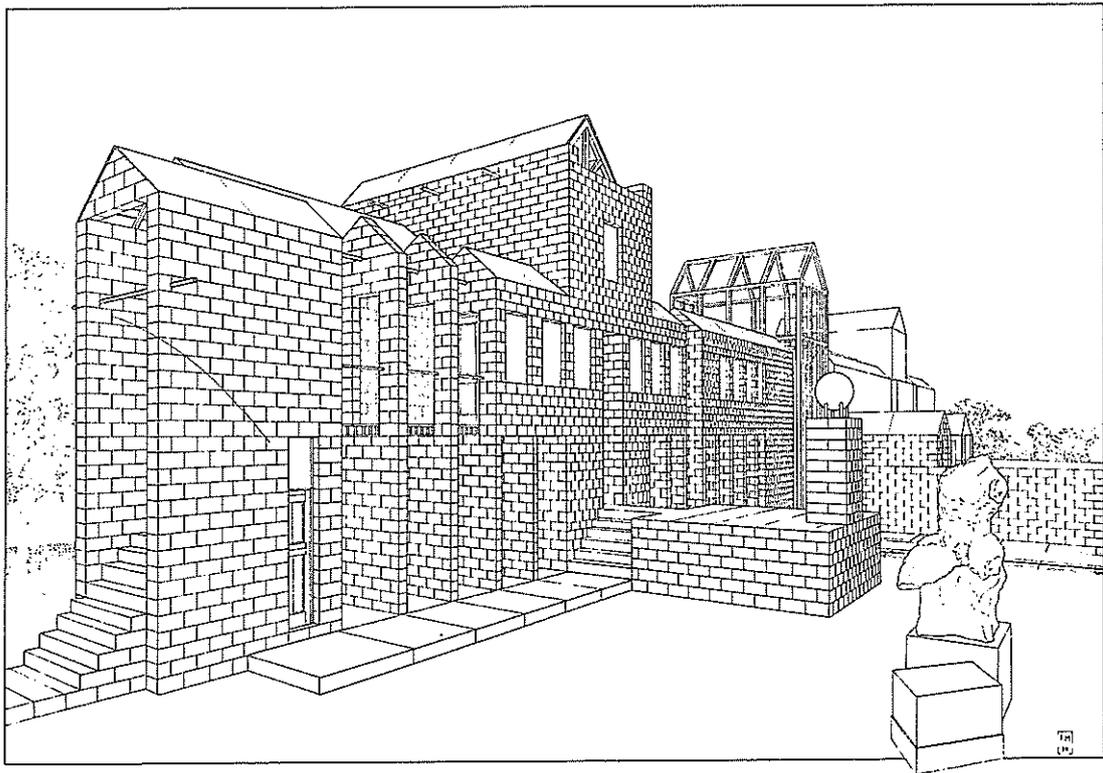
Montes étire, selon un procédé maniériste, le plan des deux maisons et sépare en deux volumes les pièces d'habitation proprement dites et la partie comprenant les portiques (au rez-de-chaussée) et les couloirs de dégagement (à l'étage). Il recrée ainsi une façade-volume, une façade-enceinte, interrompue par des espaces ouverts communs. Ce projet pourrait utilement servir de base à un exercice de constitution d'un plan pour un quartier artisanal ou pour un village agricole.



Plan du rez-de-chaussée.



Plan du 1^{er} étage.



Perspective.

Notre combat aujourd'hui ne peut être que celui de la reconquête architecturale. Une reconquête différente en chaque endroit car, pour avoir une chance de réussite, il convient que cette lutte prenne appui sur des analyses précises et sur des problèmes réels. Trop de pertes, trop de méfiances, déjà, se sont accumulées autour de l'architecture. Insensiblement, on veut nous faire croire que ceci est normal, que la recherche d'un consensus autour des valeurs architecturales n'a aucun intérêt. Mais l'architecture rationnelle n'a pas dit son dernier mot. Le fonctionnalisme, versant arrogant et triomphateur du Mouvement Moderne (ou de ses substituts actuels) n'est qu'une caricature de la raison et du pire : une forme de soumission de l'architecture aux impératifs de la production industrielle. La compréhension rationnelle des phénomènes architecturaux dans sa complexité urbaine est encore très faible, même si nous ne pouvons nier qu'un grand chemin a été parcouru depuis que l'histoire commença à être prise en considération.

Le Mouvement Moderne, dont nous sommes tous des héritiers, a besoin, pour survivre et se racheter, d'un grand projet qui ne saura esquiver les remarques suivantes :

1° L'architecture, sans rien perdre de sa complexité, doit sortir du ghetto dans lequel elle est cantonnée pour être apprise, divulguée et pratiquée à grande échelle, comme la musique ou la cuisine. Elle ne doit plus être assimilée à une tâche de médiation et d'adéquation entre les nécessités bureaucratiques ou spéculatives et les desiderata de l'industrie.

2° La destruction de la ville sous toutes les latitudes, avec l'excuse de la reconstruire ou de la développer, est imputable — tout autant sinon plus — à l'architecture moderne qu'aux erreurs ministérielles et aux abus de l'argent. Il est de notre devoir non seulement de dénoncer les horreurs qu'elle a pu engendrer mais, surtout, de chercher et d'analyser les causes d'une telle déviation. Nous ne pouvons oublier que la méfiance envers la ville, la confusion de l'urbain et du territoire, la disparition de l'espace public, l'effacement de la rue, la banalisation de l'édifice public, la priorité de la construction sur l'architecture, l'oubli de l'histoire, etc., sont des points importants de doctrine du Mouvement Moderne.

3° Depuis Alberti et la Renaissance, la seule vraie révolution qu'ait connue l'architecture est sa fixation urbaine (et cela est le mérite des XVIII^e et XIX^e siècles). Malgré ce demi-siècle parcouru sous le Mouvement Moderne, aucune autre vraie perspective n'est venue s'y ajouter. Ainsi, achever de construire la ville à un moment où elle éclate de partout, à un moment où aucun pouvoir n'y voit un investissement rentable ou une entreprise politique profitable, est notre priorité des priorités.

A l'urbanisation assurée sans problème et avec beaucoup de profits pour le marché et les médias, l'architecture a à répondre par la forme urbaine. Nous devons pour cela affûter nos armes ; préparer nos espaces publics, nos rues et nos places ; savoir bâtir le tissu urbain et le monument ; fixer des règles nouvelles à la convivance des bâtiments ; adapter nos typologies et en créer de nouvelles. Le point de vue de l'architecte urbain est une des rares parades qui restent contre la banalisation absolue de la société.

4° L'architecture est un art symbolique sans être un art descriptif. Pour cette raison, elle renvoie quelque part en même temps qu'elle fascine sur place. Elle est comme un train en marche qui regarde sans cesse les autres voies qu'il a parcourues.

Plus que tout autre art, l'architecture se réfère à elle-même, se cite à elle-même, s'alimente à elle-même, met en scène ses propres phantasmes. Toute amnésie donc, lui est interdite.

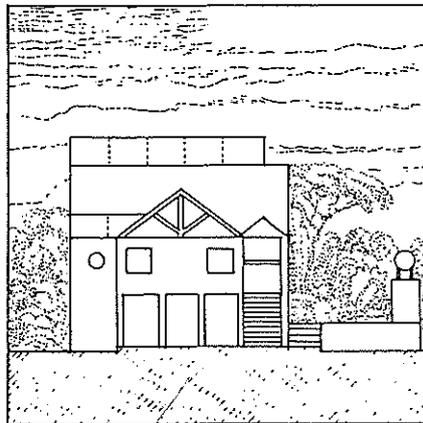
5° La construction n'est pas plus l'architecture que la cuisinière n'est le potage. Si pour cause d'équipement économique productiviste la construction a pris un tel poids en architecture, c'est qu'elle est devenue catégorie super-structurale devant laquelle il faut plier genoux. Aussi nous reste-t-il à être exigeant avec la construction et à revendiquer, à la place de la garantie décennale, la garantie centenaire...

1. Voir chapitre V.

2. Le texte qui suit est un montage où l'écriture de l'auteur et celle de Fernando Montes s'interpénètrent.

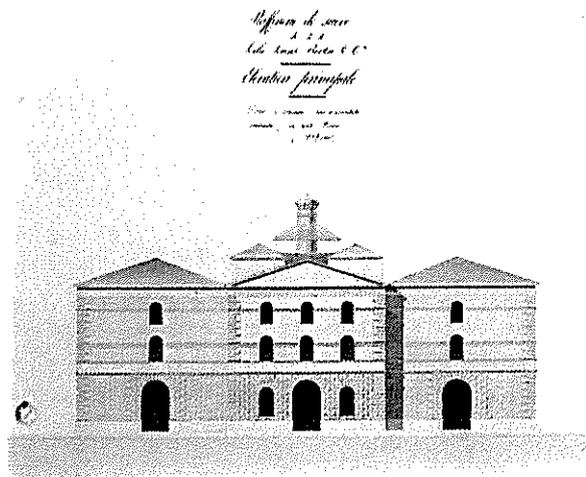
3. C'est moi qui souligne. Le texte qui suit est extrait de *Modernité et inhibition 2*, de Fernando Montes.

4. Dans *Le château de la pureté*, Octavio Paz écrit : « Certains pensent qu'une telle attitude (l'éloignement) est une désertion et, bien entendu, il s'est trouvé quelqu'un pour y voir un signe d'impuissance artistique. Ces gens-là continuent à ignorer que ce que Duchamp a mis entre parenthèses n'est pas tant l'art que l'idée moderne de l'œuvre d'art. Son inactivité est le prolongement naturel de sa critique : elle est méta-ironie. Je souligne la distinction entre l'art et l'idée de l'œuvre d'art parce que ce que dénoncent les Ready-Mades et autres gestes de Duchamp, c'est la conception de l'art comme chose, la *chose artistique* que nous pouvons séparer de son contexte vital et conserver dans les musées et autres coffres-forts... (...) Pour les anciens comme pour Duchamp et les surréalistes, l'art est un moyen de libération, de contemplation ou de connaissance, une aventure ou une passion. L'art n'est pas une catégorie à part de la vie... »



VIII

LE MYTHE DE LA CRÉATIVITÉ



Raffinerie de sucre, J.-N.-J. Durand, architecte,
1828. Archives de la Gironde, Bordeaux.

Le vide iconographique et symbolique de l'architecture « moderne » peut être expliqué par le fait qu'elle n'a jamais été de l'Architecture mais qu'elle relève plutôt de l'emballage et, dans ses exemples les plus ambitieux, d'un art de l'emballage. Or, ce n'est pas par l'emballage, même le plus ambitieux, que l'on réussira à construire la ville.

Maurice Culot/Léon Krier.

Parcourant les allées asphaltées d'une Z.U.P. tirée au cordeau, lequel d'entre nous ne s'est interrogé sur l'étrange omniprésence de l'action culturelle? Du modeste foyer culturel au somptueux Palais des Arts et de la Culture, en passant par la Maison des Jeunes ou le centre socio-culturel, aucune variante de la sacro-sainte entreprise ne saurait manquer à l'appel. A la vitrine du boulanger ou du pharmacien, sur la porte de l'église, sur les panneaux électoraux, des affiches de toute facture invitent le public à « une soirée culturelle à ne pas manquer ». Dans le sinistre d'un univers distillant toutes les nuances de l'ennui, où la vie s'étire selon les

données les mieux établies, la culture triomphe. Privés du moindre café, du moindre cinéma de quartier, de la moindre salle des fêtes, les habitants des « villes nouvelles » sont en proie — de tous côtés — aux sollicitations culturelles. Avec le budget le plus ridicule qui se puisse imaginer, paradoxalement, la culture rayonne.

A gauche, à droite, au milieu, dans la réaction et dans l'*underground*, en ville et à la campagne, en secteur bourgeois comme en quartier populaire, la culture a pignon sur rue. De la maternelle au troisième âge, les agents culturels, inlassablement, recrutent jusque dans les contrées les plus reculées. Pour ne pas être en reste, radios et chaînes de télévision se sont mises au diapason. Débats, émissions culturelles, consultations populaires sont à l'ordre du jour. Les entreprises, les clubs de voyage, les organisateurs de croisière, eux-mêmes, ont dû se plier aux exigences de l'enculturation. La culture nous cerne. Pas moyen de lui échapper. Plus la moindre chance de vivre dans la *douce innocence*, goûtant sans remord les plaisirs de la pêche à la ligne ou de la promenade dominicale. Plus le moindre risque de mourir idiot. Plus aucune opportunité de se faire élire, chef de la nation ou conseiller municipal, sans la promesse expresse d'édifier une cathédrale, ou pour le moins une chapelle, dédiée au culte du savoir éclectique!

Pourtant, il en fut de la culture comme de toute chose : la culture à son tour fut contestée. Discutée. Disséquée. Pour tout dire, la culture — *démocratique* ou élitiste — fut remise en question. Consommable, « à déguster-sur-place » ou « prête-à-emporter », la culture ne conduisait qu'à la masturbation intellectuelle, au voyeurisme esthétique ou, tout au mieux, à la sodomisation en cercle. En un mot, la culture n'était pas créative ! Il convenait donc de lui donner sa véritable dimension. Provoquer la participation. Exalter la potentialité de *création* de chacun. Bref, il fallait changer la vie ! ¹. Ainsi, avec l'apport de cette nouvelle panacée, la culture put rapidement retrouver son second souffle. Depuis, il n'est pas de secteur de la vie quotidienne qui n'ait été touché par la grâce. Du loisir-remplissage au marché de l'emploi, tout est en passe de devenir créatif. Trompe-angoisse, le mythe de la créativité doit s'entendre d'abord — selon l'expression de Bernard Huet — comme une exploitation de la matière grise. Une opération dont les principes semblent tout droit sortis d'un manuel du bricolage. Un concours Lépine remis au goût du jour et teinté de spiritualité américaine ². Afin de *démythifier* l'art et le soustraire à l'emprise de la discipline, les gourous de la créativité lancent l'expression libre. Pousser des cris d'animaux, se précipiter sur une toile blanche les mains enduites de peinture, frapper sur des boîtes de conserve, marcher sur des clous, deviennent des actes authentiquement libérateurs. Des actes, on s'en doute, inspirés le plus souvent du canular surréaliste, de la paranoïa tarifiée ou de l'exotisme orientaliste. Délivrer son quotient d'agressivité par les vertus de la créativité rythmique, théâtrale, plastique, constitue un fait jouissant des meilleures faveurs et qui, à brève échéance sans doute, sera remboursé par la sécurité sociale.

Le mythe de la créativité, auquel on prête toutes les valeurs curatives, joue également un grand rôle dans le domaine de la thérapie. L'expression libre fait son entrée dans les classes de transition et les stages d'artisanat sont hautement recommandés dans les cas de surmenage. L'oisiveté-prédélinquante de la jeunesse (lisez le chômage) constitue un champ d'investigation non négligeable et les foyers confessionnels, à leur tour, se mettent à la page. Conscients de ce nouveau marché, les artistes sans contrat se transforment en rebouteux ou en fakir de la chose créative. De l'art aux milieux d'affaires, il n'y a qu'un pas. Avec le recyclage des cadres, le mythe de la créativité gagne les conseils d'administration et les sociétés. Cette entreprise du défolement organisé ne pouvait non plus échapper à ceux chargés de veiller à la répression urbaine. Les municipalités bientôt en tireront parti en mettant à la disposition des citoyens les « murs d'expression libre ».

S'il est des « éclatements » de la plus haute vulgarité, le mythe de la créativité, lui, doit s'entendre comme « le noble éclatement ». Il joue sur le label de la qualité. Ses références, qui vont du zen au happening en passant par les méthodes les plus perfectionnées de la méditation transcendante, lui assurent le crédit spiritualiste indispensable à son rôle d'antidote. Paré des attributs de la « contre-culture », ce mythe n'est pourtant rien d'autre que le langage du pouvoir...

Après cinquante années de fonctionnalisme, le mythe de la créativité ne pouvait évidemment épargner l'Architecture. Brimés dans leur expression, assujettis à la longueur du rail de grue, *victimes* des exigences de l'industrie et de la surenchère de la technologie, beaucoup d'architectes devaient saluer avec enthousiasme l'avènement de la créativité. Enfin, on allait pouvoir se libérer de la monotonie formelle imposée par le Mouvement Moderne. Enfin, on allait voir ce que l'on allait voir ! Et, en effet, on a vu. Las des sondages, des critiques répétées, des gausseries, des pétitions des premiers comités d'habitants récriminant contre l'architecture-exploit, les manhattan-au-rabais, les cages-à-lapins pour tout dire, les Administrations allaient accueillir avec sympathie ces velléités créatives. Ce fut l'époque du P.A.N. et des concours ouverts à l'imagination. L'aide à la créativité, en quelque sorte. Enfin, les *créateurs* purent s'en donner à cœur joie. Les structures d'ingénierie, les gros constructeurs, les groupements d'entreprise eux-mêmes, se lancèrent à corps perdu dans l'innovation. Ce fut le départ d'une ère glorieuse où l'on vit les choux pousser à Créteil et les étoiles parsemer le ciel d'Ivry. Selon l'inspiration du moment, l'architecture se fit paquebot, roulotte, gruyère, nid d'abeille, œuf de Pâques, robinet et, au diapason du rétro, se mit à donner dans le chiffon. Enfin les architectes venaient de retrouver leurs prérogatives d'hommes de l'art. Enfin, ils innovaient. Sous les applaudissements des instances postmodernistes. Certains terrains vagues se transformèrent en champ d'expérimentation et l'on appela quelques cobayes de luxe à étrenner un « nouvel art de vivre ». Au mépris le plus insolent de la résistance des habitants. Dès lors, comme le dit Bernard Huet, l'architecture était devenue objet de consommation de masse. La *qualité* architecturale n'était plus ni bonne ni mauvaise mais, simplement, un des termes du marché. L'architecture d'élite, quant à elle, ayant trouvé celui des galeries d'art.

Car il est incontestable que toute innovation — toute création personnelle s'érigeant fatalement en système — ne peut aller qu'au détriment d'une priorité, d'une seule priorité, qui est la construction de la ville. « Le système urbain, écrit Bernard Huet ³, ne peut fonctionner que par l'opposition du pluriel au singulier, du commun à l'exceptionnel, du conventionnel au subjectif. Or, la plupart des architectes, au nom de l'originalité, de l'innovation et de la liberté d'expression, continuent d'appeler ville des juxtapositions incohérentes constituées d'objets architecturaux tous singuliers et insignifiants, au sens propre du terme, puisque ne se référant à aucun système urbain compréhensible par les habitants.

» Ces caractéristiques se retrouvent dans l'attitude des architectes quant au choix des systèmes constructifs et des capacités expressives qu'ils leur attribuent. Depuis les avant-gardes du Mouvement Moderne qui naturalisèrent la technique et fondèrent leur Beauté sévère sur le dénuement « véridique » des structures, jusqu'aux avatars du kitsch, des panneaux de béton moulé et des murs rideaux dorés sur tranche, les architectes (pas tous, grâce à Dieu !) ont trouvé dans cette technologie épidermique un substitut à l'esthétique défaillante des Beaux-Arts, un ersatz d'architecture, un cache-misère à la platitude inventive. Cette emphase technique, arrogante et dérisoire, souvent coûteuse et inutile (sauf pour les marchands de béton), relève d'une idéologie élitiste et mystificatrice face aux masses ébahies par une telle exhibition de tuyauterie, de portées vertigineuses et de matériaux bruts, elles qui rêvent de tuyaux bien cachés, de portées raisonnables et de béton camouflé en fausse pierre. Beaubourg (c'est pas mal !), ça les étonne parce qu'ils ne comprennent rien, il faudra donc qu'on leur explique, *comme à des enfants*. Port-Grimaud (ça pourrait être mieux !) ils aiment, parce qu'ils comprennent *tout seuls*. Ça, les architectes ne comprennent pas, c'est à eux qu'il faudrait expliquer. L'architecture, pourvu que ça tienne debout, ne se nourrit pas que de construction, ce n'est pour elle que le système *rationnel, discret et relatif* d'un procès productif contingent de la demande sociale ; quels que soient les mythes, les architectes en ont toujours une pratique impure se contentant de bricoler des syntagmes structurels, des lieux communs constructifs, et des évidences technologiques.

» Ainsi le problème de la communication de l'architecture et de son public repose sur un malentendu : une infime minorité d'individus, au nom d'une vérité infuse et d'une légitimité improbable, a la prétention hégémonique d'imposer un code esthétique, un système symbolique et un mode de vie étranger à toute une population qui continue de ne pas comprendre, de subir avec dégoût l'architecture « moderne » et de vivre obstinément

selon ses propres modèles culturels. Ce constat de divorce souvent déploré par les architectes n'a jamais ébranlé les certitudes. Au contraire, pour l'Ordre et les Syndicats, les mass-média et l'école devraient, comme en d'autres domaines, avoir pour but de reproduire et d'imposer le *bon goût* et les modèles des élites de la classe dominante.

» Le malentendu cessera le jour où les architectes comprendront que le goût des masses est une donnée respectable et que la substance de l'architecture ne réside ni dans un style ni dans l'innovation mais dans la qualité intrinsèque des « formes » et des espaces donnés aux objets banalisés.

» Les Unités Pédagogiques d'Architecture, quelles que soient leurs nuances propres, s'inscrivent encore dans la logique d'une architecture d'élite. Leur enseignement perpétue des nostalgies d'avant-garde et s'efforce vainement de combler le fossé qui se creuse entre l'architecture et son public. C'est la conception générale du système qui est en cause et les efforts courageux d'un certain nombre d'enseignants, conscients du problème, ne peuvent modifier sensiblement la situation.

» Aujourd'hui, qu'on le veuille ou non, l'enseignement de l'architecture doit changer pour survivre : il doit devenir un enseignement de masse, c'est-à-dire un enseignement qui, dans son contenu et sa pédagogie, reflète la mutation profonde et irréversible de l'architecture. »

Quels pourraient être les objectifs de cet enseignement, s'interroge ensuite Bernard Huet ?

1. Cet enseignement devrait non seulement entériner les transformations quantitatives induites par la « massification » de l'architecture ⁴ — accroissement du nombre des architectes et multiplication des instances de la pratique — mais aussi prendre en compte les mutations d'ordre qualitatif du statut des architectes. L'enseignement doit ainsi se donner comme *règle générale* la formation de *salariés*, sans exclure totalement la possibilité que certains étudiants s'orientent vers l'exercice libéral.

2. Il doit préciser les termes et l'ampleur de la *demande sociale d'architecture*, par opposition à la commande exprimée par les maîtres d'ouvrage. Il n'y a pas les modèles culturels réactionnaires des habitants et les modes de vie progressistes des architectes ; il n'y a pas le mauvais goût des masses et le bon goût de l'élite. Les modèles culturels comme la revendication de visible chez les habitants sont les *données* de base nécessaires, mais non suffisantes de l'enseignement. *L'architecture est au-delà des programmes et des styles.*

3. L'enseignement n'a pas pour mission de créer des génies, il doit préparer le plus grand nombre d'étudiants à une forme de *pratique ordinaire* et de bonne qualité. La qualité réside moins dans l'innovation que dans la *perfection* d'exécution du métier. C'est pourquoi il est urgent de reconstruire l'ensemble des pratiques théoriques et des conventions techniques qui constituent le *métier* spécifique de l'architecte. L'enseignement fournit des *modèles* que seul le *travail* des étudiants permet de dépasser.

4. Toutes les problématiques d'intervention proposées aux étudiants devront être envisagées en terme de *quantité urbaine et de répétitivité* typologique plutôt qu'en terme de développement des subjectivités fondé sur l'inédit ou l'original.

La contrainte typologique est un début nécessaire, ce n'est pas une fin en soi, car l'architecture est dans son dépassement. L'enseignement n'a pas pour but de créer des « différences », ni d'empêcher qu'elles se manifestent là où elles doivent se situer, c'est-à-dire dans une *parole* singulière inscrite dans le typique.

Enfin, il sera nécessaire de corriger, partiellement au moins, les effets de la sélection sociale ; d'une part en donnant à tous les étudiants, dès le départ, les mêmes chances d'apprentissage, d'autre part, en veillant à ce que l'évaluation du travail des étudiants se fasse sur leur *savoir* architectural et non sur leur *créativité*.

Il ne faudra pas se méprendre sur le sens du terme « enseignement de masse » : il ne s'agit pas d'un système permettant d'enseigner à moindres frais des effectifs d'étudiants pléthoriques, ni par conséquent de réduire les

taux d'encadrement. Au-delà d'un seuil numérique critique, il se produit une sélection automatique « par omission », qui écarte les étudiants incapables de s'auto-enseigner.

Comme on s'en doute, ces déclarations courageuses publiées par la revue *A.M.C.* dans le cadre d'un débat sur l'enseignement ne reçurent que sarcasmes de la part du milieu professionnel. Comme l'écrit Philippe Lefebvre⁵ : « La quasi-totalité des réponses que l'article de Bernard Huet a suscitées, la naïveté et la confusion intellectuelle dont elles témoignent, leur inopportunité politique, font craindre que le débat n'aura pas lieu et qu'aussitôt entamée, la réflexion à laquelle incitait Huet ne s'ouvre que sur le silence. »

La polémique est close, dit *A.M.C.* A vrai dire, elle n'a pas commencé. Ni dans les colonnes de cette excellente revue, ni au colloque sur l'enseignement, réuni à l'initiative de la Société des Architectes Diplômés par le Gouvernement, à Paris les 2 et 3 juin de cette année. Là aussi, confusion et naïveté : les débats allaient souffrir des mêmes maux. Agaçante maladie d'une profession qui se refuse à regarder la réalité telle qu'elle est. A vouloir poser tous les problèmes à la fois (...); à réclamer pour l'enseignement de l'architecture le niveau le plus élevé — universitaire supérieur ou supérieur universitaire? — le colloque de la S.A.D.G. s'est finalement condamné à être inoffensif.

L'énoncé de son ordre du jour relevait d'ailleurs plus d'un enseignement professionnel prémâché que de celui, tant convoité, de type universitaire. Seule l'Ecole de la Cambre proposa une position qui, à force d'être simple, parut radicale : celle de l'autonomie pédagogique maximale des écoles, tant au niveau national qu'euro péen, unique donnée possible d'un programme commun européen de l'enseignement de l'architecture, la redéfinition indispensable des pratiques de l'architecture et de son enseignement ne pouvant s'opérer qu'entre petits groupes, école ou groupe d'écoles, et forces progressistes, associations de travailleurs, comités d'habitants. Entre un colloque inutile et un débat qui n'a pas eu lieu, il semble urgent, en vue de relancer la polémique, d'ajouter au propos de B. Huet, le corollaire indispensable à l'exigence formulée par La Cambre : l'autonomie totale des écoles vis-à-vis de la profession. Ne pas opérer cette rupture rendrait tout débat sur l'enseignement extrêmement difficile.

« MESSIEURS LES ARCHITECTES, NE TOUCHEZ PAS À L'ENSEIGNEMENT DE L'ARCHITECTURE! »

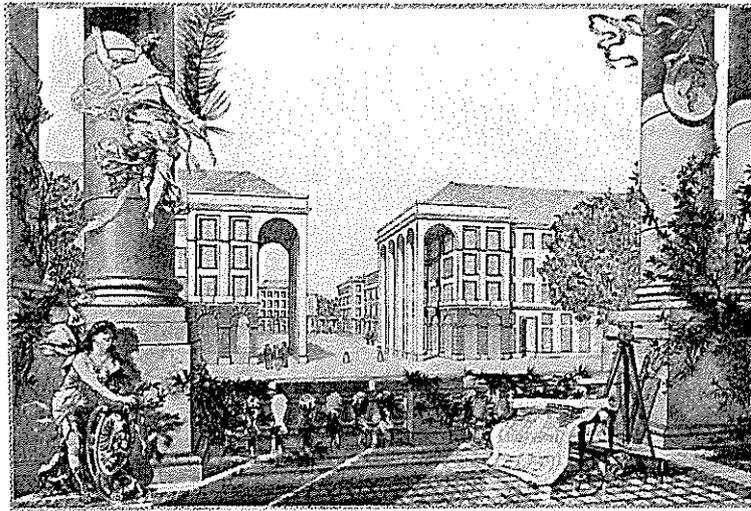
1. Sans doute la présence de Rimbaud à « la Grande Borne » n'est-elle pas étrangère à cette exaltation.
2. Comme Bernard Huet, j'ai consulté les dictionnaires de langue française pour y découvrir le mot *créativité*. En vain, ce mot est américain!
3. Le texte qui suit est extrait de « Point de vue sur l'enseignement », *A.M.C.*, n° 44.

4. « On assiste en effet à un phénomène de *massification* de l'architecture dans nos sociétés, qu'il ne faut surtout pas assimiler, comme l'ont fait certaines théories simplificatrices, à la production de masse des objets bâtis par l'industrie. Parler de massification de l'architecture, c'est évidemment constater une mutation complexe d'ordre quantitatif et dont les effets qualitatifs induits ne sont pas encore complètement perceptibles. Il ne faut pas réduire la *quantité* à la seule masse produite ou à une simple transformation des instances productives. Cela veut dire qu'aujourd'hui, l'Architecture recouvre tous les secteurs de la production du bâti (même si les architectes interviennent minoritairement dans cette production). Cela veut dire aussi que le pouvoir d'architecture a totalement échappé aux habitants et qu'il est monopolisé par des spécialistes (qui ne sont pas tous des architectes). Cela veut dire enfin, que l'architecture est devenue un objet de consommation de masse, même à travers l'image dérisoire qu'en donne une maison sur catalogue. » Bernard Huet, *op. cit.*

5. Philippe Lefebvre, « Sur l'enseignement de l'architecture », *A.A.M.*, n° 14.

IX

TRADITIONS ET LUTTES URBAINES



Vue, depuis le balcon royal, des portiques d'entrée de la nouvelle place, créée derrière le Palais du Roi.
B. D'Helft, M. Verliefden, La Cambre, 1978.

L'industrie serait-elle liée à la ville ? Elle serait plutôt en connexion avec la non-ville, absence ou rupture de la réalité urbaine.

Henri Lefebvre.

Le déclin de la ville — la ville traditionnelle — est étroitement lié au développement sauvage du capitalisme. C'est là une évidence qu'on ne répétera jamais assez. Ce système, comme on l'a dit maintes fois au cours de ce colloque, renforcera la vieille rupture entre ville et campagne jusqu'à ce que le village s'intègre à l'industrie et à la consommation de ses produits. Jusqu'à ce que le tissu urbain gagne peu à peu les zones rurales et que les métropoles colonisent les cités de petite et moyenne importances. Jusqu'à ce que l'urbain se réduise à l'industriel. Jusqu'à ce que se brise l'outil ancien. A partir de ce moment, comme le fera remarquer René Schoonbrodt, l'artisan sera coupé progressivement de la classe ouvrière. De même que la bourgeoisie non monopoliste se verra dépossédée du pouvoir économique — même si son niveau de vie reste élevé — et, également, du pouvoir politique, le rôle de l'Etat étant jusqu'à présent celui d'appuyer la pénétration structurelle du capital monopoliste. Dans ce contexte, l'outil se fragmentant entre de multiples spécialités, l'implantation des

activités humaines sur le sol se fragmentera également. La conurbation — internationale — (à l'image de la Rhur) tend à remplacer la ville. Celle-ci, dès lors, ne joue plus qu'un rôle partiel dans le développement, sauf dans le contrôle économique et politique de l'ensemble.

Que cette emprise croissante du capital conduite à la destruction de la ville ou, plus exactement, de la cité familière, cela est indubitable. Pourtant René Schoonbrodt préfère parler de destruction sociale : « Ce qui est d'abord menacé, c'est la réalité humaine. » Comme il se refusera à faire du lieu commun de la spéculation la pierre maîtresse de son discours. Parce que la spéculation, quelle que soit son ampleur, relève bien davantage des effets que de la cause elle-même.

En raison de la concurrence, l'érosion du profit conduit aujourd'hui les multinationales à se livrer une lutte sans merci. Bénéficiant déjà de la gratuité des structures d'accueil payées par les pouvoirs publics soucieux de faire tourner l'entreprise, les grands pools ne peuvent assurément régner qu'en faisant supporter leurs charges à la communauté, qu'en spéculant sur les salaires, qu'en se développant sans cesse afin d'écouler leurs produits. Pour cela, il ne fait aucun doute que « le processus de production industrielle contemporain exige que les grandes structures économiques maîtrisent (soient les maîtres) de l'urbanisation ». La survie des monopoles financiers reposant sur une forte gestion bureaucratique, les structures qui en découlent s'installeront donc spontanément en milieu urbain en raison des avantages et des passe-droits qu'elles peuvent en retirer. « La ville devient donc élément indispensable de fonctionnement industriel. C'est par elle que pourra alors s'opérer le contrôle des structures monopolistes sur l'ensemble du corps social », renforçant du même coup le pouvoir économique sur le politique et le culturel. Ce besoin d'accaparement de l'espace urbain ne pouvait donc être satisfait que par l'intermédiaire d'une entreprise d'exclusion de l'habitant. Ainsi, si le projet de réseau autoroutier urbain de 1967 — pour inutile qu'il soit — parvient à être mené à bien, ce sont des dizaines de milliers de Bruxellois qui, à leur tour, devront quitter la ville.

Si le déclin de la ville a pour effet de renforcer les inégalités structurelles, il ne fait pas de doute pour R. Schoonbrodt que « la lutte contre ces inégalités passe par la révision des modes de l'industrialisation, celle-ci passant par la reconstruction de l'espace urbain de la cité européenne. Mais cette révision et cette reconstruction ne seraient que comédie si elles cherchaient à conduire à une structure de pouvoir pré-industrielle ou proto-industrielle à la ville et féodale à la campagne ». Il s'agit moins de sauver des pierres que de sauver des gens ! D'où la mission future des Comités d'habitants. Car quelles que soient les complexités politiques et les réserves à émettre quant à un excès d'illusion, seules les luttes urbaines — à l'échelon d'un quartier et de l'Europe — peuvent aujourd'hui enrayer le processus de désintégration de la ville et, par voie de conséquence, du territoire.

Les réserves que je viens d'évoquer ont été suffisamment débattues dans les derniers numéros de *A.A.M.*¹ pour avoir à y revenir ici en détail. Disons simplement que cette reconstruction européenne n'aurait aucun sens véritable si, selon René Schoonbrodt, elle n'était contrôlée par les habitants eux-mêmes et si elle n'allait dans le sens « d'une transformation de la société industrielle vers une société où la lutte contre les inégalités est le souci premier ». Toute action qui, à mon avis, ignorerait cette finalité, n'aboutirait au mieux qu'à la recréation du « Village suisse ». D'où l'importance de la question de Schoonbrodt : « Reconstruire la ville européenne, certes, mais pour qui ? » Si la réponse est : au profit de la moyenne bourgeoisie, il va de soi que le combat est dépourvu de toute motivation. Encore qu'il ne faille pas s'illusionner « sur l'état de conscience politique des habitants militant au sein des comités de quartier. A part quelques cas particuliers, et rarement dans les premiers temps de l'action, les habitants en lutte ne font guère le lien entre luttes urbaines et luttes des classes »². Pourtant, « les luttes urbaines, quand elles sont menées directement ou non contre l'accaparement de l'outil que constitue la ville, rejoignent — par nature — les luttes que les travailleurs mènent dans les entreprises et dans la vie locale, régionale et internationale pour avoir la maîtrise de la vie économique, le contrôle des appareils de production. Mettre des habitants en ville — lutter pour y garder les plus nécessiteux — c'est directement affronter la structure de production industrielle.

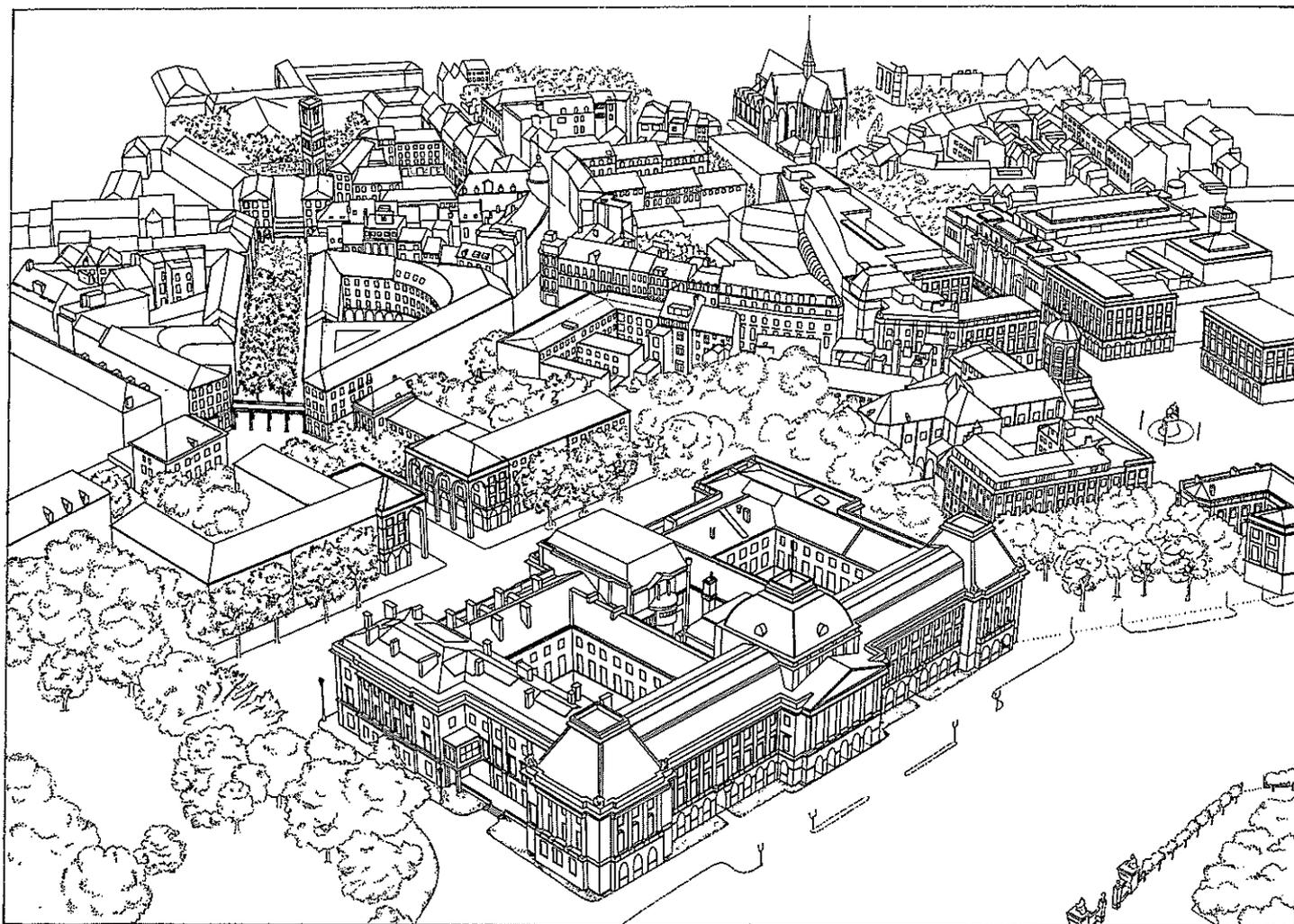
» *Travailleurs et habitants* ne sont pas convaincus des solidarités qui les unissent; c'est un fait qu'il faut reconnaître, mais c'est là une question d'information, de formation et de patience. Quand les luttes urbaines (en tant que recherches de certaines valeurs et mouvements sociaux) seront assumées par le Mouvement Ouvrier, à ce moment-là, elles prendront la plénitude de leur sens. »

Pour Schoonbrodt, il ne fait donc pas de doute « que les luttes urbaines ont tout à gagner — en tant que processus conflictuels — en utilisant le champ urbain traditionnel plutôt qu'à s'orienter vers les directions de l'utopie »³.

Cette réflexion nous amène donc au troisième volet de l'entretien du président de l'A.R.A.U., consacré au problème des formes urbaines et au recours à la tradition induit dans le thème même de la reconstruction européenne. En quoi, en effet, ce choix des valeurs de l'architecture et de l'urbanisme traditionnels peut-il se révéler intéressant pour les habitants? Pour quelles raisons le progressisme politique doit-il, dans la pratique des luttes urbaines, s'appuyer sur une telle permanence? Et en quoi l'esthétisme futuriste pourrait-il concerner les travailleurs? Encore que la réponse — en toute logique — brûle les lèvres, poussons plus loin l'interrogation. Que signifie, par exemple, l'innovation technologique? Imaginons un train, aux lignes pures, conçu selon les recherches les plus avancées du design international. Un train rempli de touristes et d'hommes d'affaires qui, comme on le sait, constituent l'essentiel de la clientèle des trains de luxe. Un train avec salon de coiffure, boutique-shop et ambiance-« disco ». Imaginons ce train, lancé à 200 km/h, vu d'un village où jamais ce train ne s'arrêtera. Dans une contrée où tous les trains ont été supprimés. Imaginons ensuite un immeuble d'aujourd'hui, conçu selon les techniques les plus avancées de la construction. Avec sur la façade, toute la gamme du sottisier de l'architecture « moderne ». Et en prime, pour donner à réfléchir, un diorama représentant l'architecte dialoguant avec Rimbaud (Changez la vie!). Imaginons maintenant cet immeuble vu de l'intérieur, depuis la réalité d'une boîte à chaussures, avec du « tapis plain » dans la salle de bain, dans la cuisine, dans les W.C., sur les murs... Disons-le donc une fois pour toutes : l'innovation technologique, loin de concerner la population, ne peut servir que les intérêts du secteur privé.

Nul donc ne contesta au cours de ce colloque le bien-fondé de cette association « à rebours », en opposition aux épousailles sacro-saintes mariant, dans un élan chaleureux, l'innovation formelle et technologique au progressisme. Ce couple hypocrite et bancal, au visage rassurant, jouissant d'une réputation au demeurant indéfectible. Il ne semble guère discutabile en effet que l'image familière de la ville puisse amplement favoriser la mobilisation des habitants. Toutefois, la préoccupation de Schoonbrodt va bien au-delà. Si la reconstruction de la ville passe par la rénovation et la réhabilitation, cette dernière ne consiste pas à remettre des briques à l'ancienne! Pour lui, l'enjeu ne peut, évidemment, se limiter à l'esthétique.

L'adhésion de Schoonbrodt à la réappropriation de la tradition doit donc s'entendre comme une stratégie. Comme la reconnaissance d'une base d'action dont l'enjeu n'est et ne peut être, encore une fois, que le contrôle de l'outil urbain par les travailleurs eux-mêmes. Le resserrement (et le respect) du tissu urbain, en tant qu'organisation de l'espace, induit incontestablement une liberté plus grande que l'urbanisation ouverte qui, elle, favorise amplement le contrôle social. La continuité de la rue, des constructions, des jardins, des espaces publics ou encore, la densité de l'habitat, le mélange des fonctions (en opposition à la vieille ségrégation verticale et à la compartimentation actuelle), marquent des priorités auxquelles sont évidemment sensibles les comités d'habitants. De même pour le choix des matériaux, car si personne « n'attrape des boutons avec le formica, il n'empêche qu'il convient de l'employer avec prudence! ». A ce propos, il n'est pas superflu de rappeler que l'utilisation du béton exige une énergie six fois supérieure à celle de la pierre ou de la brique traditionnelle. « Il y a donc cohérence — du moins quand on participe aux soubresauts de la lutte urbaine — entre la volonté politique de (ré)appropriation de l'outil urbain au profit des travailleurs et d'opter pour la permanence d'un urbanisme traditionnel qui, d'ailleurs, n'a plus rien de commun avec ce qu'était l'équipement des villes anciennes. »

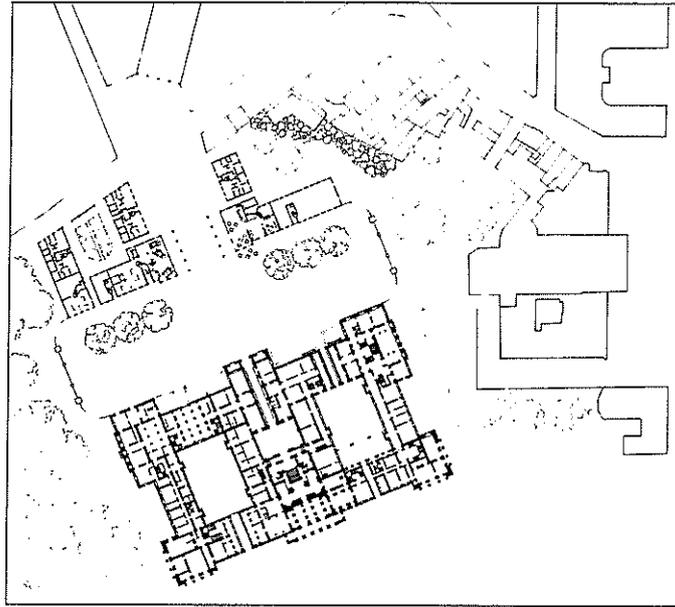


Vue d'ensemble du nouveau tracé dans le quartier des Arts.

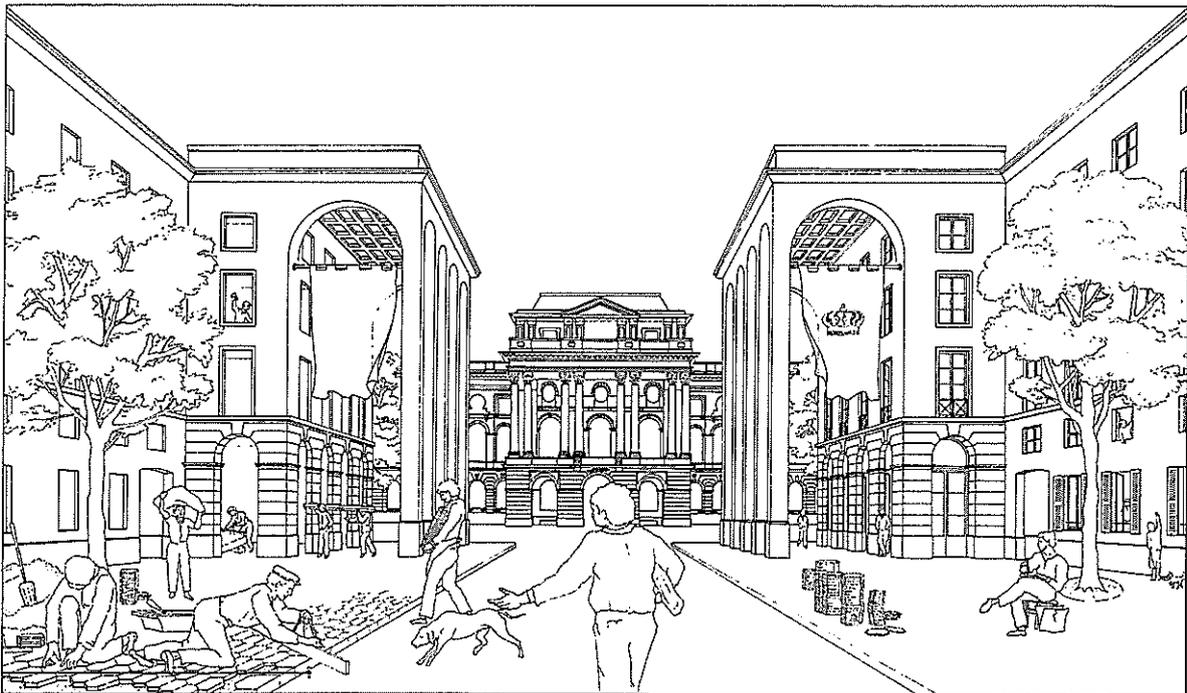
PROJET POUR LE QUARTIER DES ARTS À BRUXELLES.
BRIGITTE D'HELFT, MICHEL VERLIEFDEN, LA CAMBRE, 1978.

Situé sur le plateau supérieur de la rive droite de la Senne délimité par la deuxième enceinte, le projet s'insère dans le tracé urbain existant datant du XVIII^e siècle et dominé par trois lieux signifiants de Bruxelles : le Palais Royal, le Parc Royal et la place Royale. La domination flagrante des secteurs tertiaire et quaternaire, qui a toujours été favorisée, même cautionnée par la politique du pouvoir soumis aux intérêts financiers et de prestige, a contraint cette partie de la ville à devenir un quartier inhabité et quelque peu inappropriable. Le

but poursuivi par le projet n'est pas d'offrir un modèle exemplatif d'architecture mais bien d'ouvrir un débat sur la question de l'aménagement de ce quartier et par-delà de la ville. Le projet figure un nouveau tracé urbain qui relie le Palais Royal, par la création d'une nouvelle place à l'arrière de celui-ci et une succession d'espaces publics clairement définis et hiérarchisés, à la Caserne des Grenadiers qui serait désormais affectée au logement social.



Plan de la nouvelle place du Palais Royal.



Les portiques d'entrée de la nouvelle place du Palais Royal encadrent l'avant-corps central de la façade de Balat.

En dépit de cette prétendue cohérence, certains pourront se demander si les luttes urbaines ne sont pas conservatrices? Ce choix, après tout, n'est-il pas davantage celui d'une moyenne bourgeoisie plutôt que celui de la classe ouvrière⁴? Il convient donc de formuler clairement pourquoi elles ne le sont pas et contrecarrer ainsi l'argument dont use la bourgeoisie « moderniste » pour en contester la légitimité. Après avoir admis que « le droit à l'expérimentation, à la recherche, à la contestation est un droit fondamental que doit reconnaître toute société socialiste » (aussi longtemps que cette expérimentation n'engendre pas une société de répression), René Schoonbrodt s'appliquera à éclaircir le débat. « Non, les luttes urbaines ne sont pas conservatrices. » Dans la mesure où il ne s'agit pas de favoriser une restauration tendant à renforcer les structures sociales dominantes, mais d'une reconstruction qui, au contraire, entend les modifier. De même que cette reconstruction « repose sur une modification des structures de production, tant dans le domaine de l'espace que dans celui de l'ensemble des biens consommables ». Cependant, le plus important pour lui reste que ce débat relatif aux formes urbaines du passé soit abordé au sein même de la pratique des luttes. « Il s'agit d'organiser un rapport de forces — ce qui se dit, en termes militaires, être capable de mobiliser des populations — sur des objectifs précis, tangibles. Présenter la ville comme un outil de développement — et par conséquent comme un outil révolutionnaire — n'a pas de sens, si l'on ne dit pas de quelle ville il s'agit. Or, c'est celle de tous les jours — améliorée sans doute — qui est la plus chargée d'une force de conviction. Il ne s'agit pas de débattre des qualités respectives de chaque système utopique. Il s'agit essentiellement de ne pas être dépossédé de l'outil urbain. Il s'agit de maximaliser les bénéfices des travailleurs — c'est-à-dire des victimes de la société postindustrielle — de lutter contre la prise du pouvoir. Tel est l'enjeu. »

C'est pourquoi Schoonbrodt insistera sur le risque évident d'une tentative d'embourgeoisement des Comités d'habitants dans le but d'en exclure les travailleurs. Si le *traditionnel* peut être un point d'accrochage pour une alternative, il ne faut pas nier — c'est moi qui le souligne — certaines exigences de modernité de la classe ouvrière. Rien ne peut être plus dangereux que certains discours prenant les gens à rebrousse-poil. Il ne faut pas se faire d'illusion : il s'agit là d'une entreprise de longue haleine. La prise de conscience sera lente, pourtant la mobilisation pour la sauvegarde de quelques arbres peut remettre beaucoup de choses en cause et, surtout, dévoiler aux yeux de tous que ces multiples agressions sont bien le fait d'un même pouvoir.

Pour conclure, Schoonbrodt fera valoir — selon son expérience — ce qui ressort du désir des habitants. Ce que veulent les Comités, ce n'est pas le pouvoir mais le contrôle sur les décideurs. Contrôler le processus de l'urbanisation et, de plus, être pleinement associés à l'entreprise de reconstruction. Car s'ils acceptent le jeu des règles démocratiques, les comités ne peuvent plus admettre que ce jeu se déroule toujours à sens unique. D'où la nécessité, notamment, d'une régie de production pour la mise en œuvre de la réhabilitation⁵, d'aborder le problème des terrains en jachère, de faire pression pour les impositions, de pousser la population à réinvestir dans le logement, etc. Au-delà des apparences, l'action des Comités d'habitants dépasse la passé et s'inscrit pleinement dans le processus des luttes ouvrières présentes et à venir⁶.

1. Voir *A.A.M.* depuis le n° 9.

2. À préciser que René Schoonbrodt fait ici référence à l'expérience de Bruxelles. Il n'est pas évident que ce raisonnement soit valable pour certaines villes comme Barcelone ou Madrid par exemple.

3. A ce propos, Léon Krier et Maurice Culot écrivent : « Situer les luttes urbaines dans le cadre de la lutte des classes demande des efforts internes énormes, et des circonstances locales encourageantes ne peuvent nous faire oublier qu'il est nécessaire d'en référer à l'utopie sociale, puisque c'est à elle qu'il revient de précipiter un front d'opposition cohérent au processus de fragmentation issu de la division sociale du travail. Processus que l'ordre capitaliste oppose avec succès au changement et utilise comme dissolvant du fait de la lutte des classes. » « L'unique chemin de l'architecture », *A.A.M.*, n° 14.

4. A ce sujet, Schoonbrodt précise : « Mais existe-t-il un modèle issu de la classe la plus culturellement dominée ? De façon autonome, il ne semble pas. Il s'agit sans doute pour la classe ouvrière de récupérer à son profit un modèle venu d'ailleurs en intensifiant tous les facteurs qui accroissent la solidarité des travailleurs. »

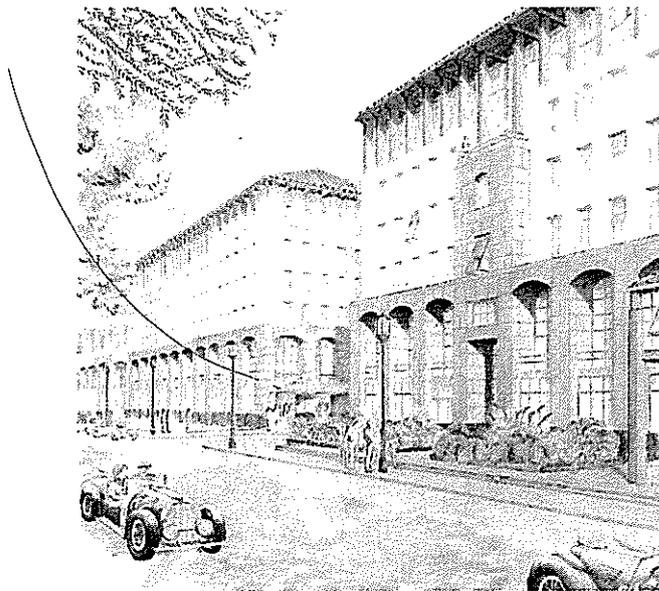
De son côté, Patrice Neirinck écrit : « ... Par ailleurs, justifier une démarche en ne donnant à la masse que ce qu'elle connaîtrait (ou ce que révèle la mémoire collective) n'a plus guère de sens. Le contexte a changé depuis le temps où les premiers esprits socialisants s'insurgeaient des conditions d'habitat dans la ville. Les progrès accomplis dans divers domaines ont radicalement transformé (ou pourraient) les conditions dangereuses et dégradantes qui furent l'inévitable accompagnement de la vie dans les grandes villes. La revendication du concept historique de ville européenne n'est donc pas nécessairement liée à des idées conservatrices, mais peut être entièrement conditionnée par les contingences des luttes urbaines. » « La lente désillusion », *A.A.M.*, n° 15.

5. D'après Pierre Laconte, il resterait actuellement 400 maçons (ouvriers émigrés compris) pour toute la Belgique.

6. A noter que l'entretien de René Schoonbrodt ne portait pas sur l'expérience de l'A.R.A.U. Pour tout ce qui concerne ce mouvement, se reporter à « l'A.R.A.U. : bilan et perspectives après cinq ans de luttes urbaines », *op. cit.* Ou, mieux encore, abonnez-vous au nouveau mensuel *La ville et l'habitant*, le bulletin de liaison des comités d'habitants de l'agglomération bruxelloise ! Les textes de R. Schoonbrodt inclus dans ce chapitre sont extraits de : « Traditions en architecture et en urbanisme : leur sens dans les luttes urbaines. » *A.A.M.*, n° 12. Voir également de René Schoonbrodt : « L'attitude anti-industrielle », *A.A.M.*, n° 15.

X

LE DROIT À LA VILLE



Le nouveau boulevard du quartier Nord, Bruxelles.
S. Birkiye, G. Busieau, P. Neirinck, La Cambre, 1978.

La beauté et la magnificence d'une ville dépendent principalement de trois choses, de ses entrées, de ses rues, de ses bâtiments. En la parcourant d'un bout à l'autre, il faut qu'on y trouve de l'ordre et une sorte de confusion. Il faut que tout y soit alignement, mais sans monotonie et que d'une multitude de parties régulières, il en résulte en total une certaine idée d'irrégularité et de chaos... Tel le prodigieux désordre de l'ordre naturel.

M. A. Laugier (cité par R. L. Delevoy).

Les Marolles sont le quartier populaire de Bruxelles par excellence. Là où, en dépit de la menace, survit l'âme d'une ville bradée au plus offrant. D'une ville-putain, encore que le mot soit faible, telle que la qualifia un jour sans ambages René Schoonbrodt. Cernées par un univers que la décence elle-même ne saurait empêcher de qualifier de *fasciste*, les Marolles constituent le dernier bastion de la *différence*. Un souffle de liberté aux

portes d'un monde engagé. Un îlot de vie. Un îlot, oui, mais à l'inverse de ce no man's land du voyeurisme, de la putocratie et de la turpitude qu'est l'îlot sacré, les Marolles sont un îlot d'espoir.

Ce quartier est de ceux où l'histoire, toujours, s'écrit en lettres de sang. Et, au risque de paraître pompier, j'ajouterai : avec le sang des travailleurs. Comme lors de ces affrontements tragiques du siècle dernier au cours desquels les ouvriers durent combattre les forces de l'ordre à propos du suffrage universel. Symbole s'il en fut, c'est au nord du quartier que Horta édifia en 1895 la défunte *Maison du Peuple*. En 1854, les Marolles — fief des anarchistes — connaissent leur première mésaventure architecturale avec la percée de la rue Blaes destinée à favoriser l'infiltration policière. Puis ce sera la construction du Palais de Justice, en 1866, entraînant l'amputation de quatre îlots et la déportation de nombreux habitants. Il paraît qu'aux Marolles, depuis ce jour, le mot *architecte* est la pire injure qu'on puisse se lancer à la face. Quel dommage que la coutume ne se soit étendue à la ville tout entière, peut-être cela eût-il activé la prise de conscience populaire ! Puis vint la jonction Nord-Midi, endommageant les secteurs des Brigittines et de la Querelle, et — bien sûr — les grands desseins modernistes...

En 1950, la population qui, depuis l'après-guerre, se préoccupe de la question des taudis, parvient à sensibiliser le roi fraîchement émoulu qui se propulse jusqu'aux Marolles. Baudouin I^{er} s'émeut. La royale visite aura en fait pour conséquence de faire disparaître les impasses, marquant ainsi le coup d'envoi de l'opération-hygiène. Là aussi, avec un rare bonheur, les C.I.A.M. ne vont pas tarder à triompher. En 1969, un siècle après l'édification du mastodonte de Poelaert, revient l'affaire du Palais de Justice. Ce qui, pour un quartier en butte à toutes les tracasseries, ne manque pas d'un sinistre humour ! Mais cette fois la population ne va pas tarder à réagir. Aux visées expropriatrices de l'Etat, qui envisage l'implantation d'un nouveau complexe administratif au cœur même de la Marolle, les habitants répondent avec vigueur. Menacés de mort, ils refuseront d'obtempérer à l'arrêté royal de février 1969. Mieux : en signe d'anniversaire, une assemblée générale est célébrée le 14 février 1970 à laquelle participent près de quatre cents Marolliens (soit 1/3 des personnes concernées). Au cours de cette assemblée, les assistants — marquant leur volonté politique — se mettront d'accord sur le principe de la rénovation à partir des quatre points suivants :

- 1° destination du quartier au logement social, au petit commerce et à l'artisanat ;
- 2° respect des gabarits et des tracés actuels ;
- 3° acceptation d'une augmentation des loyers sur la base maximale de 25 % ;
- 4° rénovation réalisée par phases successives et confiée à des architectes différents.

Amputées (des 50 ha restants, 22 sont réservés à des services divers), dépeuplées (12 000 habitants au lieu de 45 000 au lendemain de la guerre), les Marolles résistent. En proie aux problèmes endémiques propres à ce type de quartier, c'est-à-dire le vieillissement de la population, le fort contingent d'émigrés (30 %) et, en conséquence, le risque de fuite des autochtones, les Marolles deviennent un symbole de la résistance urbaine. Sous la pression des habitants, la rénovation est approuvée provisoirement par la Ville de Bruxelles en 1971 et entérinée par l'arrêté royal du 10 octobre 1974. Cette même année, en dépit des mesures de protection dont jouissent les Marolles, le quartier sera victime d'une nouvelle agression avec le projet d'extension de l'hôpital Saint-Pierre.

Le terrain de l'action situé, quels sont les éléments que l'on peut tirer de cette expérience et en quoi apparaît-elle comme exemplaire ? Jacques Van der Biest, grand artisan de ce Comité Général d'Action des Marolles, n'eut de peine à nous convaincre tous que la grande victoire remportée ici, sur le lieu d'élection du chantage capitaliste, devait s'entendre d'abord comme le fruit d'une aventure menée par la population tout entière. Je dis « n'eut de peine », dans la mesure où le langage de Van Der Biest est avant tout un langage du cœur. A travers l'engagement de cet homme aux prises quotidiennement avec la réalité d'un quartier populaire, la déclaration de R. Delevoy — « Comment la ville pourrait-elle vivre sans amour ? » — trouve son véritable sens. Après avoir évoqué la renaissance des Marolles, marquée par la création d'un journal mensuel (*Le*

Marollien), le développement des cours de langues, la présence de trente groupes de base œuvrant sur le terrain, Van Der Biest insistera sur le sens de cette rénovation : « Il y a dans la Marolle une volonté de vivre ensemble (exprimée folkloriquement par l'allégorie du tonneau opposé au bac de bière) qui l'a amenée au refus de disparaître. Au nom du *droit à la ville*. Au nom de la démocratie comme forme normale prise par *l'établissement humain*. « Une certaine forme de démocratie qui, à Bruxelles, existe depuis 1138. »

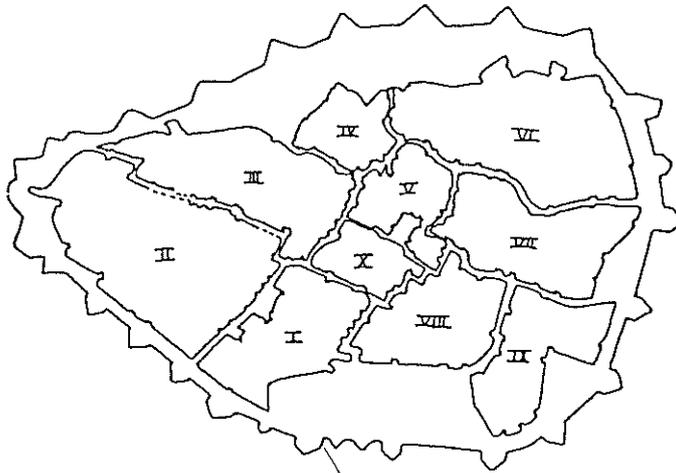
Le droit à la Ville! L'expression est belle, mais que recouvre-t-elle au juste? Depuis l'ouverture du colloque, des mots sans cesse reviennent, vidés le plus souvent de leur sens. Des vocables-panacées arrangés à toutes les sauces : culture, concertation, participation. Et ce mot *anarchie* utilisé par plusieurs orateurs pour dénoncer le désordre capitaliste. Un comble! Encore que je sois, comme on dit, bon client, je me méfie quelque peu de ces tournures plaisantes, reprises en chœur chaque fois que le changement de cravate l'exige. Et de quelle ville s'agit-il, comme dirait Schoonbrodt? Pourtant, par le simple « double-jeu » d'une lettre, tout se met à changer. La formulation enfin s'éclaire lorsque Van Der Biest exige « le droit à Sa ville ». La Ville de Chacun. Le droit à l'espace social. Le droit à la différence. Ce droit sans la reconnaissance duquel la Cité, irrémédiablement, se transforme en instrument du totalitarisme. Refusant au citoyen toute médiation possible. Pour faire ressortir pleinement la motivation de ce droit, le vicaire de la Marolle contera l'anecdote de ce clochard du quartier, vivant dans un sous-sol cerné jusqu'au cou de pièces de bicyclette, que la bonne volonté populaire poussa jusque dans l'antichambre du tombeau. A l'hospice. L'homme mourut peu de temps après, victime de la sollicitude déplacée de ses voisins. Ce qui vaudra à Van Der Biest de rappeler cette pensée de Tocqueville : « Il n'est de pire tyrannie que celle de la majorité. »

C'est par la volonté de vivre ensemble, et seulement par elle, que peut se développer une autonomie collective et personnelle. C'est à cette condition, et à cette seule condition, que peut se vivre une véritable culture. Non cette culture-hochet que l'on agite en période consultative, non cette culture-clan qui n'a d'autre conséquence que de nous mépriser les uns les autres, non cette culture de mode, planeuse, exotique ou naturaliste, mais une culture à la fois une et multiple. Une culture totalisatrice, qu'il convient de démarquer et, surtout, de pluraliser. Car c'est bien de *cultures* dont ici il faut parler. Dans ce quartier traditionnellement ouvert à l'accueil et à l'insertion de tous les marginaux. Qu'il s'agisse, hier, des immigrants ruraux et, depuis longtemps déjà, de tous ceux que la misère expulse de leur terre.

C'est à ce carrefour des luttes que peuvent se rencontrer — se confronter — la volonté de survivre et l'action architecturale. Là où l'architecture peut retrouver son véritable sens. Là où la leçon de Laugier trouve son plein écho. Là où la ville, dans sa bizarrerie, sa symétrie, sa variété, dans son ordre et son désordre, redevient ville-forêt. Ville-Ombre et Ville-Lumière. En un mot, redevient Ville. Or, c'est — précisément — à ce point de rencontre que l'expérience des Marolles trouve son originalité et apparaît comme exemplaire. Expulsés comme des malpropres — et il convient de prendre le mot au pied de la lettre — les habitants de la Marolle ont exigé d'abord la rénovation et, ensuite, ont su préciser la nature de leur intention. Comme le dit Van Der Biest, « il ne s'agissait pour nous, à aucun moment, de *création* gratuite, de trouver des nouvelles formes esthétiques, mais bien de sauver notre vie. Ce que nous ÉTIIONS devant trouver expression et renforcement dans des volumes bâtis. (...) Ainsi, la caractéristique de notre projet architectural sera de n'être pas d'abord le fait d'architectes (d'hommes ayant un diplôme) mais bien d'être la matérialisation du projet politique voté par la population.

» Il y a donc quelque chose qui précède, dont la construction — l'architecture — est la conséquence. Ce qui précède n'est autre que la ville comme *établissement humain*, où des hommes mettent en commun l'ensemble de leurs ressources pour répondre à l'ensemble de leurs besoins. A la base, il y a volonté d'*être-avec*. Et cet *être-avec* permet à chacun de créer l'autre, son voisin, qui lui aussi a décidé de passer de l'*être-là* à l'*être-avec*. Mais la communication, l'échange immédiat n'est pas possible à l'homme. C'est par le biais d'un comportement, et tout spécialement du langage, que va s'opérer l'échange. Une forme privilégiée du langage est l'environnement bâti prévu, décidé pour permettre l'autonomie et la rencontre.

LA RECONSTRUCTION DES MAROLLES.
PROJET DE S. BIRKIYE, G. BUSIEAU,
LES ARCHIVES D'ARCHITECTURE MODERNE, 1978.



La division en quartiers apparaissant sur le plan de Bruxelles de 1782.

Le perfectionnement des moyens de transport a favorisé — sur le mode de l'*american way of life* — le morcellement de la ville et la constitution de zoning d'affaires et de loisirs organisés. Ainsi les Marolles, l'un des rares quartiers de Bruxelles où habiter ne se résume pas à se loger, où les rues sont des lieux de rencontre et non de passage, n'ont pas été épargnées par les travaux de la jonction Nord-Midi.

Si la traversée souterraine s'effectue rapidement, les quartiers expropriés il y a cinquante ans demeurent toujours parsemés de terrains vagues et de parkings.

Le moment est venu, en tirant les leçons de la crise de l'énergie, de réorganiser la ville de sorte qu'elle offre à nouveau un cadre de vie collective attirant, une alternative à l'isolement des banlieues-dortoirs.

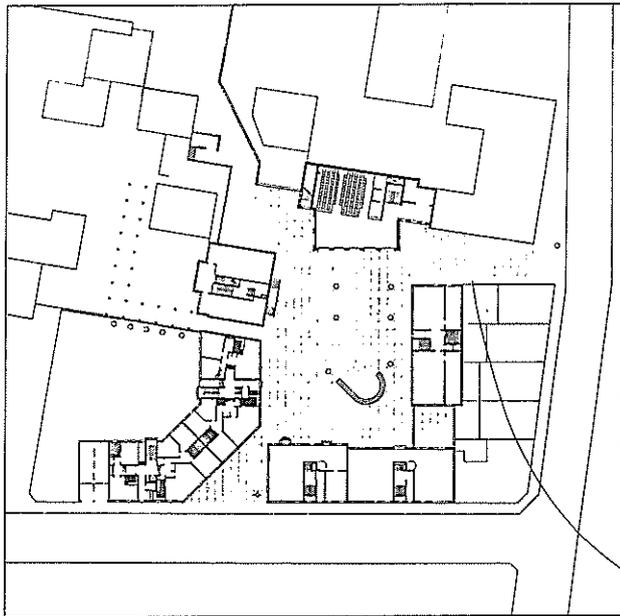
Le projet de reconstruction des Marolles s'attache à en définir les moyens, avec la volonté de dépasser les solutions purement décoratives. Il s'inscrit avant tout dans une structure empiriquement et historiquement déterminée par les populations : la ville de Bruxelles s'était développée en quartiers spécifiques et complexes ainsi que l'atteste le plan dressé en 1782 par exemple. Loin de prétendre proposer des solutions inouïes, fruit de notre désir obsessionnel de création, nous avons étudié et adapté au projet politique des habitants les conventions qui ont régi la construction des villes, des quartiers et des édifices. L'effort d'autonomie entrepris par la population se verrait ainsi renforcé par la reconstruction systématique de la trame urbaine selon la destination historique du quartier qui est le logement social, le petit commerce et l'artisanat.



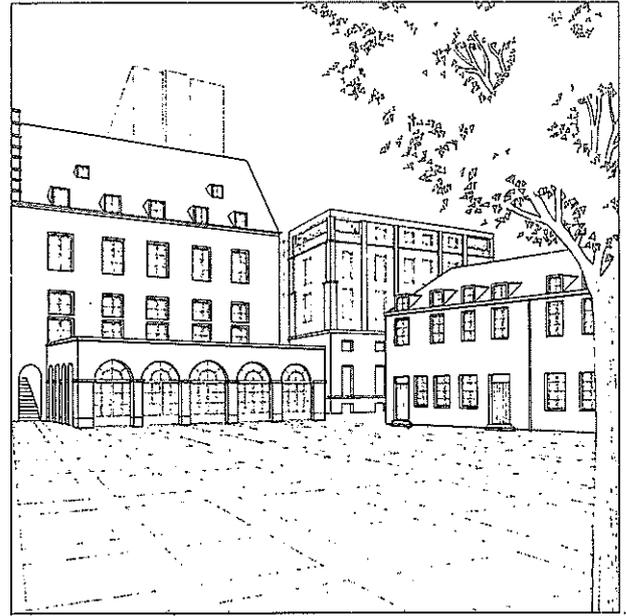
La rue Notre-Seigneur et la place des Brigittines reconstruites dans le respect et l'amélioration des gabarits et des tracés anciens.



La place des Radis vue depuis la terrasse de la Brasserie-Taverne.



Plan du rez-de-chaussée de la place.

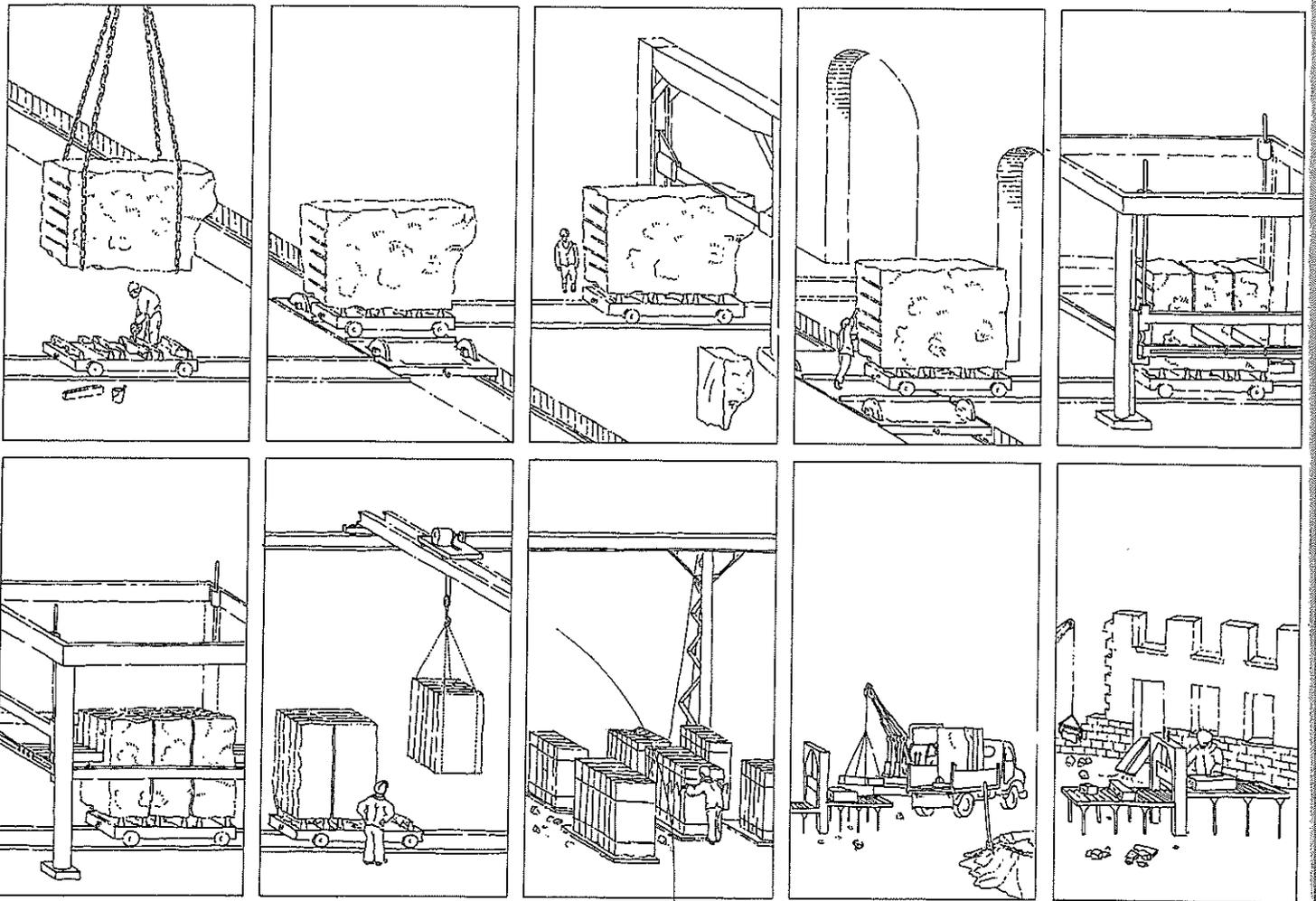


La place des Radis, la Brasserie-Taverne et les ateliers de fabrication des marionnettes.

LE QUARTIER DES RADIS, PROJET DE RÉPARATION
D'UN QUARTIER POPULAIRE À BRUXELLES.
D. ANGE, R. DE GERNIER, A. LAMBRICHS, LA CAMBRE, 1978.

L'îlot des Radis se situe au cœur des Marolles, le quartier le plus populaire et le foyer de la résistance urbaine de Bruxelles.
Les auteurs du projet, s'appuyant sur les revendications du Comité Général d'Action des Marolles, ont voulu au-delà de la restructuration de cet îlot, désintégré par l'implantation d'une école pavillonnaire, proposer une image de la ville à travers une histoire des types architecturaux bruxellois et d'autre part une hiérarchie dans le traitement de l'espace public en fonction de la marche, de la promenade qui permettent de définir les limites d'un quartier et de traiter les espaces publics d'une façon détaillée, différenciée.

RÉORGANISATION DES CARRIÈRES DE SOIGNIES.
DOMINIQUE DELBROUCK ET JEAN-PIERRE MAJOT,
LA CAMBRE, 1979.



Différentes étapes de la production des moellons et leur mise en œuvre sur chantier.

» C'est pourquoi la Commission des Marolles a fait édicter et approuver les dispositions suivantes :

» Le caractère particulier de la Marolle et les intentions concrétisées dans le Plan Particulier d'Aménagement exigent d'éviter la rupture du tissu urbain traditionnel, de veiller à la continuité des passages piétonniers et des activités commerciales, de respecter l'échelle du quartier et de faire en sorte que les constructions nouvelles soient bien intégrées.

» Il y a lieu d'éviter la création d'espaces verts difficilement utilisables (espaces-déchets), ouverts au bruit, aux vents, aux nuisances de la circulation automobile et d'essayer au contraire de promouvoir des recherches sur ce que devrait être la fonction des zones vertes, de jeux et de repos. Veiller à la réalisation de véritables espaces de verdure qui prolongeraient l'habitat, comme la terrasse prolonge naturellement le logement urbain.

» Le fait que la structure ancienne soit conservée (rues continues, espaces libres à l'intérieur d'îlots, découpages irréguliers des terrains, terrains d'angle, gabarit incliné en toiture...) demande une étude plus poussée des plans et des aménagements intérieurs (par exemple : disposition des locaux de service et de nuit côté rue et living côté jardin, locaux de rangement, de débarras, de larges terrasses utilisables pour prendre des repas, installer une chaise longue, sécher du linge, placer des bacs à fleurs, des cages à oiseaux...). Il est souhaitable de se tenir à l'écart des contraintes imposées habituellement aux logements sociaux difficilement applicables au système de rénovation proposé.

» De même, la nature des relations humaines dans les quartiers urbains, et principalement dans les quartiers populaires, exige une attention particulière : isolation efficace entre les étages et les appartements, préservation de l'intimité, etc.

» Il faut également tenir compte que la dégradation du mobilier urbain des couloirs, des espaces et locaux collectifs, est plus grande dans les quartiers populaires que dans les quartiers riches (éviter les recoins et les ruptures d'alignement qui deviennent des dépotoirs, ainsi que les longs couloirs intérieurs, veiller à des plantations solides au départ, etc.).

» Une des caractéristiques du tissu urbain traditionnel réside aussi dans son aspect varié et désordonné, dans la polychromie et les interventions de l'initiative privée des propriétaires ou des locataires du quartier. Une certaine latitude doit être laissée aux commerçants et aux artisans dans leur choix d'aménager la devanture et l'intérieur de leurs locaux.

» A cet effet les rez-de-chaussée commerciaux et artisanaux doivent être bruts de finition (extérieurement et intérieurement) : il n'y a aucune raison pour interdire à un commerçant de réaliser une devanture 1900, une façade imitation espagnole, etc. La conception des enseignes ou affiches lumineuses doit être laissée à la discrétion des locataires à la condition que celles-ci ne dépassent pas le rez-de-chaussée (et qu'elles soient conformes à la réglementation en vigueur). Ce sont là des facteurs propres à créer l'émulation commerciale et l'animation. Dans un même ordre d'idées, il apparaît que cafés et restaurants (à caractère local) constituent des lieux de rencontre naturelle dans les quartiers populaires.

» En ce qui concerne les façades au-dessus du rez-de-chaussée, il convient d'éviter les matériaux ne cadrant pas par leur texture et leur diversité avec le quartier : ainsi les plaques de béton lavé, les briques émaillées, les murs rideaux, etc. De même, la variété dans la coloration des façades souhaitable, peut être obtenue en autorisant l'emploi de briques de tonalités différentes, d'enduits et de peintures extérieures.

» Le meilleur urbanisme et la meilleure architecture (c'est-à-dire ceux que nous venons de décrire) ne garantissent évidemment pas le maintien de la population. Aussi avons-nous fait admettre les principes suivants :

» — Les loyers seront maintenus à un taux modeste, non pas artificiellement, par quelques subsides particuliers, mais par le souci de rechercher par un effort intellectuel soutenu les solutions les meilleures. Dans la

législation actuelle, ceux-ci sont calculés en fonction du coût de la construction des appartements, ainsi importe-t-il de maintenir la rénovation à un niveau acceptable.

» — Il ne pouvait être question de raser l'ensemble du quartier; cette manière de faire n'aurait abouti qu'à la dispersion de la communauté et à l'impossibilité de la rassembler après la reconstruction. Les bâtiments en meilleur état (40 %) ont donc été maintenus en dehors du plan d'expropriation et parmi les 60 % restants, certains ont été démolis, d'autres reconstruits. L'ensemble de l'opération est étalée par phases successives sur une dizaine d'années. Le choc socio-psychologique produit par une entreprise d'une telle envergure pouvait ainsi être mieux amorti et la progressivité du réaménagement permettait le déplacement dans des locaux contigus des personnes atteintes par le processus.

» — De plus, la pression spéculative étant très forte sur le quartier, il était à craindre que quelques promoteurs ne profitent de l'opération pour introduire des éléments insupportables à la vie sociale tels que : grandes surfaces, bureaux, tours, etc. C'est pourquoi le Plan Particulier d'Aménagement prévoit de préserver le quartier en le destinant exclusivement au logement, aux petits commerces et à l'artisanat. Ce mélange de fonctions, propre à écarter le principe du zoning, a aussi pour effet de permettre l'unité travail-habitat qui nous paraît essentielle si l'on veut favoriser le dynamisme social des couches les plus défavorisées de la population. »

Pour mener à bien ce projet, face à la carence de personnel compétent et dans le but évident d'assurer pleinement le contrôle de cette réhabilitation, le Comité des Marolles a créé depuis quelque temps une école professionnelle du bâtiment. « Aujourd'hui, 9 logements rénovés et 12 logements nouveaux sont achevés. A la fin de l'année (1978), nous disposerons d'un parc de 120 logements reconstruits. L'ensemble de l'opération est maintenant engagé et les dossiers suivent leur (long) chemin administratif. Aucun habitant désireux de rester n'a été obligé de s'exiler. Nous ne pouvons évidemment préjuger du résultat final, le quartier étant bouleversé par le fait même des travaux, mais on peut espérer qu'une fois les constructions terminées et, surtout, les espaces sociaux convenablement aménagés, la Marolle sera, de très loin, le quartier le plus agréable du centre de la ville. »

Cœur de Bruxelles, à deux pas des riches Sablons, il importe maintenant de savoir ce qu'il va advenir de la Marolle. Ce « Bruxelles-Sordide », tel que se permit de la qualifier un guide « décontracté » et qui, de surcroît, en recommanda annuellement la visite. On voit le genre!

Il existe en effet diverses méthodes pour en finir avec la réalité des quartiers populaires : 1° Le pouvoir, associé aux affairistes, fait ratisser les secteurs décrétés « sans intérêt artistique » afin de satisfaire aux exigences bureaucratiques du capital. Les tours monotones triomphent! 2° Même scénario. Lasses des tours, des voix cependant commencent à s'élever. Couve la révolte esthétique. Le pouvoir associé aux affairistes, avec la caution des milieux *progressistes* de l'architecture, loge les grands centres de gestion dans des structures à « caractère artistique ». Le kitsch triomphe! 3° L'affaire va trop loin. Dépossédés à leur tour de la ville, certains milieux nantis — las de dépérir dans les périphéries — doivent recouvrer leurs privilèges. Le pouvoir associé aux affairistes, avec la caution des milieux *progressistes* de l'architecture, encourage la création d'unités de logement de *standing* au cœur de la ville. « Le 7^e arrondissement au prix du 15^e » est le mot d'ordre nouveau de la promotion parisienne. Les nouveaux ensembles résidentiels triomphent! 4° Même scénario, mais il en faut pour tous les goûts! Moderniste ou pas, la bourgeoisie ne saurait résister à l'attrance des vieilles pierres et des maisons à encorbellement. C'est le temps glorieux de la restauration. Le pouvoir associé aux affairistes, avec la caution des milieux *progressistes* et réactionnaires de l'architecture, de la bourgeoisie (moderniste ou pas) et des ligues esthétiques vante les charmes de la poutre apparente. La réhabilitation new-look triomphe! 5° Même scénario, mais tous les quartiers n'offrent pas d'aussi aimables perspectives : il y a les mal-famés, les ceux qui sentent pas bon et qui, tout juste, conviennent à l'encanaillement. Pour ceux-là, pour peu que l'opinion publique s'émeuve, demeure l'ultime recours : la récupération, propre à satisfaire le

besoin d'exotisme et de dépaysement. Le pouvoir associé aux affairistes, avec la caution des milieux « in » de l'architecture, de la bourgeoisie *progressiste*, des ligues d'esthétiques (un peu hésitantes toutefois, à cause des odeurs) et le concours bénévole de la « contre-culture », organise les ghettos pour *marginiaux*. Le « taudis »-quatre-étoiles et le misérabilisme culturel triomphent ! Dans tous les cas, l'opération de déprolétarianisation a été menée à bien. Le pouvoir et le capital triomphent, parvenant ainsi à satisfaire ses besoins élémentaires ou subtils. Les affairistes et la bourgeoisie regagnent le centre. Les habitants s'en vont, déportés. Pour les mieux enracinés et les plus démunis, la mort — brusque ou lente — est au rendez-vous. Suave ou sauvage, la répression rejoint dans sa finalité les objectifs du fascisme : discriminer et éliminer, au besoin physiquement. Comme l'écrit Léon Krier, « le fascisme, après tout, n'est qu'une forme extrême du capitalisme ». Pasolini, plus radical encore, disait que le fascisme trouvait son meilleur aboutissement dans la société de consommation...

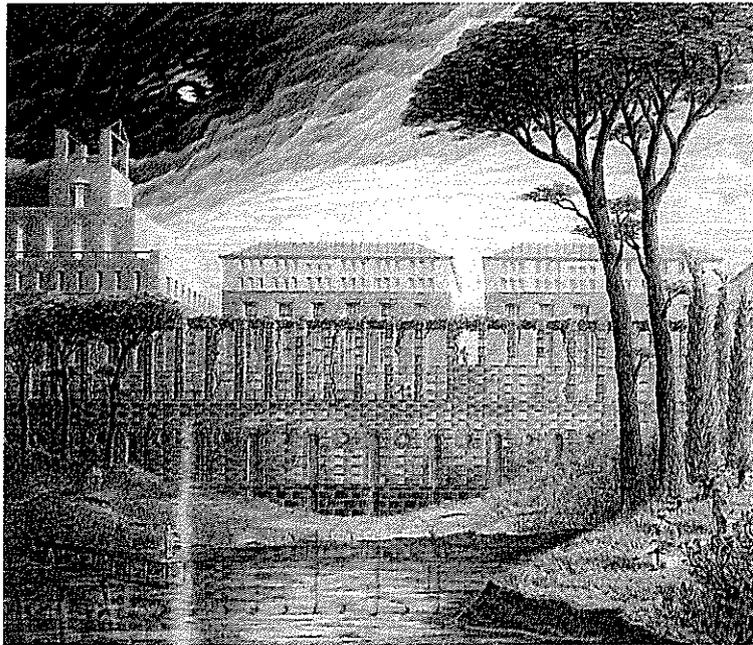
Nul besoin donc, comme on le sait, des bulldozers pour détruire l'identité d'un quartier : la méthode — de toute manière — étant de favoriser l'exil, brutal ou progressif, de la population généralement la plus nécessiteuse. Soit en dernier lieu par le biais, comme on l'a vu, d'une réhabilitation de prestige — ce qui semble exclu à la Marolle — ; soit en misant sur l'attraction qu'exerce aujourd'hui « la chose même du peuple ». Cet attrait culturel, de mode, entraîne la création de commerces et d'établissements d'un style nouveau, menaçant ainsi gravement la réalité locale. Les nouveaux venus, selon une pratique dès lors éprouvée, envahissent les secteurs populaires, font monter les prix, écartent la clientèle habituelle, mettant ainsi en péril toute une pratique sociale¹. De plus, cette manœuvre peut s'avérer doublement intéressante pour le pouvoir, autrement dit faire d'une pierre deux coups : exiler la population d'origine comme il était prévu et favoriser le regroupement des *marginiaux* dans le but de renforcer et de faciliter leur contrôle.

Interrogé à ce propos, Jacques Van Der Biest put faire état de la stratégie des habitants du quartier, parfaitement conscients de cette menace. Là encore, seule une société attentive, par la convergence de ses forces, peut être en mesure de faire front à ce genre de manœuvres. Au risque d'envahissement, la Marolle doit opposer une forme de puissance dissuasive. Le maintien d'un groupe humain homogène et représentatif, d'éléments représentatifs, déterminant une vie propre, peut permettre d'éviter de tels dangers et de décourager les infiltrations douteuses ou spéculatives. Encore qu'il ne soit nullement question de vivre en totale autarcie et de refuser l'échange. A l'exemple de la place du Jeu de Balle, où se tient le pittoresque marché aux puces, la Marolle doit conserver son caractère attractif. Être à la fois le lieu privilégié de ses habitants et un point de rencontre des Bruxellois qui continuent à s'identifier à travers le symbole populaire que représente la Marolle.

1. Sur ce thème, voir « Les luttes urbaines à Barcelone », A. Barey, *A.A.M.*, n° 15.

XI

LA VILLE DANS LA VILLE



Le lac, le bastion de la promenade et le musée des villes.
Léon Krier - Sefik Birkiye, couleurs.

La fonction de l'architecture n'est pas de couper le souffle...

Léon Krier.

Après ces multiples constats et réflexions sur l'urgente nécessité d'élargir l'idée même du patrimoine architectural et de reconstruire la ville européenne, il convenait que ce colloque s'ouvre également au projet de l'Architecture rationnelle. A la redéfinition de concepts historiques tels ceux de « rues », « places », « quartiers », proposés dans une perspective globale. En réalité, il n'y eut qu'un seul projet : celui de la reconstruction en quartiers complexes de la ville de Luxembourg. Et cela me semble heureux. Heureux que cette confrontation internationale ne se soit transformée en une foire aux propositions miraculeuses. Heureux enfin

que le choix se soit porté sur les travaux de Léon Krier. Non pas — seulement — pour ce que nous révèle le dessin — « l'élément révolutionnaire de cette nouvelle Architecture ne se situant pas dans sa forme »¹ — mais bien pour l'illustration de la position architecturale qu'il représente. Mais bien pour l'ensemble des remises en question que ces travaux traduisent. En quoi, autrement dit, ce projet de Luxembourg constitue — également — un combat politique.

Cette attention particulière apportée ici aux recherches de Léon Krier, au-delà de l'estime personnelle, est — faut-il le dire — dépourvue de tout souci de coterie. La situation semble trop grave pour se complaire à de semblables jeux. Ce qu'il convient par contre de retenir, c'est l'importance que revêtent de tels travaux à l'heure de la lutte, dès lors engagée, contre l'appropriation capitaliste de l'espace. La cohérence d'un langage architectural qui, dans ce qu'il recèle d'essentiel, converge avec l'action des hommes agissant sur le terrain. Ainsi, est-ce à travers un mouvement de réflexion théorique — de réflexion sur la ville — que les projets de Léon Krier prennent leur véritable dimension. Un mouvement qui voit se rassembler en dehors de tout esprit d'avant-garde esthétique, « ceux qui sont en première ligne et ceux qui tentent de faire coïncider un projet de société socialiste avec un projet intelligent d'organisation de l'espace bâti »².

Il y a chez Krier une lucidité, un humour et, parfois même, une ironie qui me semblent tout à fait indispensables à l'entreprise d'un combat qui — dans le rapport des forces en présence — pourrait paraître dérisoire. Il y a à travers l'apparente simplicité du discours, un respect profond envers les aspirations populaires méprisées au nom du *bon goût* ou du souci d'efficacité de la classe dominante. Une volonté d'agir à partir de la reconnaissance préalable d'un bien commun, d'un mode de vie, basés sur des traditions que nul habitant (que nous sachions) ne remet en question. Fidèles à l'image familière de la cité, ses projets constituent désormais un outil de réflexion important au service de la résistance des comités. Ils sont lisibles. Ils ne marginalisent personne. Or, je conçois aisément ce que cette lisibilité peut avoir d'agaçant pour ceux dont l'intérêt (ou la vocation) est de brouiller les cartes. Comme le dit Krier lui-même, « il est aujourd'hui un snobisme de ne pas dire ce que l'on pense ! ». Pourtant, à l'heure où l'homme risque d'être dépossédé pour de bon de l'outil urbain, il ne semble plus temps de discourir sur le sexe des anges. Sans doute est-ce pourquoi ceux de Léon Krier et de Rita Wolf, déjà, se sont attelés à la tâche...

Le temps n'est plus de s'adonner aux plaisirs délectables de sodomiser les mouches. Si un débat au plus haut niveau est nécessaire, il convient par-dessus tout d'être clair. Comme le dit Patrice Neirinck, quand on veut mobiliser l'opinion publique, il faut se faire comprendre d'elle³ ! La menace qui pèse aujourd'hui sur les habitants et, doublement — cela va de soi — sur les plus démunis, nous empêche de nous tirer d'affaire à l'aide d'une quelconque pirouette. « Un changement de style ou de mode ne suffira pas cette fois⁴. » L'urgence interdit donc que nous nous complaisions dans des discussions sans fin : s'interroger — par exemple — sur le degré d'ironie des « accents corbuséens » prêtés généreusement à Léon Krier⁵ ! Ce qui importe, c'est de nous employer « à l'élaboration d'un langage commun » (LK/MC). C'est de donner priorité à l'élaboration d'un projet global axé sur l'étude des « modèles de base qui prennent l'homme pour mesure » (LK/MC). C'est de savoir si, oui ou non, ce projet peut s'opposer au « processus de fragmentation issu de la division sociale du travail » (LK/MC). C'est de savoir enfin si, oui ou non — comme le dit René Schoonbrodt — la masse des travailleurs peut adhérer à ce projet. C'est la seule chose qui compte. Or, ce qui (me) semble important de dire, c'est que les travaux de Krier sur Luxembourg se situent dans cet ensemble de perspectives.

L'histoire de la reconstruction de la Ville de Luxembourg débute à la manière d'un conte. Il était une fois... Un petit pays heureux qui, en dépit de la convoitise de ses puissants voisins, parvint à maintenir son intégrité jusqu'en l'an de 1963. Un petit pays, avec des bois de conifères, des taillis de chênes, des lacs paisibles et des rivières encaissées entre des falaises. La capitale, ancienne place forte, juchée sur une hauteur abrupte et pittoresque, était renommée — c'est toujours le guide qui parle — pour le beau tracé de ses avenues. Dans cette petite ville épargnée par la guerre, les habitants — paisibles comme leurs lacs — vivaient heureux.

Amoureux et jaloux de leur belle cité. Le vieux centre, tout au long de son histoire, s'était développé avec une grande harmonie. Les places, les rues — si j'en crois Léon Krier — étaient bien dimensionnées, bien orientées, bien plantées, bien construites. Les citoyens s'identifiaient avec leurs places, leurs rues, leur quartier, et on ne trouvait presque pas de taudis.

La destruction de la forteresse, survenant après l'indépendance politique du pays (1870), n'entame pas la sérénité de la ville qui connaît un considérable essor. Longtemps cette croissance sera lisible dans la construction de ses faubourgs. Libérée de ses remparts, la vieille cité s'entoure de jardins publics et d'élégants boulevards qui complètent son visage millénaire. Les constructions bourgeoises — qui occupent les espaces les plus prestigieux, loin de détruire cette cohésion, s'insèrent dans la trame urbaine. En 1900, s'édifie l'avenue de la Liberté, grand boulevard métropolitain qui relie le plateau de la vieille ville à la gare des chemins de fer. Cette voie triomphale, orgueil de la grande bourgeoisie industrielle, ne va cependant pas tarder à porter ombrage à la cité médiévale...

La nouvelle ville, articulée autour de la riche avenue, est dépourvue d'animation. Derrière les splendides demeures établies le long des boulevards de corniche, naissent les ensembles pavillonnaires. Les banlieues. La vie somnole. L'ancienne cité, pendant ce temps, s'affirme de plus en plus dans *son rôle* de centre culturel et commence à souffrir de l'emprise de l'administration. Les habitants vont bientôt devoir céder leurs maisons, leurs rues, leurs places, aux fonctionnaires de l'Etat.

La ville de la Renaissance, progressivement, se transforme en quartier commercial et la Place d'Armes devient le rendez-vous public, avec ses grands cafés, son cercle municipal, etc. Pourtant, cette évolution se fait très lente et la vie collective anime toujours le cœur de la cité. Les habitants continuent de vivre paisibles et heureux. A la pression spéculative, la petite capitale résiste. Jusqu'au moment où la Mégalomanie du Rêve Européen entreprendra d'en faire une Grande Capitale : l'une des Grandes Capitales de la Nouvelle Europe. En 1963, le conte cède la place à la sinistre réalité du zoning. A la logique du fric, allié à la stupidité. C'est à ce point de l'histoire qu'interviendra le Plan Vago.

Déjà en proie au déséquilibre depuis la destruction des enceintes ⁶, la petite ville ne va pas tarder à éclater. L'ancienne cité et le quartier de la gare sont alors déclarés « zone d'habitation dense » et s'apprentent à céder sous le poids de la spéculation. Le centre millénaire est envahi, écrasé et, du même coup, dépouillé de toute réalité humaine. L'exode commence et les habitants se replient vers la périphérie. En 1973, le projet de la municipalité de transformer le parc public en un immense parking de voitures annonce l'apocalypse et la bonne ville de Luxembourg succombe sous l'emprise des délires américains. En cet honneur sans doute, on baptisera la voie d'accès aux institutions européennes l'avenue J. F. Kennedy. Vago, amateur de vieilles pierres s'il en fut, transforme une partie de la cité médiévale en réserve pour *Indiens* (« le secteur sauvegardé ») et livre le reste de la ville aux affairistes, doublant ainsi la surface urbanisable. Cette arrogance de la finance se traduit par « une esthétique de plus en plus agressive et vulgaire, au mépris d'une tradition et d'une culture millénaires ». Pourtant, l'opération ne fait que commencer et Vago lui-même — dont le plan est de plus en plus malmené — ne va pas tarder à être ravalé au rang de vulgaire artisan.

Les habitants, qui ont cessé d'être heureux et paisibles, peu à peu s'organisent en comités de défense, avant que pour de bon la révolte n'éclate. La présentation du projet « Centre 300 », commandé en secret à l'architecte Roger Taillibert — afin de loger le Parlement et les administrations européennes — va mobiliser l'opinion publique dans un mouvement de contestation sans guère d'équivalent en Europe. Il faut dire que l'entreprise est d'envergure!

L'affaire remonte à 1952, lorsque se créent les premiers organismes communautaires devant ouvrir la voie à une fédération européenne. En 1967, lors de la fusion administrative de la C.E.C.A., de la C.E.E. et de l'EURATOM, la ville voit se profiler la menace avec la création de multiples institutions éparpillées sur le plateau de Kirchberg. Au ciel de Luxembourg bientôt vont se dresser, stupides et provocants, les étincelants

buildings du Centre Européen. Le tout en acier-chromé, en hommage à la Communauté européenne du charbon et de l'acier. Avec en prime, le monument (également en acier) érigé en l'honneur de Robert Schumann, fils de Luxembourg.

Les fondations dressées, à charge maintenant de R. Taillibert d'orchestrer la grande opération Kirchberg. Sur 200 hectares parsemés de quelques institutions, dans un décor architectural qu'aurait envié le III^e Reich lui-même, 16 000 habitants vivront dans la désolation. Alors que la vieille ville, grande de 33 hectares, abritait à l'heure de son apogée 20 000 habitants et leur lieu de travail. Empressons-nous pourtant d'être rassurants. A ceux qui craindraient le pire, signalons que les fautes de goût qui entachèrent Bruxelles ne se renouvelleront pas. Point seulement de ces mornes tours qui font la honte de notre Architecture Moderne. Le fonctionnalisme monocorde, cette fois, va céder la place à l'Art. L'Art-Taillibert!

Dire que l'Art de Taillibert puise aux sources taries du répertoire des Formes Modernes serait peu dire. Pire, ce serait une erreur! Situer ce projet sur le terrain de l'histoire de l'Art, soit sur un terrain inconnu du peuple, constituerait de surcroît une grave injure envers les habitants en lutte. L'Art raté, éculé, démodé, demeure avant tout de l'art. Or, c'est de tout autre chose dont il s'agit ici. Face à cet Eloge Monumental à la Bêtise, l'homme, ébahi, s'interroge : « Qu'est-ce que cela peut donc bien vouloir dire? » Qu'est-ce que l'artiste a-t-il voulu exprimer (car l'artiste, c'est bien connu, cherche toujours à exprimer quelque chose)? A quoi cela peut donc bien ressembler, se demandent les braves gens?

— Tiens, on dirait un oiseau!, dit un homme, qui en matière d'art moderne s'y connaît.

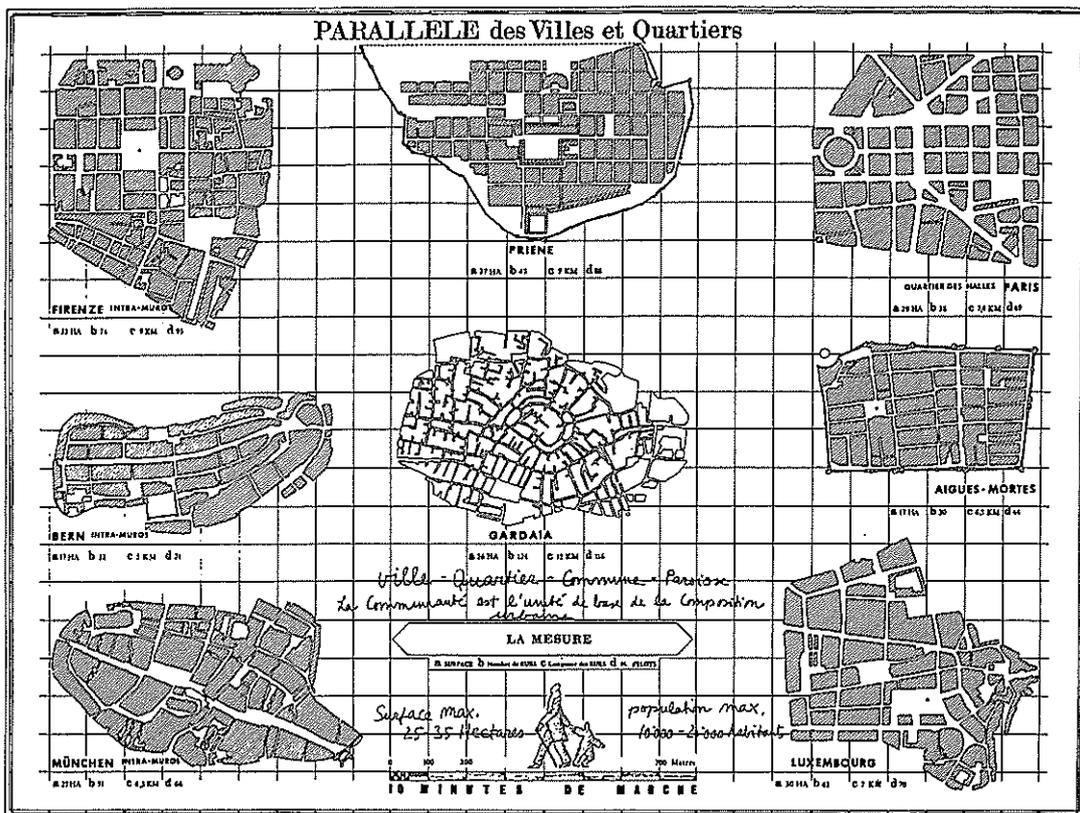
C'est vrai, un genre d'oiseau. Dans le genre Wogensky (le frère de l'autre). Pourtant ce n'est pas un oiseau. Ce ne sera jamais un oiseau (quand bien même si l'architecture-oiseau...). Les élucubrations taillibériennes — comme le prouve indiscutablement le montage photographique de Léon Krier — relèvent purement et simplement de la robinetterie. Et rien d'autre. Certes, comme-on s'en doute, le maître ne s'est pas inspiré d'un quelconque robinet, mais bien plutôt d'un de ces modèles designs qui font la gloire du sanitaire d'aujourd'hui. Le robinet-envol. Le robinet à répétition, épargnant les excès de consommation. La question maintenant est de savoir comment vivre dans un robinet?

Répondant à cette proposition aberrante, les travaux de Léon Krier démontrent comment un projet global « doit s'insérer dans les traditions typologiques et culturelles — rues, places, quartiers —, mais aussi combien il importe de redécouvrir et déployer à nouveau toute l'intelligence et le savoir d'une culture artisanale hautement développée et qui, à Luxembourg, s'est perpétuée jusque dans les reconstructions et rénovations de l'après-guerre. A l'exemple de l'abbaye d'Echternach, de la ville de Vianden, du Plateau de Saint-Esprit » (LK).

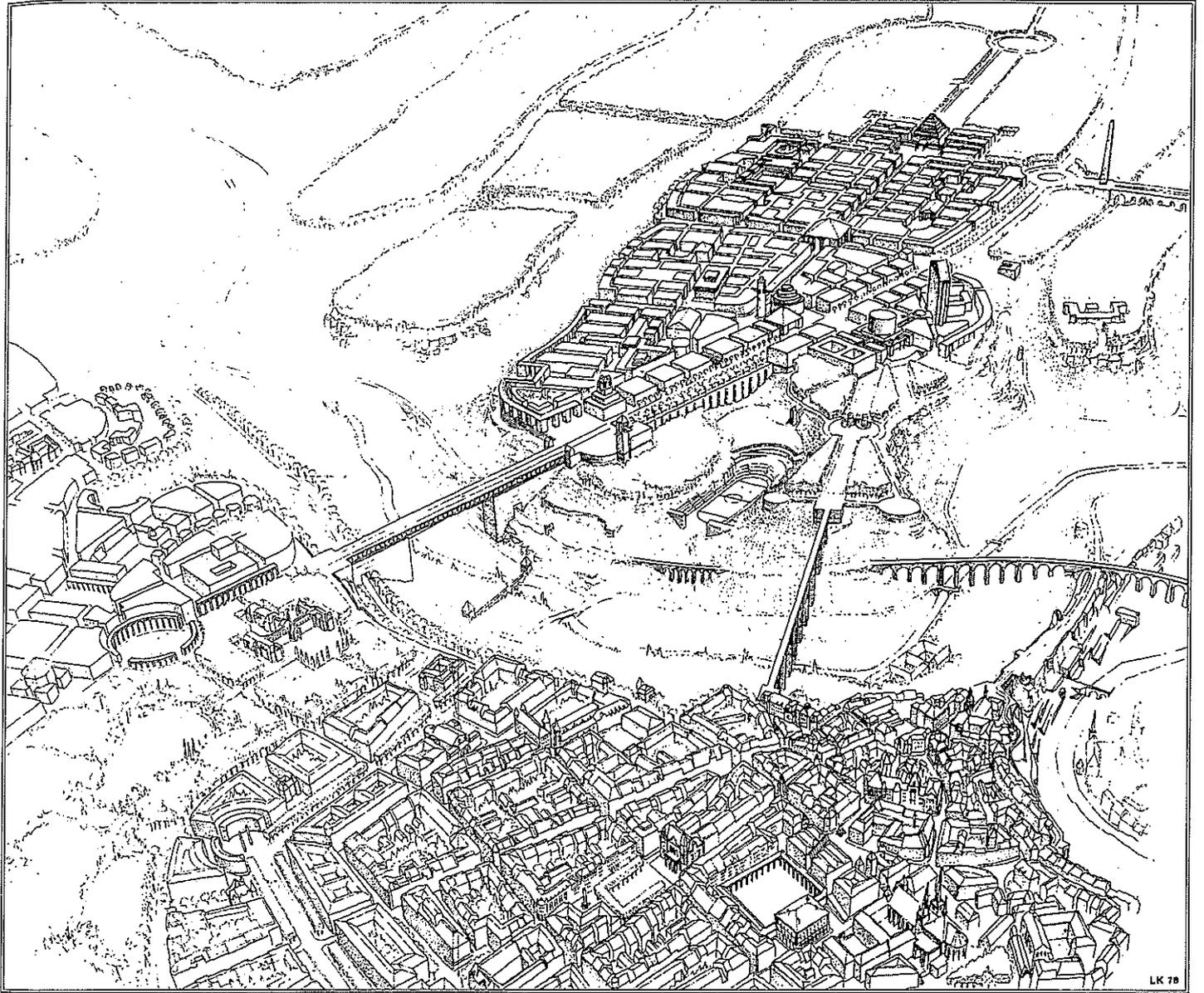
Léon Krier montre également dans ce projet « que la qualité d'une ville, l'intensité de sa vie culturelle, sa richesse ne sont pas dues à son étendue physique ni à la longueur de ses autoroutes (au moment de son apogée culturelle et politique, Florence ne comptait que 70 000 habitants) mais que sa vraie grandeur dépend de l'intelligence de son organisation sociale et physique, de la familiarité de ses espaces publics, de la beauté de ses monuments et, en fin de compte, de la façon d'exploiter les beautés autant que les accidents de la topographie. Cela, au plus grand avantage et avec l'accord de la collectivité » (LK).

C'est à partir de cet ensemble de considérations que l'architecte bâtira son projet, en opposition à la monotonie des zones de l'urbanisme moderne comme elles sont symbolisées aujourd'hui par le plateau de Kirchberg. Au rapport abstrait *surface construite/sol urbain* comme méthode d'urbanisation, Krier répond par une méthode tirée de l'analyse de la grandeur physique et sociale des quartiers dans les villes européennes les plus abouties. Le coefficient s'exprime par la relation entre la surface maximale, le nombre de rues, leur largeur et le nombre d'îlots, celui-ci permettant de juger d'une manière quasi scientifique la valeur et le confort

LÉON KRIER : LUXEMBOURG, CAPITALE DE L'EUROPE.
ANALYSE ET PROJET POUR UNE VILLE EN PÉRIL, 1978.



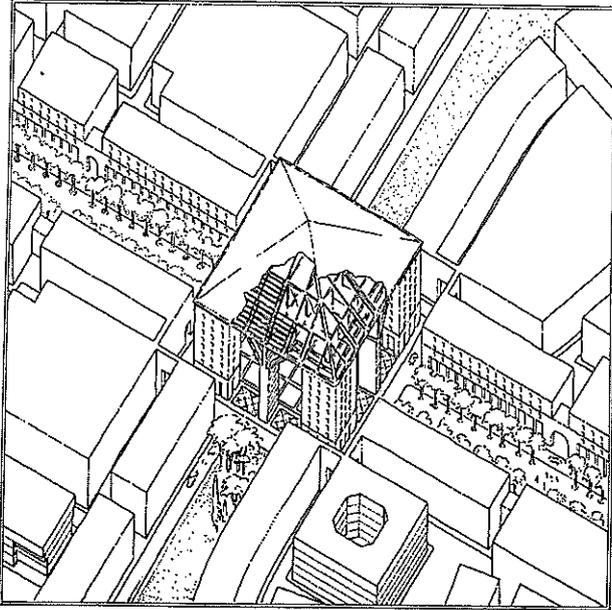
La dimension d'un quartier complexe.



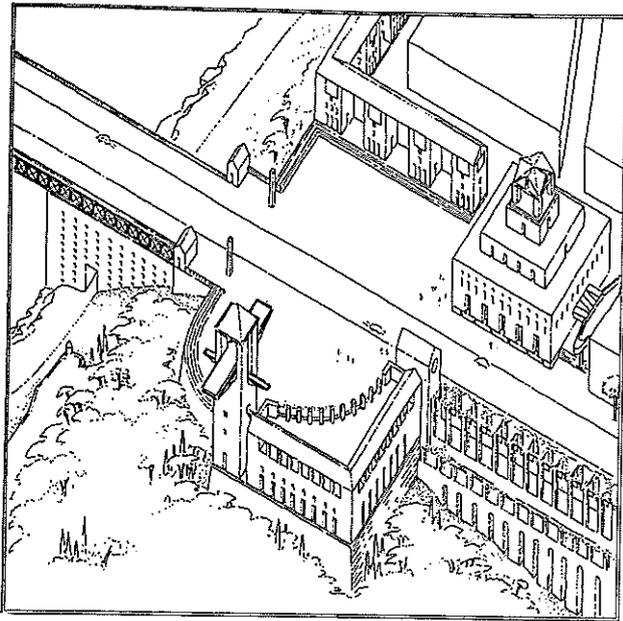
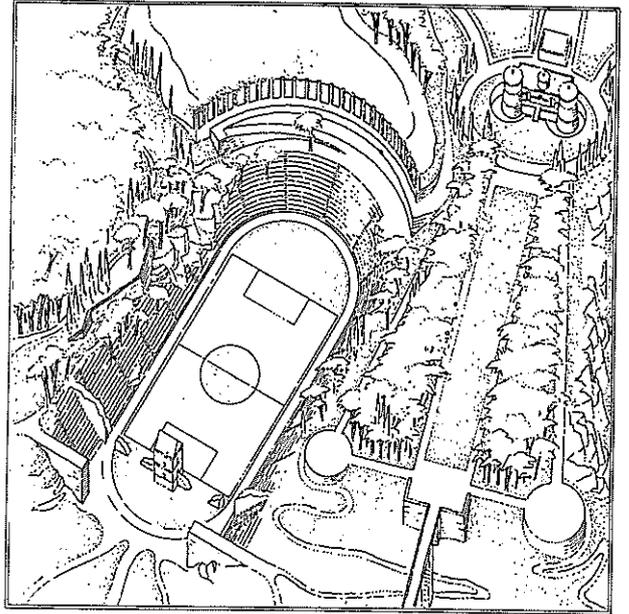
LK 78

Luxembourg, la vieille ville et les nouveaux quartiers de l'Europe.

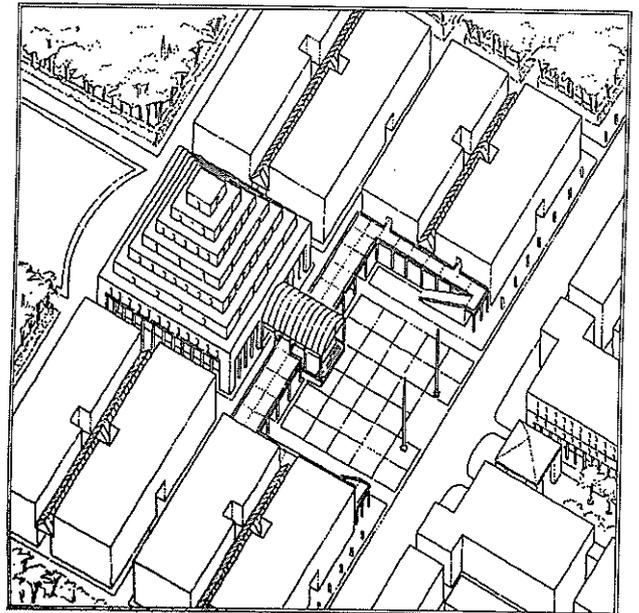
Place couverte et promenade centrale.



Le stade et le lac.



La place du Belvédère.



L'Université européenne.

d'une trame urbaine. Cette surface maximale ne dépasse jamais les 35 hectares (celle du centre historique de Luxembourg, comme celle de Florence intra muros, compte 33 ha) pour une population évoluant généralement entre 10 000 et 20 000 habitants.

Les travaux font d'abord ressortir que l'ensemble des constructions réalisées à Luxembourg depuis l'après-guerre n'aurait pu suffire à combler tous les terrains abandonnés de la ville : soit les lieux des anciennes casernes et tous les trous béants que compte la cité. Partant ainsi de la nécessité d'un resserrement du tissu urbain, Krier va donc s'attacher à limiter la grandeur des quartiers anciens restructurés et du centre européen à la surface de 33 hectares (réduisant de moitié celle prévue par le Plan Vago) et proposera la redistribution du territoire en quartiers complexes, en *villes*, formant la ville de Luxembourg. Ces villes dans la ville pourraient alors — dans des conditions optimales — accueillir plus du triple de la population actuelle. A remarquer que tout en étant reliées entre elles, « chacune des cités conserve une relation intense avec les parcs et jardins des vallées qui les séparent, ainsi qu'avec les nouvelles forêts ».

En ce qui concerne le trafic, la réintégration en secteurs périphériques de toutes les fonctions de la vie urbaine (travail, loisir, habitat) amène à la suppression presque totale des « navettes » en relation avec le centre. Ainsi, comme le note Krier, « les échanges dans les quartiers mêmes s'intensifieront, satisfaisant la plupart des besoins quotidiens ou périodiques. De même que le trafic des moyens de transports publics, tout comme privés, sera réduit au nécessaire et à l'agréable. » La qualité du trajet, à nouveau, s'imposera sur toutes autres données.

« On va donc retrouver dans les nouveaux quartiers de l'Europe tous les concepts déjà connus de la vieille ville mais qui, en fonction des nouvelles conditions du terrain ainsi qu'à l'existence des institutions européennes, vont connaître une adaptation spécifique qui va se vérifier jusque dans les dimensions des rues et des places. Une adaptation spécifique à l'intelligence de la vieille ville. » Ces nouveaux quartiers, formant deux *villes* de 15 000 habitants chacune, « seront structurés autour de deux grands boulevards, le boulevard du Belvédère qui suivra le tracé de l'autoroute existante transformée en avenue urbaine bordée des grands édifices européens, le Parlement, les administrations, la bibliothèque... Véritable boulevard métropolitain, il connaîtra une assez grande concentration de banques pour libérer la vieille ville des administrations tertiaires ? »

Le parti principal du côté européen consiste dans une grande promenade ombragée d'arbres et longée d'arcades élevées qui, par une faible pente, relie les deux quartiers et traverse dans son centre la place couverte pour aboutir au point le plus élevé du plateau : l'université européenne.

Le projet de reconstruction de Luxembourg met donc en forme l'ensemble des théories formulées par Krier, notamment dans son ouvrage *Architecture rationnelle* : l'opposition à l'aliénation entre vie, travail, culture (...) pour ainsi dire solidifiée dans la nouvelle forme urbaine et le refus de l'éparpillement des activités humaines. L'opposition aux grandes constructions d'habitat social des années 20 (Berlin, Francfort, Vienne) en dépit du progrès relatif dans le logement de la classe ouvrière qu'elles représentèrent. Au contraire, l'architecte introduit le concept de *conservation radicale*, repropose le dynamisme de la culture urbaine à l'encontre du conservatisme de la banlieue, etc. Ces travaux illustrent donc bien une conception selon laquelle « le temps et la mémoire font partie de la composition de la ville » (LK).

De la clarté même de ce projet est née une rencontre : celle de Krier et des habitants en lutte. Celle d'une méthode mettant « en évidence l'intelligence de la tradition et celle d'une culture urbaine européenne qui, toujours, prit appui — dans ses expressions les plus abouties — sur les concepts de rues, places, quartiers »⁸, et le besoin qu'éprouvent les groupes contestataires de se référer à un projet global sur la ville. Comme le fait remarquer Maurice Culot, « l'architecte s'efface au profit d'un langage conventionnel (qui fait appel à la convention) compréhensible par tous (...), encore que cet effacement ne signifie nullement que la méthode de Léon Krier puisse être utilisée au gré de la fantaisie, de l'humeur du moment, dénaturée dans des concertations qui tournent aux compromissions. On peut négocier jusqu'où on l'applique, à quel moment précis, mais

il ne peut jamais s'agir de transiger avec la définition de l'Architecture et de la Construction, ni avec la grandeur des quartiers, ni avec les dimensions, les mesures, les proportions des rues et des places. » Le projet de Krier est donc avant tout un outil au service des habitants : un outil d'une importance déterminante à l'heure où — face à l'ampleur du mouvement des luttes urbaines — s'affine la stratégie répressive du pouvoir. Un modèle qui, en tant que projet global est né d'une réflexion approfondie sur la ville, ne peut être abordé en dehors du combat politique dans lequel il s'inscrit.

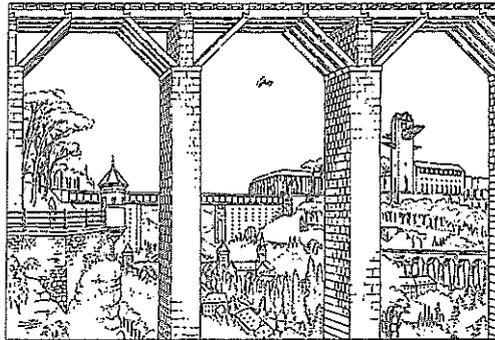
Le souci de Krier n'est pas d'helvétiser l'Europe! La volonté de « réorganiser la ville dans des unités de fonctions complexes » recèle un contenu profondément communautaire. La détermination de vivre ensemble. « D'être-avec. » Cette redéfinition de la ville implique donc la redéfinition d'une culture qui s'oppose de toutes ses forces à l'entreprise de déracinement promue par le capital. S'il faut passer de *l'être-là* à *l'être-avec*, *l'être-avec* impose aussi d'être *là*. Et non n'importe où. Dans un lieu familier où, ensemble, il est possible de — toujours — créer nos racines. En opposition à l'éternelle transhumance au moyen de laquelle le capital affirme son pouvoir. Un *lieu* devenu le moment géométrique, « où l'individu s'identifie en tant que citoyen pleinement responsable du point de vue culturel et politique » (LK).

Ce lieu, dont parlent si bien Léon Krier et Jacques Van Der Biest, n'est ni une île paradisiaque, ni une merveilleuse machine à habiter, ni un nouveau ghetto du bonheur. Il ne comporte, après tout, rien d'extraordinaire. Rien qui saurait nous *couper le souffle*. Mais il peut être un support à l'extraordinaire de chacun et de tous. Un support à notre propre invention. Un support, compréhensible de tous, qui nous aiderait à ne plus nous épuiser en des luttes inutiles. Qui nous fournirait cet appui propre à en finir avec la recherche désespérée d'un *ailleurs* programmé, codifié. Avec le rêve tarifié. Avec le système aux illusions.

Mais qui prétendrait que ce *lieu* existe? Ce lieu, qu'il nous soit encore familier ou qu'il traîne dans les limbes de la pensée, est à bâtir. Et c'est pourquoi il ne me semble pas y avoir de contradiction entre les réticences de Schoonbrodt « à s'orienter vers les directions de l'utopie » et la nécessité « d'en référer à l'utopie sociale »⁹ comme le formulent Léon Krier et Maurice Culot. Ce lieu n'est pas déterminé par l'esthétique encore que son image doive être compétitive esthétiquement avec celle que nous avons encore de lui. Ce lieu est encore proche de nous sans être encore tout à fait à portée de vie. Ce lieu bouge toujours en nous sans qu'il soit pour autant né encore. Ce lieu se dissimule derrière l'écran brumeux du passé et du futur. En regard de cette complexité, au moins nous reste-t-il — à l'heure de nous mettre à la tâche — une véritable certitude : celle que l'histoire ressemble davantage à une coquille d'escargot qu'à une grande ligne droite et continue. Ainsi, il nous faut agir. Lucidement. Instaurer ce processus dialectique création/tradition qui, comme le dit Patrice Neirinck, ne reconduise plus cette fois à une nouvelle avant-garde¹⁰. Agir : sans précipitation, sans conviction rédemptrice, sans croyance éperdue dans des formulations vagues, mais avec en tête ce souci constant que le temps presse. En se souvenant qu'il n'est rien que le capital ne puisse satisfaire. Rien, sauf l'essentiel.

1. « Le problème de l'Architecture Rationnelle ne peut pas être un problème de chorégraphie. Elle ne trouve pas ses motivations dans un état d'esprit, dans des fictions de progrès technique ou artistique, mais dans la réflexion sur la ville et son histoire, sur son emploi et son contenu social. L'élément révolutionnaire de cette nouvelle Architecture ne se situe pas dans sa forme mais d'abord dans le modèle de son utilisation sociale, enfin dans la recréation de l'espace public. » Léon Krier, *La reconstruction de la ville, Architecture rationnelle. op. cit.*

2. Maurice Culot. « Le projet de Léon Krier » (Luxembourg), *A.A.M.*, n° 15.
3. Patrice Neirinck. « La lente désillusion », *op. cit.*
4. Léon Krier/Maurice Culot. « L'unique chemin de l'architecte », *op. cit.*
5. « Ce dernier (L. Krier) pouvant même prendre ironiquement — ? — des accents corbuséens : *Il faut déclarer la guerre à l'industrie! Il s'agit d'une affaire morale!* » Jacques Lucan, « La forme et la répétition », *A.M.C.*, n° 47.
6. « Depuis la destruction des enceintes en 1870, l'extension de la surface urbaine n'est plus proportionnelle à l'extension démographique. Après 1870, la population passe de quelque 15 000 habitants à 70 000 habitants, mais l'accroissement de la surface urbanisée est multipliée par 15! » Léon Krier. « Projet pour la reconstruction de Luxembourg », *A.A.M.*, n° 15.
7. Ce texte est extrait de « Projet pour la reconstruction de Luxembourg », *op. cit.*
8. Léon Krier. *op. cit.*
9. Maurice Culot et Léon Krier. *op. cit.*
10. Patrice Neirinck. *op. cit.*



XII

LE DISCOURS INTERROMPU



La Lutèce gallo-romaine vers la fin du II^e siècle.

Il est trop tard pour évoquer les ombres du passé afin de les prendre à notre service. Les emprunts à l'histoire ne peuvent être envisagés que dans le cadre de stratégies de luttes urbaines précises, mais ils ne peuvent en eux-mêmes reconstituer un langage cohérent. Ce que nous voulons dire, c'est qu'un changement de style ou de mode ne suffira pas cette fois.

Léon Krier/Maurice Culot.

En plus du témoignage des hommes engagés sur le terrain, le colloque de Bruxelles put compter sur l'apport de travaux théoriques qui, également, jouent un rôle important dans l'entreprise de reconstruction de la ville européenne. Ainsi doivent s'entendre les recherches de François Loyer, Jean Castex, Jacques Lucan et de François Grumbach. Comme une réflexion intense sur la ville, pour l'obligation que nous avons de nous (re)poser sans cesse la question : Pourquoi une rue, une place, un quartier ?

A cette interrogation, François Loyer tenta d'apporter une réponse à partir de ses travaux sur « le concept de quartier chez Haussmann ». Réponse qui, comme on va le voir, éclaire encore — si cela était nécessaire —

certains projets actuels tels que celui de la reconstruction de Luxembourg, basé sur les concepts de rues, de places et de quartiers.

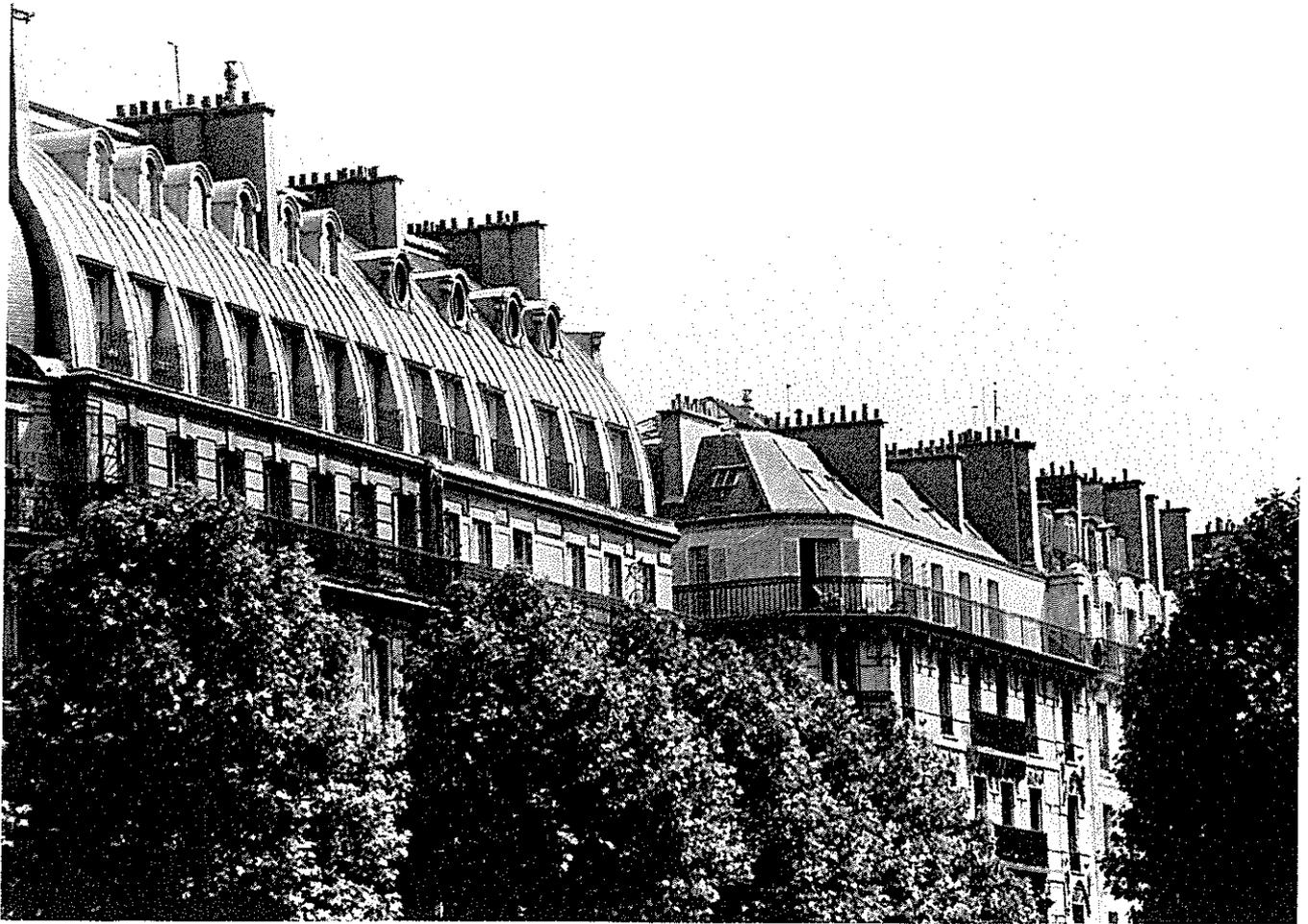
Dans une étude consacrée à la ville haussmannienne ¹, Loyer écrit : « l'espace du continuum médiéval prend la rue pour support, lui attribuant des fonctions multiples de circulation, mais aussi d'échange ou d'activité. Inversement, l'activité diminue avec le renforcement dans la parcelle : porches et cours n'étant que les affluents du grand fleuve qu'est la rue. C'est pourquoi l'habitat privilégié est le plus proche de la voie publique (...), le logement modeste étant aux étages élevés ou dans l'arrière-fond des cours : là où l'on ne bénéficie pas du contact avec le dehors.

« La progression de l'occupation urbaine reflète directement l'activité de ses voies majeures (...) et la limitation de la surface est la règle d'or de cette occupation qui repose sur le principe de l'échange (au détriment de la circulation, quand nécessaire). Il n'y a de déplacement que piétonnier, faute d'une structure adaptée au mode de transport. » La ville, dans ses distances, s'accorde aux facultés de l'individu (une demi-heure de marche à pied, un quart d'heure du centre à la périphérie). « La densité (...) interdit tout développement secondaire du type suburbain, la *banlieue* étant par définition le lieu banni, celui qui se caractérise par sa dépendance et sa complémentarité agricole avec le domaine bâti de la ville. » L'intégration de l'ensemble des activités au sein de la cité, la présence proche des maraîchers, etc., entraînent une vie intense et un brassage étroit des habitants. Ce qui explique l'absence d'un réel démarcage entre riches et pauvres. La croissance de ce système urbain se fera sans heurts — par dilatation successive — jusqu'au XIX^e siècle, époque à laquelle « la structure du Paris médiéval et postmédiéval éclatera sous l'action conjuguée des transports en commun (depuis 1834) et du chemin de fer (1836) », entraînant la naissance des banlieues proches et lointaines..

Cette stabilité à travers le temps va prendre fin à partir de la seconde moitié du XIX^e siècle. « La rénovation urbaine constitue alors un nouveau mode d'intervention qui bouleverse totalement la structure parcellaire, en procédant autant par destruction que par addition ou par superposition. » Survient alors la grande percée haussmannienne qui, si elle ne diffère guère de la précédente (celle de Rambuteau), se distingue par l'ampleur de ses voies : 20, 30 mètres et même 50 mètres (jusqu'à 100 m pour l'avenue Foch!). La ville change. Le monument qui — dans la conception médiévale — structure la cité, assumant le rôle symbolique du pouvoir, va perdre son hégémonie au profit de la rue et de la place. « Tout l'intérêt va dès lors se porter, non sur l'édifice, mais sur la variété du vide urbain, mettant en jeu dilatation ou rétraction des espaces; jouant sur les accidents de la topographie pour leurs effets scénographiques; composant les perspectives ou bien introduisant (...) des accidents obliques ou rayonnants. »

La conception de l'immeuble, elle aussi, change. Dès le XVIII^e siècle, le *dedans* qui jusqu'ici était non apparent — recélant les activités dites vulgaires —, commence à être valorisé. Avec la disparition progressive des fonctions secondaires, la cour se voit à son tour monumentalisée. « L'architecturalisation des intérieurs de parcelle, en enrichissant son apparence, appauvrit en réalité le contenu du dedans : en faisant un autre *dehors* — intérieurisé — et supprimant la capacité fondamentale de mobilité qui est celle de l'espace de la cour. » La dialectique complexe dehors-dedans, sur laquelle reposera jusqu'au milieu du XIX^e siècle toute la pratique de l'espace urbain, est remise en cause et avec elle la liberté de manœuvre de l'habitant. Avec l'organisation des cours, s'instaure la contrainte, la ségrégation, la fragmentation et l'occultation des nécessités du quotidien. Cette atteinte au désordre naturel de l'immeuble préfigure déjà ce qu'on appellera au XX^e siècle « l'urbanisme d'îlot ». Ce système hiérarchique, bien sûr, étend ses principes à l'ensemble de la structure urbaine. François Loyer fait ressortir que, au premier rang de cette hiérarchie, « se situent les lieux de la représentation sociale, dans sa dimension collective : l'ordonnancement est celui de la fête-procession telle que l'entend l'époque baroque; l'architecture est alors le décor permanent d'une cérémonie latente (...). Le lieu majeur est ici la place ordonnancée, avec ses façades identiques, régularisées selon des axes multiples de symétrie : là se situe le point fort du rassemblement, le lieu permanent de la contemplation du spectacle urbain. Entre ses séquences (que le XIX^e siècle est loin d'avoir négligées), les avenues ou les boulevards plantés sont des espaces

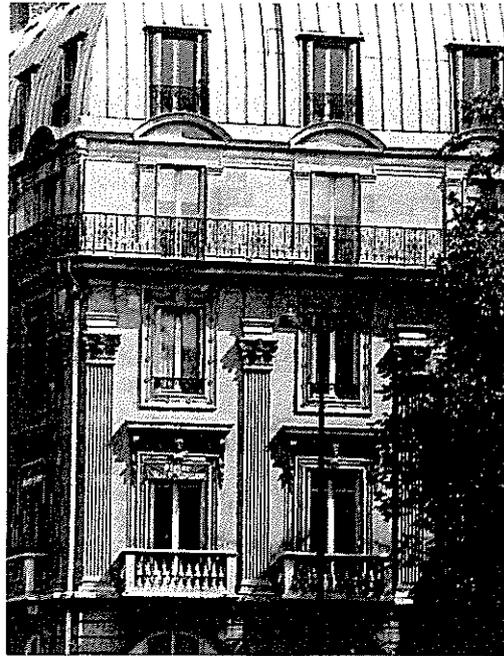
RECENSEMENT DES IMMEUBLES PARISIENS DU XIX^e SIÈCLE.
FRANÇOIS LOYER, 1979.



Début de l'alignement impair du boulevard Saint-Michel : passage de l'élévation de la place (travée à l'extrême gauche) au rythme plus libre de l'élévation « ordonnée » sur le boulevard.



Deux travées de l'ensemble des façades ordonnancées, place Saint-Michel, d'après le projet de Davioud.



Passage du boulevard à la rue (9 au 15 rue Gay-Lussac) : apparitions de fortes incohérences rythmiques et chronologiques dans l'alignement (les immeubles plus haut correspondent aux règlements de 1884 et 1902).



Façades ordonnancées du 2 au 8 place Saint-Michel.



Détail architectural, boulevard Saint-Michel (Tremblay, architecte, 1858).

dépourvus de temporalité propre : lieux du déplacement, ils sont conçus à l'échelle accélérée du transport ; leur déroulement ne constitue qu'une parenthèse monumentale entre des lieux dont la parfaite régularité permet seule la reconnaissance. Aussi, avenues et boulevards sont-ils organisés selon une hiérarchie tout à fait spécifique : les façades y sont rigoureusement répétitives dans les alignements et dans les niveaux, comme dans les rythmes — extrêmement monotones — de la travéation ; seul le détail ornemental — destiné à la reconnaissance immédiate — est traité d'une manière variée, souvent avec beaucoup de finesse. L'effet est aussi imposant que morne et surtout identique : ce sont des non-espaces entre les temps forts des grandes places articulées ; ils en sont l'écriture, non la personnalité. La répétitivité dépourvue d'identité constitue donc le deuxième degré de la hiérarchie de l'ordonnement monumental. »

« L'intérieur du quartier — quant à lui — est une réponse contraire à son dehors : l'un était le lieu de la représentation, de la régularité et de la monumentalité ; l'autre sera celui du quotidien, de la bonhomie et du désordre. Les alignements incohérents, les niveaux désaccordés, les matériaux contradictoires ou la succession chronologique des styles et manières de construire composent une mosaïque qui a beaucoup choqué l'esprit d'unité des XVIII^e et XIX^e siècles, mais au pittoresque duquel nous sommes devenus sensibles. L'architecture ne tient aucun discours pour elle-même (ou plutôt, une multitude de discours sans lien, comme les visages d'une foule) ; ce désordre se fonde à l'intérieur du décor permanent des commerces, dont l'échelle est petite. Celle-ci tend à reconstituer spontanément l'espace du continuum médiéval, en réduisant la largeur des rues par l'occupation plus ou moins parasitaire des trottoirs (...). Le jeu kaléidoscopique des couleurs, des lumières et du mouvement dissout totalement le discours statique de l'architecture que personne, à la longue, ne voit plus. A la limite, l'absence d'architecture est parfaitement possible (comme en témoigne l'exemple des Puces).

» Dehors et dedans du quartier reposent ainsi sur une contradiction dominée, une complémentarité efficace des rôles et des formes (...). Les degrés intermédiaires, eux-mêmes, n'ont pas moins d'importance. Entre le dehors et le dedans, ils sont la chair de la ville (...). Des nuances existent d'une rue à l'autre selon l'âge et le style du bâti, mais aussi selon le degré d'élaboration formelle. C'est à ce niveau que l'âme du quartier se révèle, dans une dépendance étroite à son statut social plus ou moins privilégié. »

Cette diversité ne va pas tarder à s'altérer dès lors que la ville s'étendra à l'infini. La tentative — dès 1840 — d'unifier les nouveaux quartiers afin de leur donner cohérence et monumentalité, s'oppose au désordre urbain et rompt avec cette tradition du dehors-dedans. « Le triomphe de cette architecture nouvelle sur l'ancienne s'impose d'ailleurs d'autant plus aisément qu'il rejoint la volonté d'une classe d'exprimer son pouvoir et celle d'un système économique, fondé sur le libéralisme, de provoquer la désuétude de l'ancien patrimoine pour alimenter le marché. Dès lors l'architecture de l'immeuble prendra la modernité pour principe et composera, à chaque génération, des modèles nouveaux de plus en plus emphatiques pour exprimer sa domination sur le temps et sur l'espace précédents (...).

» Cette distinction du dehors et du dedans a été profondément perturbée dans la pratique moderne de la ville (...). Auparavant, le dehors du quartier était vécu comme l'espace de l'événement, celui de la fête ou du défilé. La fonction existante de circulation cohabitait sans trop de heurts avec cette vocation cérémonielle dont le point d'aboutissement se situait sur la promenade des grands boulevards. On faisait ses courses comme on se retire chez soi et l'on sortait comme on reçoit... Dès que la circulation a commencé à rendre intolérable le séjour des boulevards, on a tendu à chercher repli dans le creux des quartiers : petites rues et cours d'immeubles sont aujourd'hui plus appréciées pour leur calme.

» L'absence d'un nouveau modèle urbain — capable de relayer l'urbanistique baroque — caractérise la société industrielle, dont la pratique n'a de visée qu'économique (...). La désintégration est d'abord celle de la territorialité urbaine, avec le développement anarchique des banlieues. C'est ensuite celle de l'unité : anarchie typologique, abandon des hiérarchies, destruction du concept d'intériorité. Et c'est enfin celle de l'organisme urbain lui-même, avec le développement systématique de la division sociale et le zonage des activités.

» Toute la pratique urbaine depuis cent ans aura consisté à maintenir avec plus ou moins de chance ou de conviction un système menacé, de moins en moins compris. Pour toutes ces raisons, aujourd'hui davantage encore qu'auparavant, le modèle urbain traditionnel — celui de la ville européenne, dans sa forme héritée du XVIII^e et du XIX^e siècle — apparaît comme le plus stimulant. L'ordre et la mixité urbaine qu'il propose ont suffisamment manqué dans les réalisations récentes pour que ses défauts propres — rigidité de tracé, intérêt à la seule apparence, excès de densité — apparaissent comme secondaires... »

La distinction entre le dehors et le dedans occupe également une large place dans les travaux de Jean Castex. Dans son exposé « Versailles ou la résistance de la Ville », ce dernier fait d'abord ressortir la coupure essentielle intervenue entre la ville primitive de Louis XIV et celle que nous connaissons aujourd'hui. La ville actuelle, à l'exception du tracé des avenues et des rues, ne dit plus rien du paysage de la ville du Roi-Soleil.

« Pour bien marquer l'aspect si différent de la ville de Louis XIV, il suffit de la décrire comme une cité-jardin, aristocratique sans doute par son ambition de monumentalité totale, bien que bourgeoise déjà par la population qui y est attirée. Elle a — pour autant que l'on puisse en reconstituer le projet — une forme à l'avant-garde dans l'histoire des villes. C'est un essai novateur, justifié mais sans suite, d'une forme inédite pour l'époque : une ville discontinue, faite de bâtiments (ou d'ensembles de bâtiments) isolés, qui essaient — comme autant de fragments composés chacun à partir d'une figure — dans l'étendue d'un espace comprenant (...) le parc et tout le territoire avoisinant... »

Tout change cependant avec la venue au pouvoir de Louis XV. « Au système monumental et aux artifices rigoureux, mis au point par la réflexion d'une instance de projection collective, fait place — dans une spontanéité qui dénote simplement l'emballement des affaires — la ville que nous connaissons (au moins pour l'essentiel). Le succès économique remplace, au palmarès de la valeur, les exigences de la propagande politique qui avaient voulu la ville esthétisée comme emblème de l'Etat absolu. »

Comment ce changement va-t-il s'opérer? Contrainte par tout ce qui existait auparavant (la cité-jardin de Louis XIV n'avait pas — comme on l'a vu — une forme indifférente), la transformation ne se fait pas n'importe comment. « C'est tout un processus de retournement, d'inversion de l'espace, qui produit sur ses traces un tissu nouveau, bien organisé lui aussi, et que nous appelons la ville... ». Les changements qui s'opèrent à partir de la cité-jardin de Louis XIV sont clairs et l'on passe alors :

- « du discontinu au continu;
- de bâtiments séparés (dans un continuum de jardins) à un bâti continu dans lequel se creusent des cours;
- de relations lâches ou facultatives avec la rue à un alignement rigoureux qui dit bien la solidarité nouvelle du bâti avec la rue. »

Ainsi, les types de bâtis changent. « La nouvelle solidarité des éléments dans le tissu (...) passe par la mise au point d'un petit nombre de solutions pour la distribution et le groupement des bâtiments sur chaque parcelle : ce que nous appelons générique de type. Dans l'îlot de Toulouse, choisi comme échantillon d'analyse, mais aussi dans la partie dense du quartier Notre-Dame, trois types suffisent à accorder cette solidarité qui fait le tissu avec la variété des occupations, des habitants et des activités.

» Un type « profond » s'apparente à une ruelle intérieure et permet un étirement des activités et des statuts à mesure que l'on avance vers le fond de la parcelle. Un type « banal » donne des cours plus petites assez contraintes par le manque de place. Un type « régulier » traduit la recherche d'une organisation d'ensemble mieux raisonnée, quitte à prendre un tour plus résidentiel et à offrir moins de souplesse à l'usage que les deux précédents.

» Ainsi un tissu tout différent s'est-il formé. Ce qui le caractérise avant tout, c'est qu'il est organisé maintenant par îlots. Les rues sont bordées de façon continue par les façades des immeubles. C'est l'aspect le plus évident,

mais ce sont les conséquences de cette fermeture sur soi qui donnent son sens à l'îlot. L'îlot, fermé tout autour par une périphérie de bâtiments, ne se comprend que dans l'opposition entre deux régions de l'espace :

- l'espace de la rue, policé, contrôlé, soumis à des règles qui fixent jusqu'à l'architecture des façades;
- l'espace des cours et du dedans de l'îlot, moins exposé ou même caché, offert aux pratiques spontanées du petit groupe des habitants de la parcelle.

» L'espace de la rue est l'espace public (...) : c'est le lieu où se marque l'adhésion de chacun aux valeurs communes — il cessera d'être convoité par les particuliers qui ont trop tendance à Versailles à y édifier des baraques quand ils ne l'enclosent pas à leur profit — ; il est le lieu d'une sociabilité réglementée, qui passe par des formes conventionnelles; c'est ce que disent les façades, dans un vocabulaire parcimonieux, réduit comme la langue du classicisme littéraire, soucieux avant tout de correction grammaticale pour marquer mieux le contrôle et la stabilité de la forme : planéité, ordonnance, bref discours ornemental gravé ou moulé dans le plâtre, référence discrète au savoir des architectes.

» L'espace de la cour reste au contraire le lieu de l'appropriation par les particuliers (...). La cour est le lieu de la forme moins stable, à la fois dans le temps — puisqu'elle se transforme par ajouts successifs — et par sa nature même : le registre formel est beaucoup plus étendu, il ne refuse plus les différences de taille, les volumes inattendus, la collection d'objets qui peut aller jusqu'à l'hétéroclite. Le registre instrumental est favorable à l'instabilité de la cour; à côté des murs massifs — comme sur la ruelle — la construction se fait par ossature, les charpentes se montrent, les matériaux ne se déguisent plus. La forme peut parler directement le faire des habitants, elle ne repousse pas la spontanéité et l'accident.

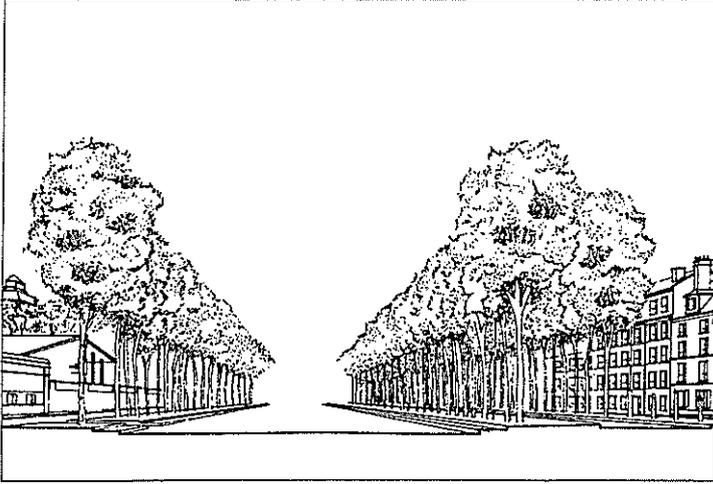
» Cet espace régioné, où le devant contrôlé sur la rue s'oppose à un arrière proliférant, permet le développement des activités urbaines et localise les formes sociales qui sont celles apparues au XVIII^e siècle et qui se sont maintenues à travers le XIX^e souvent jusqu'à nos jours. C'est lui qui permet l'intégration en un tout cohérent de toute la variété des activités et des gens qui font la ville. Système de différences, il ne fixe pas les fonctions, mais localise les activités par catégories : ce qui doit être montré, ce qui vit de l'échange avec la rue devant; ce qui est encombrant, proliférant, sale, ou simplement accessoire et rejeté au fond de la parcelle, et entre les deux, toute une gradation est possible. Au lieu de l'exclusion, de la ségrégation, ces localisations ordonnées favorisent l'inclusion : c'est au fond ce qui fait tout l'intérêt d'une ville comme Versailles.

» Sous Louis XV, avec la « revanche » de la ville, l'organisation du tissu change. Les types bâtis sont renouvelés du tout au tout. Mais qu'en est-il de la forme urbaine, c'est-à-dire l'ensemble : la ville comme totalité? Ne risque-t-elle pas de sortir dénaturée et appauvrie de ces transformations? Sous Louis XIV, la forme urbaine était la donnée dominante à laquelle tout se pliait : les types bâtis n'en étaient que la conséquence; conçus de manière artificielle, ils étaient imposés aux habitants dont ils violentaient les pratiques.

» Tout ensuite s'inverse : les types sont réorganisés librement en fonction des activités, des pratiques, des habitudes culturelles; ils accaparent tout l'effort. La forme urbaine, délaissée, n'est plus que le résultat d'une reconstruction de la ville, parcelle par parcelle, selon les types couramment admis : elle est menacée et deviendrait faible dans l'armature qu'elle hérite de la cité-jardin.

» On comprend alors très bien pourquoi sous Louis XVI est tenté un rétablissement. Le directeur des bâtiments d'Angiviller veut concrétiser un projet pour la ville — inspiré de celui de Louis XIV sans le copier (parce que ce n'est déjà plus possible) — et rénove l'administration des bâtiments. Avec une équipe d'architectes qui figurent honorablement dans le mouvement des idées du XVII^e siècle, il entreprend de contrôler de nouveau la forme urbaine. Il est d'ailleurs grand temps.

» Le plan de Louis XIV — où tout dépendait d'une relation optique avec le château — ne suffit plus. Des éléments autonomes se créent (...), la prairie de Clagny est lotie, la croissance urbaine atteint les deux

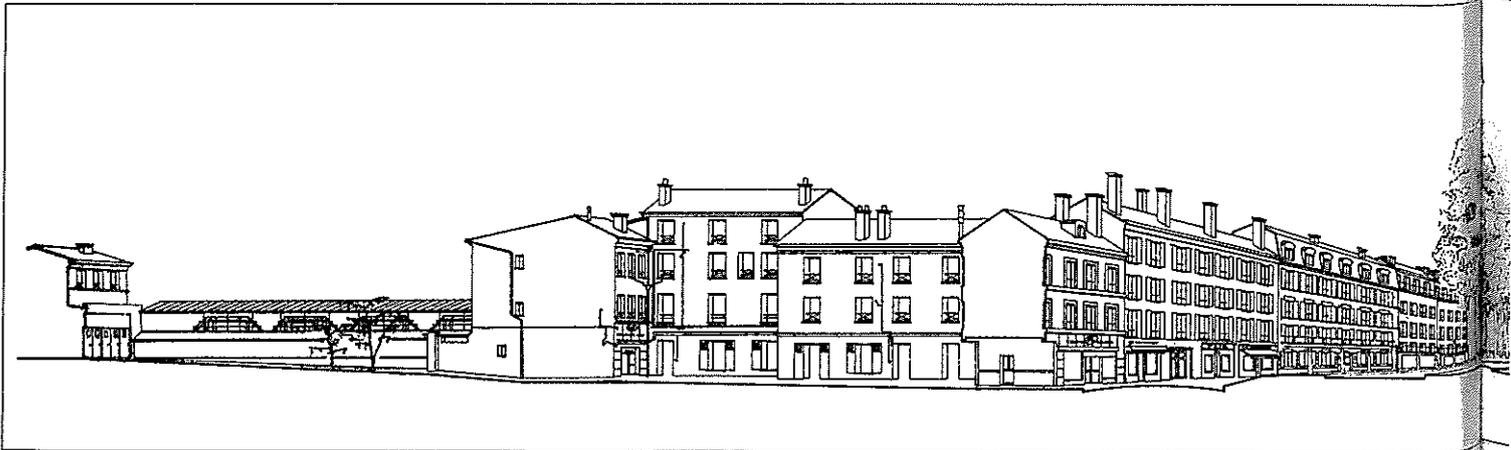


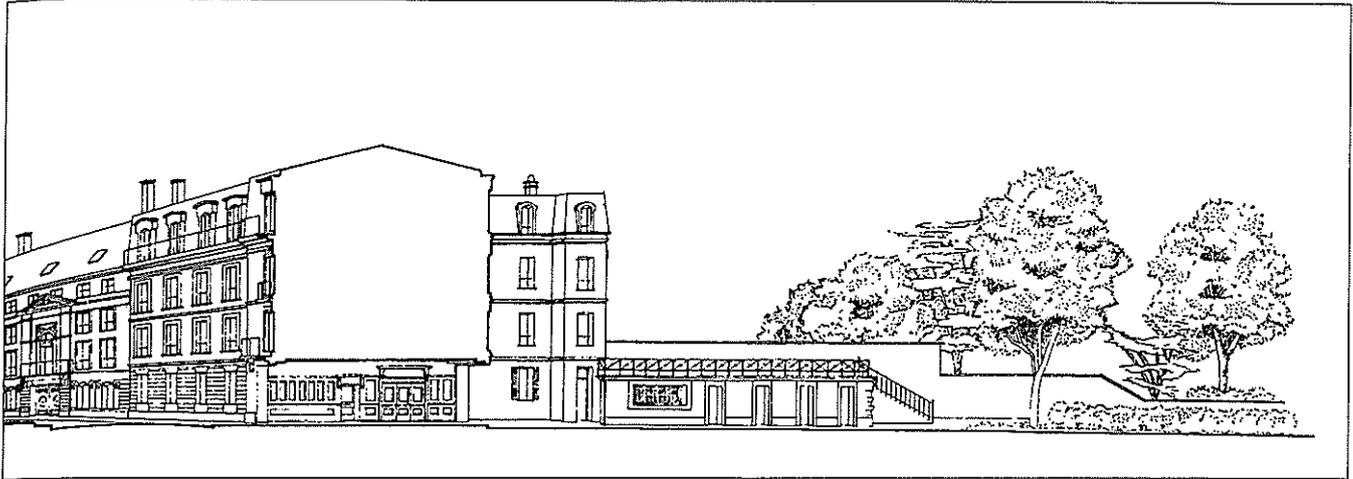
L'avenue comme allée d'arbres.



Derrière les arbres, le front bâti.

VERSAILLES, LECTURE D'UNE VILLE.
KATHERINE BURLIN, JEAN CASTEX, PATRICK CELESTE,
CATHERINE FURET, PHILIPPE PANERAI, 1978.

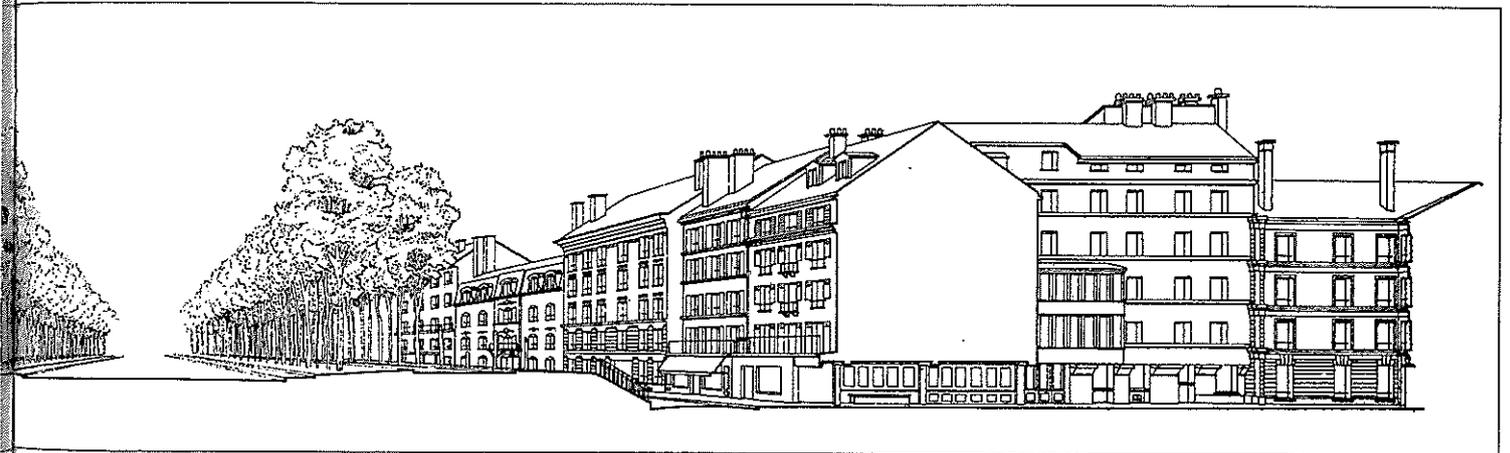


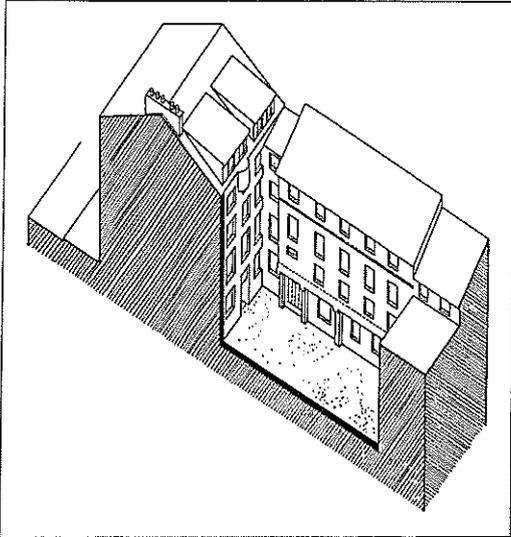


Derrière les façades, l'intimité des cours et des jardins.

La cour versaillaise est rarement ordonnée et traitée de manière uniforme. Elle est le lieu de la forme moins stable, à la fois dans le temps puisqu'elle se transforme par ajouts successifs et par sa nature même : bordée de bâtiments disparates dont aucun n'est plus le support de l'écriture perçue du côté de la rue.

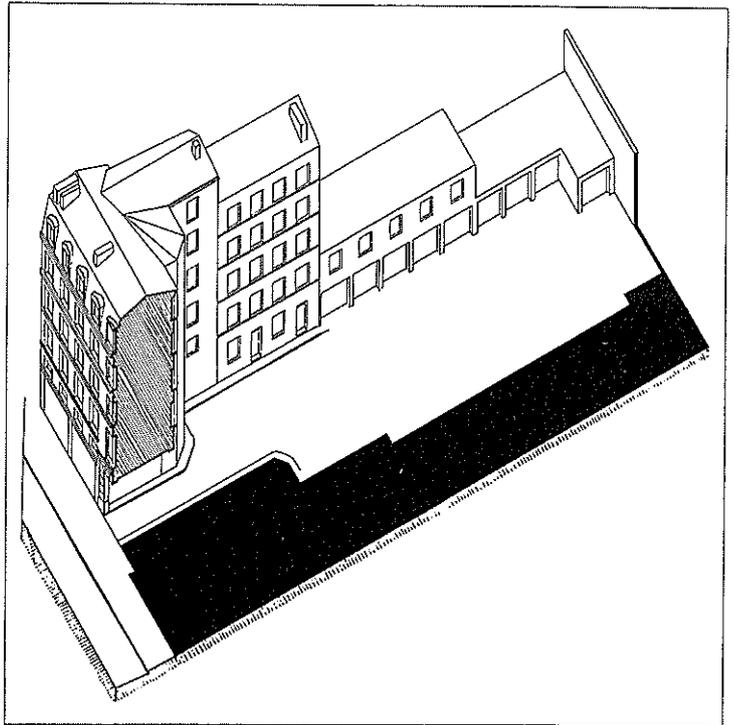
La grille des percements se montre à nu, sans bandeaux ni cadres et moulures. Les petits appentis, l'abri des compteurs y voisinent avec des immeubles de 3 ou 4 étages, avec des hangars.



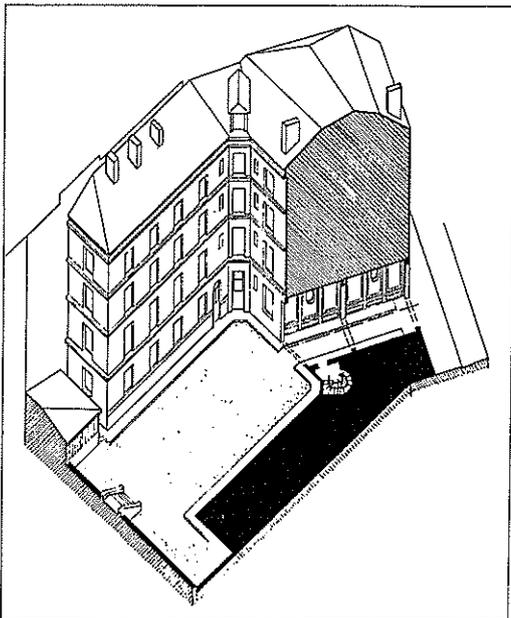


Type banal, rue de la Paroisse 54.

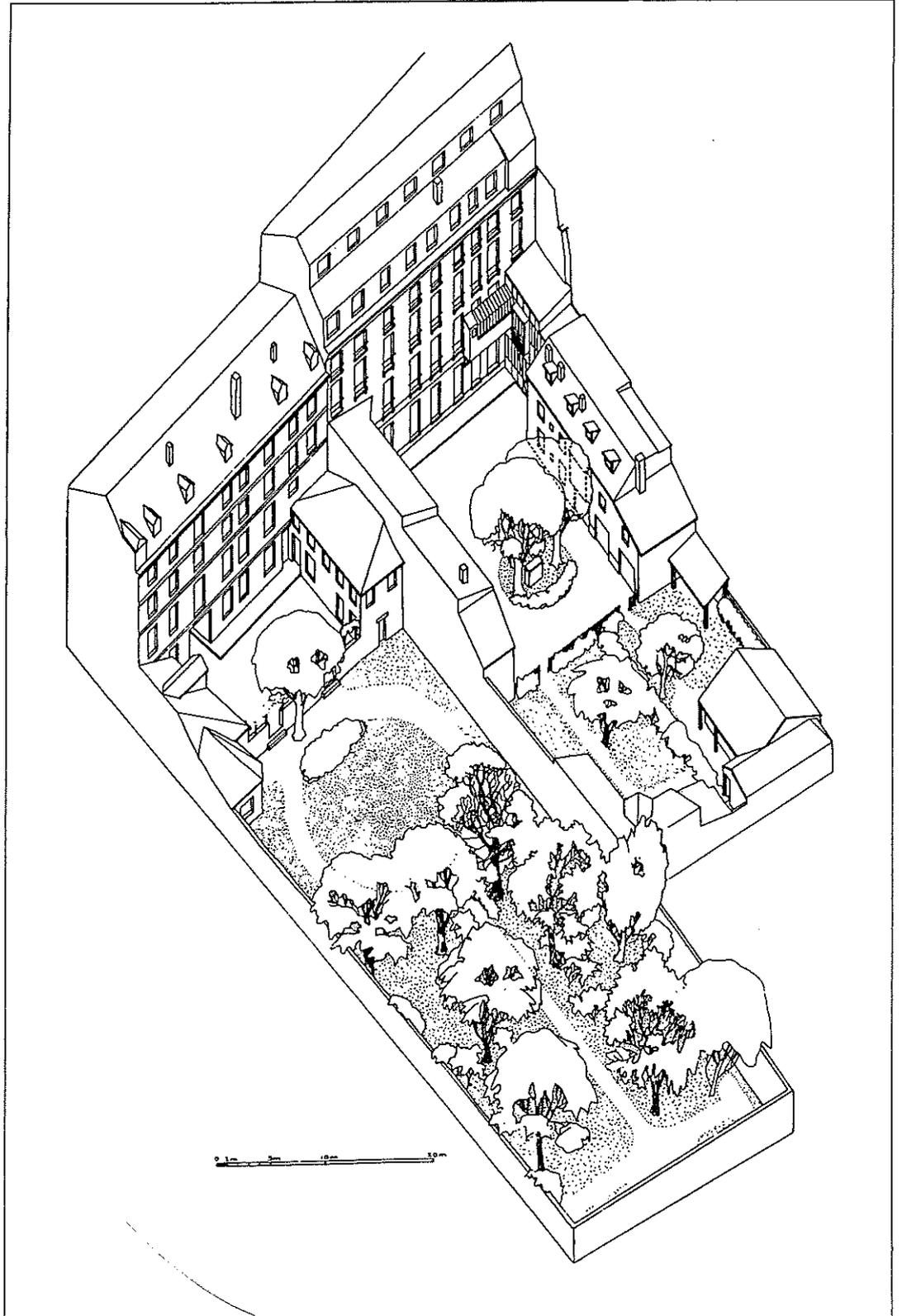
A proximité du centre ancien la densification des parcelles conduit à une organisation du tissu par cours allongées desservant des logements, des ateliers, des annexes. Plus loin, derrière des façades semblables aux premières, l'intérieur des parcelles conserve des jardins.



Type profond à décomposition tripartite, rue Carnot 45.



Type à cour régulière, rue Carnot 28.



Vue axonométrique de l'arrière
des immeubles aux 79 et 81-83
avenue de Saint-Cloud.

Montreuil qui vont être annexés, les arrivées de la ville par l'avenue de Saint-Cloud et le boulevard de la Reine sont soigneusement refaites. Il faut reviser les grands équilibres structurels, ce à quoi s'attachent le concours lancé pour remodeler le château en 1782 et le dessin du boulevard ceinturant Versailles en 1786. A la suite de ces transformations d'ensemble, un renouvellement typologique se produit, visant aussi bien à marquer la qualité urbaine du centre que l'ouverture des périphéries aux espaces plantés des parcs.

» Ainsi se définit dans l'histoire urbaine de Versailles une troisième période, dans un nouveau basculement du rapport entre la forme urbaine — la ville comme totalité — et les types architecturaux qui régissent chaque élément qui la constitue. L'évolution du XIX^e siècle permet de découper une quatrième période jusqu'en 1914 : ce rapport s'inverse à nouveau. Dans les nouveaux quartiers suburbains, les maisons bourgeoises sont conçues d'après des types de catalogue, indépendamment de leur situation ; elles se referment sur la vie privée de la famille, et la vie publique elle-même se réduit et se consume dans les relations mondaines. La forme urbaine n'est plus l'objet des attentions, son contenu s'affadit dans une honorabilité de bon aloi.

» A dire vrai la ville ne progresse plus : sa croissance s'est arrêtée presque au moment où arrivait le chemin de fer. L'attrait que manifestait le XVIII^e siècle pour la périphérie et ses parcs — corrigé il est vrai par une conception globale de la ville dans une esthétique du pittoresque — a dégénéré en une coupure qui détache de plus en plus la périphérie résidentielle (est-ce davantage qu'une banlieue?) du centre². »

Voici donc la ville qui se montre à nos yeux, telle qu'elle est dans sa complexité. Comment elle s'articule, à travers ordre et désordre, et de quoi elle se compose. Son étude ne se limite plus à une analyse du fait urbain global — la restituant comme une sorte de contenant abstrait où se mêlent à la fois l'architecture, l'histoire, la politique et l'anecdote — mais tente d'aborder une réalité physique. A partir d'une introspection minutieuse, elle cherche à cerner le *dedans* de l'espace social en même temps que le *dehors* des demeures. Quartier par quartier, parcelle par parcelle, la ville se révèle dans ses vicissitudes. Dans son développement du point de vue de la relation au sol du bâti (et du non-bâti). Des pleins et des vides. Ces travaux délimitent, aussi étroitement que possible, les ressorts du système parcellaire sur le plan de sa nature, de son articulation, de son emploi. Ils sont attentifs au « plus petit commun dénominateur ». Cette nouvelle et intense lecture de la ville nous permet d'apprécier — dans ses détails — l'agression dont celle-ci a été victime. Avec quel mépris profond la traita l'arrogant Mouvement Moderne. Elle nous affirme encore davantage dans notre conviction de la réparer, remettant en usage les concepts à partir desquels, harmonieusement, elle se développa durant des siècles.

A mesure pourtant que la ville apparaît, dans l'intimité de ses structures, notre tâche paraît plus délicate. Les certitudes se font plus nuancées. La ville européenne, certes, doit être réparée. C'est là, dit Jacques Lucan³ notre « unique et seul objectif, aujourd'hui, maintenant : re-former la ville. Laquelle ? Là, les choses se compliquent. Car, de la ville, telle qu'elle aurait voulu être, il ne nous en reste plus, proprement, que des traces, magnifiques quelquefois. Et chacun sait qu'appuyer et compléter les traits d'un dessin estompé, atténué, peut lui faire perdre son prix. »

Le projet de reconstruction de la ville européenne en appelle donc à la mémoire : « l'évidente nécessité de la mémoire », dit Antoine Grumbach. Parce que temps et mémoire font partie de la composition de la ville. Mais de quelle mémoire s'agit-il : mémoire individuelle ? Mémoire collective ? Là surgit la polémique qui opposa Grumbach à Léon Krier et à Pierluigi Nicolini au cours du débat qui suivit son exposé. Polémique renforcée dès lors que la question est de savoir s'il convient ou non de privilégier une mémoire. Après avoir posé le problème de l'éternité par rapport à la lutte concrète axée sur l'immédiat, Grumbach évoque le phantasme de l'origine. En fait, le problème essentiel pour lui est de recueillir toutes les traces de la mémoire, y compris de la chose impure. Ne pas privilégier une mémoire. Or, c'est là que l'affaire se complique ! Dans la mesure où cette reconstruction n'est ni une question de respect, ni une affaire de *réparation* (faire amende honorable, comme le dit Jacques Lucan)⁴. Il s'agit de reconstruire la ville européenne, et non de la restaurer. Et non de la muséifier.

A l'opposé doit s'entendre le propos de Maurice Culot et de Léon Krier⁵ de « redécouvrir le langage oublié sur la ville dont la perfection formelle fut atteinte au XVIII^e siècle » et de travailler à sa modernisation de telle manière que ce langage assume les contradictions d'un projet issu de la résistance anti-industrielle. Le choix est donc clair : il ne s'agit nullement de devoir privilégier ou non une mémoire mais bien, comme le dit Scolari, de s'occuper avant tout d'un revival de l'Architecture « tout court »⁶. Mais bien, comme le dit Maurice Culot⁷, « d'analyser, de trier, de sélectionner les modèles architecturaux les plus intéressants à s'approprier ». Ou encore, en réponse à l'agression du Mouvement Moderne, d'invoquer la clarté de la cité du XVIII^e siècle — comme le fait Anthony Vidler — « pour blâmer la fragmentation, la décentralisation et la désintégration que les techniques de zonage et les progrès techniques des années 20 ont introduits dans la vie urbaine contemporaine ». Il n'y a donc pas dans la proposition de l'Architecture Rationnelle « de net ensemble de règles pour les transformations et leurs objets, ni aucun ensemble polémiquement défini de précédents historiques. Et il ne doit sans doute pas y en avoir car la vitalité continue de cette pratique architecturale réside dans son engagement essentiel à l'égard des besoins précis et non dans une mythisation holistique du passé⁸. »

Ainsi, si je ne vois pas de contradictions profondes — comme je l'ai dit — entre les réticences de Schoonbrodt « à s'orienter vers les directions de l'utopie » et la nécessité de Krier et de Culot « d'en référer à l'utopie sociale », j'en vois une — fondamentale — entre le recours à la mémoire critique qui servit à l'élaboration d'un projet comme celui de Luxembourg et la mémoire dont se réclame Antoine Grumbach. De même que je vois une contradiction fondamentale entre « recueillir toutes les traces de la mémoire, y compris la chose impure » le fait d'opter pour « le maintien des tissus urbains existants dans leur intégralité ainsi que des immeubles qui le composent, y compris (...) ceux qui n'ont pas de *valeur-architecturale* »⁹.

Cette distance me paraît singulièrement marquée lorsque Grumbach parle de « l'art d'accommoder les restes », assortissant le propos d'une référence au grand Art de la table. En matière culinaire, je m'attacherai plutôt à rappeler cette nécessité « d'accommoder les restes » qu'eurent toujours les restaurants populaires pour satisfaire au moindre coût les besoins de leur clientèle. Il est un temps encore très récent où les chiens *s'accommodaient* mal des poubelles vierges de ces établissements. Le rapprochement me semble suffisamment éloquent pour ne pas avoir à l'expliciter : les *restes* que s'acharnent d'accommoder les habitants en lutte n'ont que bien peu à voir avec l'art. Celui-ci ou un autre. Par contre, le capital — depuis longtemps — est passé maître dans « l'art d'accommoder les restes ». Voir César. Voir le profit que le dit capital sut tirer d'un urbanisme de bidonville réalisé avec les substances rejetées par la ville. Je relève par ailleurs, dans le quotidien *Mundo Obrero* du 14 octobre 1978, un article intitulé (curieusement pour un journal communiste) : Bilbao, intéressante initiative : Transformation des résidus urbains.

« L'investigation en divers secteurs de la technologie industrielle, applicable au recyclage des résidus solides urbains et industriels, a débouché sur des possibilités qui, il y a seulement dix ans, apparaissaient comme une véritable utopie. La reconversion des ordures en matière première pour son usage postérieur en diverses industries du papier, de la sidérurgie, d'aliments composés pour l'élevage, d'engrais, de verre, de plastique. Une usine unique au monde, située dans les environs de Rome, parvient ainsi à sortir chaque jour des tonnes d'aliments, d'engrais, de pâte à papier, de ferraille industrielle et... 500 000 poches à ordure! »

André BAREY,
Barcelone, 17 janvier/20 mars 1979.

1. Extrait de : François Loyer, *Recensement des immeubles parisiens du XIX^e siècle*. Rapport d'étude multicopié, Paris, Atelier parisien d'urbanisme, 1979.
2. Jean Castex, *Versailles ou la résistance de la ville*.
3. Jacques Lucan, *op. cit.*
4. « Cette demande (la réparation de la ville) suppose que l'on doit faire amende honorable, c'est-à-dire que l'on doive reconnaître d'abord les préjudices portés aux villes. Pour qualifier ce « on » et ne pas le laisser plus longtemps suspendu dans son indéfinition, disons, grossièrement, qu'il est nous-mêmes en tant qu'héritiers « naturels » d'un « Mouvement Moderne » qui aurait trouvé à se condenser dans les articles d'une Charte, celle d'Athènes. » « La forme et la répétition », *op. cit.*
5. « L'unique chemin de l'architecture », *op. cit.*
6. Cité par Léon Krier, « La reconstruction de la ville », *op. cit.*
7. « Le monoplan de papier », *AA.M.*, n° 13.
8. « La troisième typologie », « Architecture rationnelle », *op. cit.*
9. « Le monoplan de papier », *op. cit.*

TABLE DES MATIÈRES

I INTRODUCTION	7
II PRÉAMBULE	19
III LE DÉSESPOIR DU VISIBLE	25
IV BRUXELLES DÉSASTRE EXEMPLAIRE	31
V LA CHANSON DU MAÇON	39
VI PALERME VILLE SINISTRÉE	45
VII MODERNITÉ ET INHIBITION	53
VIII LE MYTHE DE LA CRÉATIVITÉ	65
IX TRADITIONS ET LUTTES URBAINES	71
X LE DROIT À LA VILLE	79
XI LA VILLE DANS LA VILLE	91
XII LE DISCOURS INTERROMPU	103